



Prévenir l'apparition d'une « génération confinement »

Plan de soutien de la jeunesse canadienne dans
la reprise post-pandémique



 YWCA
CANADA



Reconnaissance du territoire



YWCA Canada et YMCA Canada tiennent à exprimer respectueusement leur gratitude pour avoir le privilège de travailler, d'agir et de vivre sur le territoire traditionnel de plusieurs nations autochtones. Nos bureaux sont situés à Tkaronto. La région a été sous l'intendance de la nation Anishinabe, de la confédération Haudenosaunee et des Hurons-Wendat. Elle abrite maintenant de nombreuses communautés des peuples des Premières Nations, Inuit et Métis. YMCA Canada et YWCA Canada reconnaissent les parties actuelles au traité, les Mississaugas de la Première Nation de Credit. Ce territoire fait l'objet du Pacte de la ceinture wampum faisant référence au concept du « bol à une seule cuillère ».

Les aîné.e.s traditionnel.le.s et les gardien.ne.s du savoir nous ont appris que, durant la période précédant le premier contact avec la population européenne, l'égalité des sexes était pratiquée et respectée sur ce territoire depuis des générations. Après les premiers contacts, les colons européens ont relaté dans leurs mémoires leur malaise face aux normes culturelles autochtones d'égalité des sexes et de gouvernance matriarcale au sein de certaines nations autochtones. Ainsi, avec l'implémentation du racisme systémique et colonial anti-autochtone, YMCA Canada et YWCA Canada sont conscients de l'importance de souligner comment la colonisation a perpétué la violence fondée sur le sexe subie par les femmes, les filles et les peuples bispirituels autochtones.

Nous ne pouvons pas agir face à la violence fondée sur le sexe sans citer les 231 appels à l'action énoncés dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ainsi que le Plan d'action national 2021 pour les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées : Mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQIA+ autochtones.^{1,2}

Le cadre pour le changement y est clairement formulé, et comprend des recommandations claires en matière de politiques, centrées sur les voix des diverses communautés autochtones, inuites, métisses et des Premières Nations vivant en milieu urbain. Toutes les recommandations formulées doivent être mises en œuvre pour éliminer la violence fondée sur le sexe sur le territoire. Même lorsqu'ils sont redressés, les torts doivent toujours être reconnus et jamais oubliés.

En outre, la colonisation, le racisme systémique et les pratiques intentionnelles de génocide ont exacerbé l'impact et les répercussions de la violence fondée sur le sexe chez les femmes, les filles et les peuples bispirituels autochtones. Au moment de la rédaction du présent rapport, la découverte récente des restes de 215 enfants à l'ancien pensionnat autochtone de Kamloops ainsi que de 751 tombes non identifiées dans un cimetière de l'ancien pensionnat autochtone de Marieval met en évidence la perpétuation continue et historique de la colonisation et du racisme systémique.^{3,4}

Pour les communautés autochtones telles que la Première Nation Tk'emlúps te Secwépemc et la Première Nation Cowessess, ces découvertes tragiques ne sont pas une surprise, mais plutôt la sinistre confirmation de ce que des générations de survivant.e.s des pensionnats ont connu. Le rapport du Dr Scott Hamilton, *Where are the Children buried?* (Où sont enterrés les enfants?), produit pour le Centre national pour la vérité et la réconciliation, décrit avec force détails les conditions des élèves décédés des pensionnats autochtones.⁵ Ce n'est pas de l'histoire ancienne. Tout ceci est en fait très actuel, et continue d'avoir des conséquences aujourd'hui. Le dernier pensionnat administré par le gouvernement fédéral a fermé ses portes en 1996.⁶

YMCA Canada et YWCA Canada sont des institutions historiques qui ont bénéficié de la politique coloniale et des pratiques de racisme systémique anti-autochtones. En tant que résidents de territoires ancestraux, nous continuons à réfléchir à l'impact de la colonisation sur notre travail. Nous réfléchissons attentivement à la manière dont nos organismes peuvent attirer l'attention sur les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et agir en conséquence.⁷





À propos

YWCA Canada

YWCA Canada est une voix de premier plan pour les femmes, les filles, les personnes bispirituelles et de diverses identités de genre. Depuis 150 ans, nous sommes à l'avant-garde d'un mouvement : celui de la lutte contre la violence fondée sur le sexe, de la construction de logements abordables et de la défense de l'équité en milieu de travail. Nous nous efforçons de faire progresser l'égalité des sexes en répondant aux besoins urgents des communautés, par le biais d'un plaidoyer national et d'initiatives locales. Trente et un YWCA régionaux investissent plus de 258 millions de dollars par an pour soutenir plus de 330 000 personnes partout au pays. Aujourd'hui, nous mobilisons de jeunes leaders, des personnes issues de communautés diverses et des entreprises partenaires afin que notre vision d'un Canada sûr et équitable pour tous devienne réalité.

<https://ywcacanada.ca/fr>

YMCA Canada

Le YMCA est une association forte par les personnes qui la composent, réunies par la passion de cultiver un sentiment d'appartenance chez toutes et tous. En cette ère d'enjeux sociaux complexes, le YMCA est résolument déterminé à bâtir des collectivités en santé et à encourager les Canadiens et Canadiennes à se joindre au mouvement, à redonner et à développer les liens, les compétences et la confiance en soi dont ils ont besoin pour s'épanouir. En tant que l'un des premiers et des plus importants organismes de bienfaisance au Canada, le YMCA est au cœur des collectivités, œuvrant pour plus de 2,39 millions de personnes, dont plus de 716 000 jeunes, par le biais de 39 associations membres partout au pays. Ensemble, nous faisons preuve d'un dévouement inconditionnel envers l'atteinte de résultats tangibles, mais aussi précieux aux yeux des communautés qui bénéficient de nos services.

<https://ywcacanada.ca/fr/>

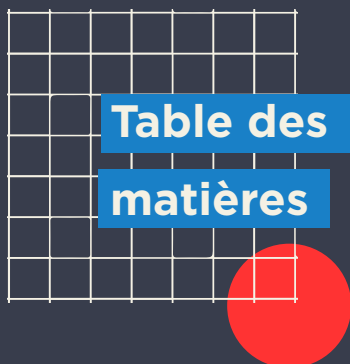


Table des matières

6	Préface
7	Sommaire
10	À propos de cette publication
14	Introduction
18	Bâtir une société inclusive
27	Promouvoir des emplois valorisants pour les jeunes
36	Garantir le logement pour toutes et tous
44	Agir pour la santé mentale et le bien-être
51	Investir dans le leadership des jeunes
58	Soutenir le secteur des services à la jeunesse
64	Chaque maillon de la société peut jouer un rôle
73	Conclusion
74	Sommaire des recommandations
81	Remerciements



Nous connaissons tous l'expression « arriver à un tournant ». Quelle que soit la génération à laquelle nous appartenons, nous serons confrontés à cette situation, et la direction que nous emprunterons façonnera notre parcours pour les décennies à venir.

Pour les millénariaux et les membres de la génération Z, ce moment est arrivé, et les défis n'ont jamais été aussi grands. Même avant la pandémie de COVID-19, les jeunes avaient du mal à trouver un emploi stable, à entrer sur le marché du logement et à accéder à des services de soins en santé mentale répondant à leurs besoins. La crise actuelle n'a fait qu'empirer la situation. Si l'on ajoute au tableau le changement climatique qui menace notre existence même, les jeunes sont confrontés à un avenir qui semble bien loin de leur vision d'une société équitable dans laquelle toutes et tous peuvent réussir.

Face à une crise de santé publique sans précédent, les défis semblent désormais plus insurmontables encore. Pourtant, les jeunes se sont malgré tout mobilisés de façon remarquable pour soutenir la population canadienne aux quatre coins du pays. Les jeunes ne sont pas seulement les leaders de demain, ils sont aussi les leaders d'aujourd'hui. En restant à la fine pointe de la recherche scientifique, en se portant volontaires pour améliorer l'accès équitable aux trousseaux de dépistage et aux vaccins contre la COVID-19, et en servant en première ligne en tant que travailleurs essentiels, les jeunes nous ont montré à quel point ils sont essentiels non seulement à notre intervention, mais aussi à notre rétablissement.

Il nous faut reconnaître que la reprise ne saurait être complète si les besoins des jeunes demeurent ignorés. En tant que défenseuses des jeunes travaillant dans deux des principaux organismes canadiens œuvrant pour la jeunesse, nous espérons que la présente publication permettra d'amorcer un dialogue sur la façon dont nous pouvons investir dans la jeunesse au Canada et la soutenir pendant la reprise post-pandémique. Nous souhaitons également qu'elle permette de déclencher un mouvement et pousse tous les piliers de la société à réfléchir à la manière dont ils peuvent soutenir et faire progresser l'équité intergénérationnelle en veillant à ce que les jeunes atteignent leur plein potentiel et ne subissent plus l'impact disproportionné que cette crise a eu sur eux.

Compte tenu de la menace sans précédent qui pèse sur les perspectives et le potentiel des jeunes, il est temps d'agir. Nous avons une occasion qui ne se présente qu'une fois par génération de nous mobiliser pour trouver une meilleure façon d'avancer, et chacun et chacune peut jouer un rôle dans cette aventure.

Notre plus grand souhait est que les jeunes s'épanouissent et réalisent pleinement leur potentiel. Travaillons donc ensemble pour un avenir post-pandémique qui leur permettra d'y parvenir.

Solidairement vôtres,
Anjum Sultana et Jessica Stepic Lue



Sommaire

Les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 ont eu un impact sévère et d'une rapidité fulgurante sur les jeunes. À tel point que l'Organisation internationale du travail a tiré une première sonnette d'alarme en mai 2020 quant à l'émergence potentielle d'une « génération confinement » si des mesures immédiates n'étaient pas prises pour répondre aux besoins des jeunes.

Les jeunes du Canada ont subi de multiples chocs depuis le début de la pandémie, notamment la perte de leur emploi et de revenus, la difficulté d'accès à un logement sûr et stable, l'isolement social et la hausse des problèmes de santé mentale.

Bien que tous les jeunes aient subi les contrecoups de la crise, les jeunes noirs, autochtones et dits « racisés », les jeunes femmes et les jeunes de diverses identités de genre, les jeunes en situation de handicap, les jeunes 2SLGBTQIAA+ et d'autres jeunes marginalisés qui connaissaient déjà d'importants obstacles aux services et aux occasions avant la pandémie ont été touchés de manière disproportionnée.

Pour beaucoup d'entre eux, les effets de la pandémie sont aggravés par la violence récente contre les communautés racisées qui découle du racisme, de la xénophobie et de la discrimination systémiques.

C'est avec un grand sentiment d'urgence que YWCA Canada et YMCA Canada se lancent dans ce projet visant à faire face à ces impacts de la pandémie sur les jeunes. La présente publication décrit les défis auxquels sont confrontés les jeunes de 18 à 30 ans en ces temps de pandémie, et propose des réponses politiques pour s'assurer que les jeunes se rétablissent et soient résilients face aux crises futures. Elle examine et fournit des recommandations dans six domaines d'intervention essentiels au soutien des jeunes.



Bâtir une société inclusive

L'accent sur l'inclusion et l'équité est un élément fondamental de la reprise post-pandémique qui permet d'investir dans la jeunesse et d'éviter la naissance d'une « génération confinement ». Pour arriver à une société véritablement inclusive qui garde l'équité générationnelle au premier plan, nous devons simultanément nous attaquer au racisme systémique sous toutes ses formes, nous engager à la réconciliation autochtone, nous attaquer à la discrimination vécue par les communautés 2SLGBTQIAA+, nous attaquer à la discrimination fondée sur la capacité physique et aux inégalités vécues par les personnes en situation de handicap, déraciner le sexisme systémique et rectifier la fracture numérique afin de garantir que toute personne au pays, où qu'elle habite, puisse atteindre son plein potentiel.

Promouvoir des emplois valorisants pour les jeunes

Les pertes d'emploi depuis le début de la pandémie ont eu un impact disproportionné sur les jeunes, qui sont plus susceptibles d'occuper des emplois mal payés, temporaires et moins stables dans les secteurs les plus touchés comme l'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail. Bien que certains progrès aient été réalisés pour reconstituer la main-d'œuvre, les jeunes continuent d'être touchés. Les jeunes noirs, autochtones et racisés, les jeunes femmes et les jeunes en situation de handicap font aujourd'hui face à des obstacles accrus et à une hausse du taux de chômage. Le Canada doit apporter des solutions immédiates qui aideront tous les jeunes sur le marché du travail à retourner travailler dès aujourd'hui, comme des programmes d'emploi et des services de développement des compétences ciblant les jeunes, ainsi que des politiques à long terme qui favorisent la résilience dans l'emploi des jeunes.

Garantir un logement pour toutes et tous

Pour les quelque 40 000 jeunes sans-abri du Canada, il était impossible de rester en sécurité à la maison pendant les périodes de confinement. L'augmentation de la violence fondée sur le sexe pendant la pandémie a également accru la demande pour les refuges, déjà à bout de souffle. Enfin, la perte de revenus engendrée par la pandémie a posé des défis importants aux jeunes, déjà confrontés à des loyers inabornables partout au Canada. Le Canada doit prendre un éventail de mesures pour s'attaquer aux complexités de l'inabornabilité du logement et de l'itinérance, notamment en s'attaquant à la question des loyers élevés, en augmentant l'offre de logements et en soutenant les initiatives de logement correspondant aux besoins des jeunes, en particulier les jeunes racisés et celles et ceux qui sont aux prises avec des injustices sociales.





Agir pour la santé mentale et le bien-être

Les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés à des pertes d'emploi et de revenus, à l'isolement, à la maladie ou à la perte d'un être cher, à un avenir incertain, ainsi qu'au racisme et à la discrimination systémiques. L'augmentation du stress, de l'anxiété, de la solitude et de la dépression chez les jeunes du pays a un impact négatif sur leur bien-être émotionnel et leur santé en général. Les jeunes marginalisés, tels que les jeunes autochtones et les jeunes 2SLGBTQIAA+, qui sont confrontés à des obstacles structurels et individuels supplémentaires à l'accès aux services, ont une moins bonne perception de leur santé mentale et sont moins satisfaits de leur vie. Les jeunes cherchent du soutien pour faire face aux défis qu'ils rencontrent, et les services en santé mentale doivent être disponibles quand et où ils en ont besoin.

Investir dans le leadership des jeunes

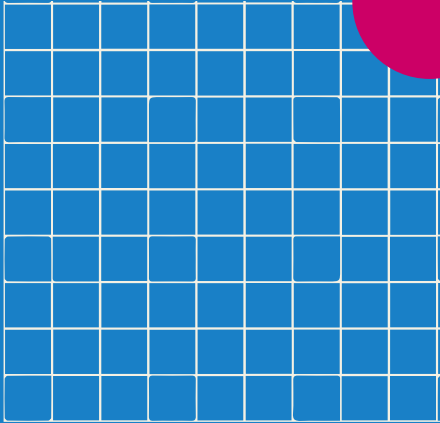
Malgré les difficultés économiques et sociales qu'ils connaissent, les jeunes ont fait preuve d'un leadership fort et ont été aux premières lignes des initiatives d'assistance, d'intervention et de lutte contre la pandémie. Les jeunes doivent être engagés de manière authentique et significative dans la prise de décision et les politiques publiques, et être consultés lors de la phase de conception des programmes, services et stratégies. Cet aspect est particulièrement important pour atteindre les jeunes qui sont à la fois les plus éloignés des possibilités et qui subissent la plus grande forme de marginalisation.

Soutenir le secteur des services à la jeunesse

La pandémie de COVID-19 a entraîné d'importantes réductions de revenus et des contraintes de capacité qui ont rendu vulnérables les organismes caritatifs et sans but lucratif au service des jeunes. Elle a affecté la prestation de services au moment où les jeunes avaient le plus besoin de soutien. Dans le cas de certains organismes communautaires ou culturels, la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver les problèmes existants causés par un sous-financement chronique. Les organismes au service de la jeunesse joueront un rôle essentiel en aidant les jeunes à faire face à la situation, à nouer des liens et à se rétablir. Elles devront bénéficier d'un soutien au cours des 18 prochains mois.

La réalisation de la présente publication est une étape importante dans la sensibilisation aux problèmes qui touchent les jeunes et dans la mise en œuvre de solutions essentielles au soutien de leur reprise et de leur résilience post-pandémie. Grâce à la prévoyance, à la collaboration, à l'innovation et à la poursuite des recherches, nous pouvons travailler ensemble pour éviter l'apparition d'une « génération confinement ».

À propos de cette publication



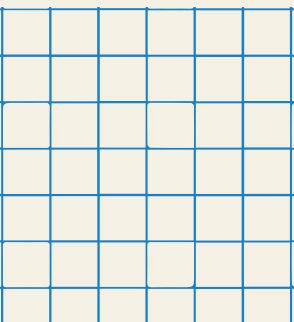
En mai 2020, l'Organisation internationale du travail (OIT) publiait une recherche montrant que les jeunes sont touchés de manière disproportionnée par les impacts économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19, et qu'ils sont confrontés à de multiples facteurs négatifs tels que la perte de revenus, les obstacles aux services et l'isolement.⁸ En réponse, l'OIT a sonné l'alarme, s'inquiétant de l'émergence potentielle d'une « génération confinement » si des mesures immédiates ne sont pas prises pour répondre aux besoins des jeunes.⁹



Ressentant ce fort sentiment d'urgence et ayant été témoins des conséquences de la pandémie sur les jeunes, YWCA Canada et YMCA Canada ont entrepris ce projet pour sensibiliser aux défis auxquels sont confrontés les jeunes au Canada à la lumière de la pandémie de COVID-19. Nous proposons des interventions politiques fédérales mettant l'accent sur une approche intersectionnelle en soutien à leur rétablissement et à leur résilience. Nous avons également besoin d'une approche d'équité générationnelle qui permette que les jeunes puissent réaliser leur plein potentiel.

Dans le cadre de ce projet, le contenu et les recommandations se concentrent sur les jeunes âgés de 18 à 30 ans aujourd'hui, couvrant deux générations spécifiques : les millénariaux (nés entre 1991 et 1996) et la génération Z (nés entre 1997 et 2003).¹⁰ Les données présentées visent à raconter l'histoire de ces groupes d'âge spécifiques. Toutefois, lorsque les données n'étaient pas disponibles, l'âge de la cohorte de jeunes étudiée est précisé.

La présente publication a été réalisée à partir de l'hypothèse de base selon laquelle tous les jeunes du Canada devraient avoir accès aux possibilités, aux lieux, au soutien et aux services dont ils ont besoin pour se remettre des conséquences de la pandémie de COVID-19 et devenir plus résilients face aux crises futures. Le contenu et les recommandations du présent rapport ont été élaborés à partir d'une analyse de l'environnement national et international, des données disponibles au moment de la rédaction, des publications existantes, de la position définie par YMCA Canada et YWCA Canada, ainsi que des examens et des consultations avec des experts et expertes en la matière au sein du YMCA, du YWCA et du secteur des services à la jeunesse en général. Au fil du document des exemples de services et de programmes proposés par le YWCA, le YMCA et d'autres organismes nationaux et internationaux au service des jeunes sont présentés pour illustrer des pratiques prometteuses. Les solutions ici proposées s'adressent au gouvernement du Canada, mais des mesures pouvant être prises par d'autres secteurs ou paliers de gouvernement afin de soutenir les jeunes au Canada et de prévenir l'apparition d'une « génération confinement » sont également présentées.



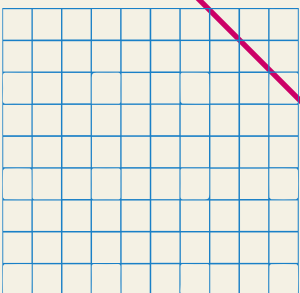


Ces solutions ont également été imaginées et reprises par bon nombre de défenseur.euse.s de la jeunesse et collègues du secteur, démontrant ainsi la nécessité d'agir dans ces domaines.

Chaque section de la présente publication porte sur six domaines d'intérêt essentiels pour soutenir le rétablissement et la résilience des jeunes et qui ont été définis à la lumière de l'expertise et de l'expérience de YWCA Canada et de YMCA Canada. Ces domaines sont d'ailleurs alignés sur les piliers présentés dans le document *Young People Championing Post-Pandemic Futures*, produit par le « Big 6 » et expliquant la position des six principaux organismes jeunesse au monde, soit YMCA et YWCA Monde, l'Organisation mondiale du mouvement scout, l'Association mondiale des guides et éclaireuses, le Prix international du Duc d'Édimbourg et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.¹¹ Enfin, ces piliers visent également à s'aligner sur les priorités établies par la politique jeunesse pour le Canada.¹² Bien que ces domaines soient examinés indépendamment, il est essentiel de noter l'interconnexion et les effets combinés des enjeux décrits.

Tous les efforts ont été faits pour fournir un aperçu complet des impacts et des défis auxquels sont confrontés les jeunes, mais toutes les réalités et tous les enjeux n'ont pu être présentés ici. Le présent document se veut un point de départ, et nous reconnaissons la nécessité de poursuivre les travaux et les recherches dans chacun de ces domaines. Parmi les autres problèmes non abordés dans le présent rapport qui ont affecté les jeunes, citons les perturbations du système d'éducation et l'urgence climatique.

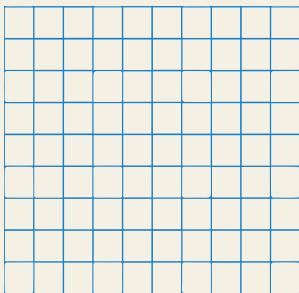
En outre, l'impact n'a pas été le même pour tous les jeunes. La diversité des jeunes s'exprime dans leur identité, ce à quoi ils s'identifient et leur lieu de vie. Tout au long de la présente publication, c'est à travers un prisme d'intersectionnalité et d'équité que nous avons examiné et présenté l'impact de la pandémie de COVID-19 sur différents jeunes aux prises avec des injustices sociales. Bien que tous les efforts aient été faits pour refléter les réalités de nombreux jeunes aux prises avec des injustices sociales dans chacun des domaines étudiés, nous ne décrivons pas toutes les expériences et perspectives. Des recherches supplémentaires doivent être entreprises pour une meilleure sensibilisation aux défis uniques auxquels sont confrontés les jeunes et aux solutions permettant de soutenir les jeunes marginalisés et confrontés à des obstacles systémiques chroniques tels que les jeunes noire.e.s, autochtones et racisé.e.s, les jeunes non pris en charge, les jeunes femmes, les jeunes vivant avec une maladie mentale, les jeunes vivant dans des communautés rurales et éloignées, les jeunes immigrant.e.s, les jeunes sans-abri, les jeunes 2SLGBTQIAA+, les jeunes en situation de handicap et les jeunes ayant des démêlés avec la justice.

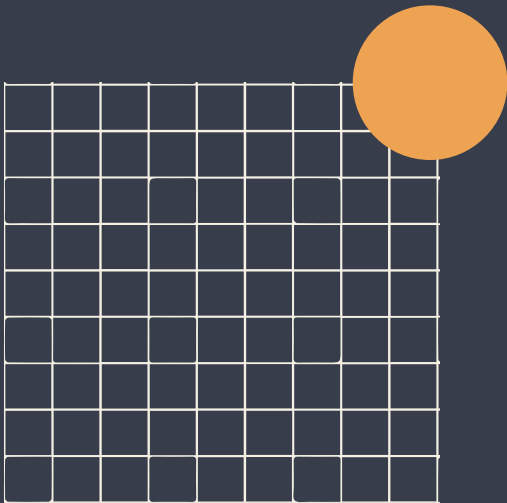




Dans la mesure du possible, des données non regroupées ont été fournies, bien que des lacunes fondamentales soient toujours présentes. Il est également important de rappeler la nécessité d'aller au-delà de la binarité pour les données ventilées par sexe, ce qui continue d'être une lacune dans les données disponibles au Canada. La collecte et l'accès aux données non regroupées devraient être soutenus afin de mieux comprendre les défis uniques auxquels font face les différentes communautés et de développer de bonnes politiques publiques qui fonctionnent pour les jeunes auxquels elles sont destinées. Des données de meilleure qualité et plus accessibles, ainsi que des recherches nationales, jouent également un rôle essentiel dans la responsabilisation, le soutien des meilleures pratiques et le renforcement des programmes et politiques pour la jeunesse au Canada.

Nous espérons que notre travail pourra inspirer et servir d'orientation à des solutions qui favorisent des résultats positifs pour les jeunes au Canada. Nous encourageons tous les membres de la société à considérer comment ils ou elles contribuent à l'équité générationnelle.





Introduction

L'impact des conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 sur les jeunes a été rapide et sévère. Depuis le début de cette crise mondiale, les jeunes ont subi de nombreux chocs importants, notamment des pertes d'emploi et de revenus, la perte de services essentiels, la perturbation de leur éducation ou de leur formation, ainsi que l'isolement. Si tous les jeunes ont été touchés, les jeunes marginalisés et confrontés à des obstacles systémiques avant la pandémie ont été touchés de manière disproportionnée pendant celle-ci.



Le taux de jeunes ni à l'emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) a atteint 24 % en avril 2020, le taux le plus élevé mesuré au cours des deux dernières décennies, le taux de jeunes NEET étant plus important pour certaines populations, notamment les jeunes hommes noirs.^{13,14} Les pertes d'emploi importantes chez les jeunes au pays sont attribuables aux secteurs dans lesquels ils travaillaient et à la nature de ces emplois, à temps partiel, contractuels et à faible salaire.¹⁵ Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, constituaient traditionnellement une importante cohorte d'employé.e.s dans le secteur de la vente au détail et de la restauration, deux secteurs très touchés par les restrictions et les fermetures gouvernementales visant à réduire la propagation de la COVID-19.^{16,17}

Les mesures de confinement et le décret ordonnant de rester à domicile prenaient pour acquis que toute la population canadienne avait accès à un logement sûr, ce qui n'était pas le cas pour les jeunes sans-abri. De plus, la perte de revenus engendrée par la pandémie a posé des défis supplémentaires aux jeunes, qui doivent faire face à des loyers inabordables partout au Canada.

L'impact de ces événements parmi d'autres, ainsi que l'incertitude devant l'avenir, ont eu des répercussions négatives sur les niveaux de stress, d'anxiété, ainsi que sur la santé mentale et le bien-être général des jeunes. Si l'on compare les données avant et pendant la pandémie, les jeunes ont déclaré la plus faible satisfaction à l'égard de leur vie parmi tous les groupes d'âge.¹⁸ De plus, les jeunes 2SLGBTQIAA+ ont indiqué avoir vu leur santé mentale décliner pendant la pandémie. Les données montrent qu'environ 70 % des personnes de diverses identités de genre ont indiqué avoir une santé mentale passable ou mauvaise, et que plus de la moitié des répondants ont moins de 30 ans.¹⁹

Au milieu de cette pandémie, des pandémies parallèles ont également fait leur apparition, notamment celle de la montée de la violence fondée sur le sexe. De plus, plusieurs attaques violentes et fatales contre les communautés noires, autochtones et d'autres communautés racisées et contre les populations marginalisées au Canada et dans le monde se sont produites ou ont été découvertes au cours de la dernière année, en raison du racisme, de la xénophobie et de la discrimination systémiques.^{20,21} Au cours des derniers mois, nous avons assisté à la découverte des restes de 215 enfants enterrés sur l'ancien site du pensionnat de Kamloops et de 715 autres enfants découverts sur l'ancien site du pensionnat indien de Marieval à Cowessess, en Saskatchewan.^{22,23} Nous avons également constaté une augmentation des attaques ciblant les minorités religieuses, y compris les communautés musulmanes, en particulier les femmes noires musulmanes en Alberta.^{24,25} En juin 2021, une famille de Canadiens musulmans a été tuée à London, en Ontario, dans une attaque terroriste présumée islamophobe.²⁶ Ces événements ont également aggravé les problèmes de santé mentale de divers groupes de jeunes au pays et ont eu un impact négatif sur leur bien-être.^{27,28}

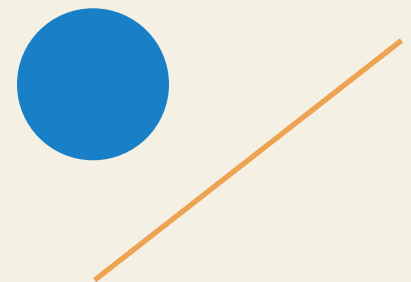
Qu'advient-il d'une génération de jeunes ayant vécu une pandémie pendant ses années d'études? La réponse conclusive à cette question n'est pas encore connue, les données à court et à long terme continuant d'être collectées, recueillies et analysées pour comprendre pleinement les impacts de la pandémie. Toutefois, si l'on se fie à ses répercussions à ce jour et aux effets de crises économiques ou sociales comparables, les jeunes continueront probablement à connaître des difficultés dans le sillage de la pandémie.



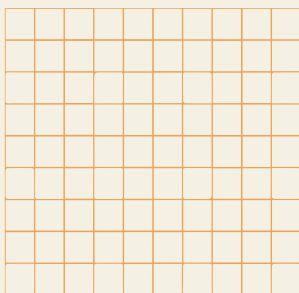
Malheureusement, la pandémie de COVID-19 n'est pas le premier choc mondial majeur que les jeunes d'aujourd'hui ont vécu au cours des 18 à 30 premières années de leur vie. La crise financière de 2008 a également eu un impact direct sur les jeunes, sous la forme de pertes d'emploi ou de difficultés à trouver un emploi, ainsi que de pertes de revenus pour les ménages ou de conséquences négatives pour leurs familles.^{29,30} De tels bouleversements ont des conséquences durables. Plus de dix ans après la crise financière de 2008, les taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCDE sont restés supérieurs aux niveaux d'avant la crise.³¹

En examinant l'impact de la crise mondiale actuelle, l'OIT prévient que l'apparition d'une « génération confinement » est imminente si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour soutenir les jeunes.³² Les conséquences de l'inaction sont terribles : les jeunes pourraient subir les répercussions économiques et sociales de la crise au cours des dix prochaines années, et être marqués à vie par des pertes de revenus permanentes, une détérioration de leur santé mentale et une probabilité accrue de chômage.^{33,34,35} Enfin, c'est la population tout entière qui paiera un lourd tribut si les jeunes ne sont pas en mesure de réaliser leurs aspirations, telles qu'un emploi stable à long terme, assorti de bonnes prestations et d'un salaire décent. Non seulement les jeunes verront leurs revenus à vie diminuer sur une base individuelle, mais il y aura également des répercussions et des obstacles à la croissance économique à l'échelle du pays. Par exemple, on prévoit qu'en raison de la pandémie de COVID-19, le chômage chez les jeunes au Royaume-Uni, pays membre du G7 comme le Canada, coûtera à l'économie près de 12 milliards de dollars canadiens en 2022 en raison de la réduction de la productivité et de la production.³⁶

Les jeunes Canadiens et Canadiennes ressentiront les contrecoups de la récession causée par la pandémie pendant des décennies, et c'est à eux que reviendra la responsabilité de remédier à une bonne partie des conséquences économiques et sociales à long terme. Il est donc impératif de prendre des mesures immédiates pour soutenir leur rétablissement et leur résilience face à la COVID-19 et de veiller à ce que celles-ci répondent aux besoins uniques de tous les jeunes, y compris les jeunes marginalisés. Les jeunes d'aujourd'hui sont les décideurs de demain. Nous devons continuer à les aider à atteindre leur plein potentiel et investir dans le leadership des jeunes. Les jeunes démontrent déjà leur engagement en faveur d'une société plus inclusive et durable et sont à l'avant-garde d'enjeux prioritaires tels que l'égalité des sexes, la lutte contre le racisme, l'urgence climatique, la déstigmatisation des problèmes de santé mentale et la lutte contre l'économie à la demande. Les importants changements culturels, politiques et sociaux qui découlent des actions ou de l'influence des jeunes ont été qualifiés de *séisme de la jeunesse*.³⁷ Il est essentiel que les jeunes soient engagés de manière significative et qu'ils aient la possibilité de présenter leurs perspectives et expériences uniques dans les décisions de politique publique.



À la lumière de ces constatations, nous devons nous concentrer dès maintenant sur le rétablissement et la résilience de la jeunesse au Canada afin de prévenir l'apparition d'une potentielle « génération confinement » en agissant pour l'émergence d'une « génération de l'épanouissement ».



Dans les pages qui suivent, nous présenterons un aperçu de certains des défis auxquels sont actuellement confrontés les jeunes au Canada dans six domaines; nous formulerons également des recommandations de politiques fédérales et proposerons les prochaines étapes à suivre afin de faire face à ces défis. Tout au long du rapport, nous adopterons une optique intersectionnelle et d'équité et fournirons des données non regroupées sur les impacts que subissent les jeunes de la diversité confrontés à des injustices sociales. Nous présenterons également des exemples spécifiques nationaux et internationaux d'initiatives qui mènent à des changements significatifs. La présente publication est un outil important de sensibilisation aux problèmes et aux possibilités. Cependant, il convient de définir et de poursuivre les efforts visant à comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 sur tous les jeunes et la meilleure façon de soutenir leur rétablissement.

1

Bâtir une société inclusive

L'édification d'une société inclusive est un projet permanent, que tous les secteurs peuvent contribuer à faire avancer. Si cette pandémie nous a appris quelque chose, c'est que la vie avant la COVID-19 délaissait les populations diverses, marginalisées et structurellement vulnérables. En fait, la pandémie a mis à nu un grand nombre de préoccupations et de défis sur lesquels les communautés aux prises avec des injustices sociales attirent l'attention depuis des décennies. Beaucoup ont affirmé que si les recommandations, les stratégies et les plans d'action préexistants défendus par la société civile avaient été mis en œuvre, l'intervention face à la pandémie aurait été plus équitable.





Bâtir une société inclusive

Le fait de concentrer nos efforts sur l'inclusion et l'équité constitue un élément fondamental de la reprise post-pandémique permettant d'investir dans la jeunesse et d'éviter la naissance d'une « génération confinement ». C'est pourquoi il est primordial de rappeler dans ces pages qu'il s'agit de la base sur laquelle doit reposer toute autre action de reprise économique et sociale. S'attaquer aux obstacles systémiques auxquels se heurtent les communautés marginalisées aidera non seulement le Canada et les communautés à se rétablir plus rapidement, mais nous rendra également plus résilient.e.s et capables d'agir équitablement face aux crises futures.

Lorsque nous nous concentrons sur les expériences des jeunes, nous devons le faire de manière intersectionnelle. L'intersectionnalité, un terme inventé par la juriste américaine Kimberlé Crenshaw, désigne le phénomène selon lequel les identités d'une personne produisent des systèmes d'avantages et d'inconvénients qui se croisent^{38,39}. Pour arriver à une société véritablement inclusive qui maintienne l'équité générationnelle au premier plan en soutenant les jeunes, nous devons simultanément nous attaquer au racisme systémique sous toutes ses formes, nous engager à la réconciliation avec les peuples autochtones, nous attaquer à la discrimination subie par les communautés 2SLGBTQIAA+, combattre le capacitisme et les inégalités subies par les personnes en situation de handicap, déraciner le sexisme systémique et rectifier la fracture numérique afin de garantir que toute personne au pays, quel que soit son lieu de résidence, puisse réaliser son plein potentiel. Ces objectifs sont ambitieux et la présente publication ne peut traiter de tout ce qui doit être fait. Les points de départ présentés ici donnent toutefois une orientation quant à la manière dont nous devrions aborder la reprise pour les jeunes générations et au-delà.



S'attaquer au racisme systémique et faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones

Le Canada a dû faire un examen de conscience au cours des 18 derniers mois. Le racisme systémique contre les Noirs, les séquelles de la colonisation subie par les communautés autochtones et le traitement des diverses communautés racisées ont été au cœur du discours public. Les discussions sur les mesures significatives qui doivent être prises pour résoudre ces problèmes se multiplient.

Les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation proposent des actions concrètes, tout comme les 231 appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.^{40,41} Des mesures immédiates pour donner suite à ces recommandations doivent être prises et considérées comme prioritaires dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour soutenir les jeunes et la reprise post-pandémique au sens large.

Il nous faut en outre déterminer si les actions visant à lutter contre le racisme systémique font vraiment une différence. Nous pouvons y arriver par la collecte et le suivi de données non regroupées qui mettent en lumière les inégalités et incitent les institutions à agir. C'est ce qui s'est passé dans la ville de Toronto, où la Santé publique a signalé que les communautés racisées étaient infectées de manière disproportionnée par le virus de la COVID-19.⁴² Il a également été observé que le taux d'infection à la COVID-19 était de 6 à 11 fois plus élevé dans les communautés noires et latino-américaines qu'au sein de la population en général.⁴³

Ces données ont permis de donner une orientation équitable aux approches d'intervention de la Santé publique et ont stimulé le développement d'initiatives telles que le Black Community *COVID-19 Response Plan*.⁴⁴ Les leaders noirs en santé de l'Alliance pour des communautés en santé de l'Ontario ont également formulé des recommandations, notamment : considérer le racisme à l'endroit de personnes noires comme une crise de santé publique, consolider la portée de la Direction générale de l'action contre le racisme en mettant en œuvre une stratégie claire pour s'attaquer au racisme systémique à l'endroit des personnes noires, et allouer des fonds provinciaux pour soutenir la santé et le bien-être des communautés noires d'une manière culturellement adaptée.⁴⁵

Pour éradiquer le racisme systémique et parvenir à la réconciliation avec les peuples autochtones, il est essentiel d'adopter les recommandations que les diverses communautés noires, autochtones et racisées réclament depuis des décennies, d'assurer le suivi de nos progrès collectifs et de rendre compte à la société dans son ensemble afin d'affiner l'approche adoptée et de corriger le tir lorsque nécessaire.

Une autre composante essentielle de la lutte contre le racisme systémique consiste à nous assurer que nos espaces de leadership et de gouvernance sont inclusifs et à poursuivre nos efforts pour l'adoption de pratiques antiracistes. À cette fin, le Défi 50-30, récemment annoncé par le gouvernement du Canada, constitue un effort bienvenu pour accélérer la mise en place de mesures permettant une plus grande participation de la diversité à la prise de décisions.⁴⁶ En plus des objectifs très spécifiques d'une parité hommes-femmes (50 %) au sein des conseils d'administration et des équipes de direction, ainsi que d'une représentation d'au moins 30 % de personnes issues de diverses communautés faisant face à des injustices sociales au sein des conseils d'administration et des équipes de direction, il ne faut pas oublier l'équité générationnelle.



**Soutien
aux jeunes
2SLGBTQIAA+**

Pendant la pandémie, nous avons vu les communautés 2SLGBTQIAA+ souffrir de manière disproportionnée de pathologies touchant la santé mentale. Un rapport d'Égale Canada révèle qu'en début de pandémie, 60 % des personnes 2SLGBTQIAA+ ont vu leur santé mentale et leur bien-être décliner, contre 42 % pour la population en général.⁴⁷ Cette réalité a été aggravée par des situations engendrant la précarité économique, 52 % des ménages 2SLGBTQIAA+ du Canada ayant connu des mises à pied et des pertes d'emploi, comparativement à 39 % dans la population en général.⁴⁸ Écartés des services sociaux et de leurs communautés de soutien, confinés dans des familles qui ne leur apportent parfois aucune assistance, les jeunes 2SLGBTQIAA+ ont vécu des situations alarmantes.

Des groupes communautaires et des chercheurs, tels que les membres de la Canadian Coalition Against LGBTQ+ Poverty, ont demandé la reconnaissance et la mise en place de mesures visant à prévenir la pauvreté chez les communautés 2SLGBTQIAA+, notamment en recommandant des modifications à la Loi sur l'équité en matière d'emploi du Canada et l'ajout de mesures ciblées à la Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté.⁴⁹

En ce moment même, le gouvernement du Canada sollicite des commentaires sur le plan d'action LGBTQ+. Il s'agit d'une étape importante pour garantir que nos communautés et la société dans son ensemble tiennent compte des besoins et des expériences des communautés 2SLGBTQIAA+, en particulier des jeunes 2SLGBTQIAA+. Des organismes tels que le Réseau Enchanté et Wisdom2Action ont demandé un financement et un soutien robustes pour le secteur des services aux communautés 2SLGBTQIAA+.⁵⁰ Ils soulignent tout particulièrement l'importance d'un financement de base pour les services communautaires et sociaux et la nécessité de remédier au sous-financement chronique et à l'accès limité au soutien financier dans ce secteur.



Garantir aux personnes en situation de handicap une vie dans la dignité

Les personnes en situation de handicap, qui représentent plus d'un cinquième de la population canadienne, sont confrontées à des obstacles systémiques uniques qui les empêchent d'accéder aux services essentiels et de participer à égalité au développement de la société.⁵¹ Cette situation s'est accentuée au cours de la pandémie. Avant la pandémie, plus de 50 % des plaintes relatives aux droits de la personne déposées à tous les paliers de gouvernement étaient liées aux handicaps, ce qui met en évidence les obstacles systémiques préexistants pour les personnes en situation de handicap.^{52,53}

Les données des organismes de défense des droits des personnes en situation de handicap et sur la santé de la population font état du risque accru pour les personnes en situation de handicap de contracter la COVID-19, ainsi que les retombées de la pandémie sur d'autres aspects économiques, de santé et sociaux.^{54,55} Pendant la pandémie, plus de 33 % des personnes en situation de handicap ou souffrant de problèmes de santé de longue durée ont perdu leur emploi de façon temporaire ou permanente, ou encore ont vu leurs heures de travail réduites.⁵⁶ Les personnes en situation de handicap possédant un niveau d'éducation inférieur ont également connu des taux de chômage plus élevés.⁵⁷

En ce qui concerne le revenu, 45 % des personnes en situation de handicap ou souffrant de problèmes de santé de longue durée ont déclaré ne recevoir que des sources de revenus non liées à l'emploi, et plus de la moitié ont signalé une baisse du revenu de leur ménage.⁵⁸

On constate également une augmentation de la violence fondée sur le sexe, et les femmes en situation de handicap sont particulièrement à risque de la subir dans leur foyer.^{59,60} En outre, les femmes en situation de handicap sont plus susceptibles d'être victimes de violence que les femmes qui ne sont pas en situation de handicap, et ce risque est plus élevé chez les femmes en situation de handicap racisées, plus jeunes, autochtones, 2SLGBTQIAA+, les travailleuses migrantes, les immigrantes, les migrantes sans statut et les femmes vivant en région rurale.^{61,62}

Un soutien ciblé en matière de sécurité du revenu, de logement et d'emploi est nécessaire pour que les personnes en situation de handicap, en particulier les jeunes, ne soient pas laissées pour compte. Le dépôt en juin 2021 du projet de loi C-35, Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées, est un pas en avant vers un Canada inclusif pour les personnes en situation de handicap.⁶³ Cette loi contribuerait à réduire la pauvreté et à créer davantage d'emplois de qualité pour les personnes en situation de handicap au Canada.



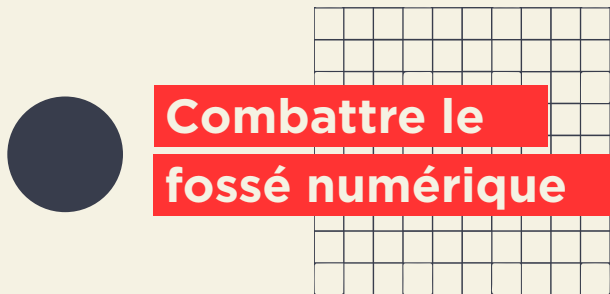
Éliminer

le sexisme

sytémiques

Tous les progrès accomplis au Canada au cours des dernières décennies pour faire progresser l'équité et l'inclusion des femmes sur le marché du travail et dans la société risquent d'être réduits à néant en raison des répercussions économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 sur les femmes. La présence des femmes sur le marché du travail a chuté à son plus bas niveau depuis les années 1980. Une demande accrue de soins non rémunérés dispensés par les femmes et une augmentation dévastatrice de la violence fondée sur le sexe ont en outre été observées.^{64,65,66,67} Cette situation a également eu un impact considérable sur les jeunes femmes. Par exemple, entre février 2020 et janvier 2021, les femmes de la génération Z représentaient 2,5 % de la population active du Canada, mais 17 % des pertes d'emploi totales.⁶⁸ YWCA Canada, dans le cadre de ses activités en partenariat avec l'Institute for Gender and the Economy de l'Université de Toronto, a présenté plusieurs mesures qui, si elles étaient adoptées, permettraient de garantir une approche intersectionnelle et féministe des efforts d'intervention et de reprise en cas de pandémie.⁶⁹

Au cours des derniers mois, des initiatives prometteuses ont été présentées par le gouvernement fédéral dans le cadre du budget 2021. Ces initiatives comprennent l'engagement de mettre en place un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, un groupe de travail sur les femmes dans l'économie et le financement de programmes de recyclage professionnel et de formation pour les femmes et les autres communautés sous-représentées.^{70,71} La lutte contre la violence fondée sur le sexe exige des mesures systémiques et une approche pangouvernementale. Les organismes faisant la promotion de l'équité entre les sexes, tels que les Refuges pour femmes et YWCA Canada, ont joué un rôle important dans l'élaboration du plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.⁷² Nous avons hâte de voir toutes ces initiatives mises en œuvre. Nous soulignons l'importance d'adopter une optique d'équité générationnelle intersectionnelle rigoureuse pour s'assurer que les diverses communautés et les jeunes ne sont pas laissés pour compte.



Combattre le fossé numérique

L'accès à l'Internet est devenu un aspect non négociable dans nos vies à l'ère de la COVID-19. C'est en effet sur Internet que nous travaillons, que nous socialisons, que nous suivons des cours et que nous passons une grande partie de notre temps libre. Cependant, la possibilité d'accéder à un Internet à haut débit fiable et de qualité n'est pas toujours présente. À l'heure actuelle, 6 % des Canadiens et Canadiennes n'ont pas accès à l'Internet, et deux personnes sur cinq affirment que le coût est le principal obstacle à l'accès.⁷³ Dans les régions rurales, environ 45 % seulement de la population a accès à l'Internet haut débit à large bande.⁷⁴ Il est urgent de prendre des mesures pour combler le fossé numérique afin de nous assurer que les jeunes les plus difficiles à atteindre ont accès aux services publics dont ils ont besoin et qu'ils méritent, ainsi qu'aux occasions de grandir, d'apprendre et d'accroître leur capacité à contribuer à la société canadienne.

Parallèlement, la dépendance accrue à l'égard des espaces en ligne dans presque tous les domaines de notre vie a également augmenté l'exposition aux préjudices en ligne tels que la cyberintimidation et les discours haineux. À l'échelle mondiale, les Nations unies signalent que la haine en ligne à l'encontre des minorités a augmenté, les femmes étant les plus touchées par ces attaques.⁷⁵ La haine en ligne est liée et contribue à la montée en flèche des crimes haineux en personne.⁷⁶ La reprise économique ne peut être pleinement réalisée dans un climat de haine, de peur et de violence. La création d'espaces en ligne plus sûrs doit faire partie intégrante de nos discussions sur les politiques pour une société post-pandémique plus inclusive.⁷⁷

Par exemple, une étude fédérale de 2012 a chiffré le coût combiné de la violence familiale et sexuelle pour le PIB du Canada à 8,4 milliards de dollars par an.⁷⁸

Pour assurer des espaces en ligne plus sûrs, le gouvernement fédéral et les entreprises de médias sociaux doivent prendre des mesures accrues pour combattre, réduire et supprimer la haine en ligne. Un sondage réalisé par la Fondation canadienne des relations raciales et Abacus Data plus tôt cette année a révélé qu'au moins 60 % des Canadiens et Canadiennes sont d'accord pour que le gouvernement du Canada mette en place une réglementation pour freiner la propagation des discours haineux en ligne, et 80 % souhaitent que les entreprises de médias sociaux suppriment les propos haineux dans les 24 heures.⁷⁹





Ces questions, ainsi que d'autres qui n'ont pas été abordées dans le cadre du présent document, devraient être examinées de manière plus approfondie afin de parvenir à un Canada plus inclusif qui agit face aux enjeux touchant les jeunes de manière intersectionnelle. Les recommandations suivantes constituent, à notre avis, un solide point de départ pour arriver à une société inclusive et équitable :

1.1

Réaliser des progrès significatifs vers la réconciliation avec les peuples autochtones. Pour y arriver, il faut prendre des mesures immédiates afin de mettre en œuvre les 94 appels à l'action du rapport Vérité et réconciliation et les 231 appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Tous les secteurs de la société peuvent contribuer à cet objectif en déterminant à quels appels à l'action et à la justice les organismes de chaque secteur pourraient répondre, en élaborant des plans de mise en œuvre, en passant à l'action et en rendant compte des progrès réalisés.

1.2

Créer une loi antiracisme pour le Canada qui donne un fondement législatif à un Secrétariat de lutte contre le racisme qui bénéficiera de ressources et d'un financement permanents et durables. S'assurer que la loi antiraciste définisse et traite de toutes les formes de racisme, y compris le racisme à l'endroit des Arabes, des Asiatiques, des Noirs, des Autochtones, des Latino-Américains, ainsi que l'islamophobie et l'antisémitisme. En outre, élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national contre le racisme pour accompagner la stratégie nationale de lutte contre le racisme, garantissant des stratégies concrètes avec des objectifs réalisables, l'expansion des données non regroupées qui s'éloignent de l'utilisation des minorités visibles pour se concentrer sur les identités raciales avec des objectifs mesurables, des calendriers et des allocations budgétaires appropriées.

1.3

S'assurer que les organismes communautaires locaux, sans but lucratif et caritatifs qui servent et représentent les communautés marginalisées survivent à la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment de fournir un financement de base prévisible et stable aux organismes dirigés par et fournissant des services à la communauté 2SLGBTQIAA+, aux communautés autochtones urbaines et dans les réserves, aux personnes en situation de handicap, aux communautés noires et aux autres groupes racisés, ainsi qu'aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre. Des fonds devraient également être rendus disponibles pour soutenir les efforts continus visant à favoriser la diversité, l'équité et l'inclusion sociale aux niveaux organisationnel et structurel.

1.4

Développer des politiques publiques en matière de prestations de reprise et de soutien au revenu pour les personnes en situation de handicap, telles que la prestation canadienne d'invalidité, qui soient fondées sur l'expérience de personnes bénéficiant ou ayant bénéficié d'un soutien au revenu pour les personnes en situation de handicap.

1.5

Renforcer la loi fédérale sur l'équité en matière d'emploi en y incluant la protection sur la base de l'identité racisée, en notant les impacts spécifiques sur les communautés noires et autochtones. Assurer la protection sur la base de l'expression et de l'identité sexuelles, ainsi que de l'orientation sexuelle.

1.6

Ajouter des mesures d'équité en emploi par le biais d'ententes sur les avantages pour les communautés dans tous les programmes fédéraux d'investissement et de relance afin de garantir que les communautés noires, autochtones, racisées, 2SLGBTQIAA+, les personnes en situation de handicap et les autres groupes sous-représentés aient un accès équitable à tous les nouveaux emplois créés.

1.7


Garantir l'accès universel à un Internet à haut débit et de haute qualité partout au Canada. D'ici 2025, l'accent devrait être mis sur l'amélioration de l'accès dans les communautés rurales, nordiques et éloignées.

2

Promouvoir des emplois valorisants pour les jeunes

Un emploi stable et significatif favorise l'indépendance, encourage la contribution à la collectivité, mène à la stabilité financière et est également bénéfique à d'autres aspects de la santé et du bien-être des jeunes. Cependant, la pandémie de COVID-19 et les restrictions changeantes ont considérablement perturbé le marché du travail au Canada. En mars 2020, plus d'un million d'emplois ont été perdus au Canada.⁸⁰ Bien que toute la population canadienne ait été touchée, ces pertes ont eu un impact disproportionné sur les jeunes, qui sont plus susceptibles d'occuper des emplois mal payés, temporaires et moins stables dans les secteurs les plus touchés comme l'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail.⁸¹





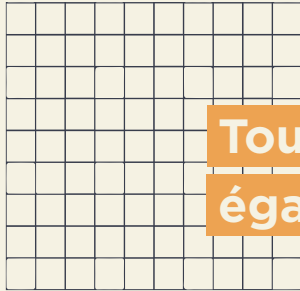
Promouvoir des emplois valorisants pour les jeunes

Les jeunes sont les plus vulnérables aux chocs économiques tels que ceux engendrés par la COVID-19, car ils sont souvent « les derniers engagés et les premiers licenciés ». ⁸² Au début de la pandémie, le taux d'emploi des jeunes de 20 à 24 ans a chuté de plus de 22 %, contre 9,2 % à l'échelle nationale. ⁸³ De plus, le taux de jeunes âgés de 15 à 29 ans ni à l'emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) au Canada a atteint 24 % en mars et avril 2020, contre 12 % avant la pandémie, ce qui représente le taux le plus élevé mesuré au cours des 20 dernières années. ⁸⁴ Selon Statistique Canada, chez les Canadiens et Canadiennes âgés de 20 à 29 ans, l'augmentation du taux de NEET au cours des premiers mois de la pandémie a été principalement causée par un recul de l'emploi. ⁸⁵

Bien que certains progrès aient été réalisés pour rétablir la main-d'œuvre, les jeunes continuent d'être touchés. L'Enquête sur la population active de mai 2021 de Statistique Canada a montré que le nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans faisant partie de la population active, c'est-à-dire à l'emploi ou au chômage, a diminué de 1,3 % en mai. ⁸⁶

Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait que moins d'étudiant.e.s entrent sur le marché du travail d'été, soit de mai à août, par rapport à un mois de mai typique, pré-pandémique.⁸⁷ Bien que les jeunes travaillent dans tous les secteurs de l'économie canadienne, ils sont plus susceptibles de travailler dans les secteurs du commerce de détail, des services alimentaires, de la culture et des loisirs, ou de l'hébergement.⁸⁸ Ces secteurs ont été parmi les plus durement touchés pendant la pandémie en raison des directives de confinement et du décret ordonnant de rester à domicile qui ont restreint ou interdit les expériences en présentiel, créant des conditions difficiles pour le marché du travail et contribuant à un retard dans les gains d'emploi pour les jeunes d'aujourd'hui.

Les difficultés à trouver et à conserver un emploi valorisant ne sont pas nouvelles pour la jeunesse canadienne. Avant la crise sanitaire, les jeunes étaient confrontés à un marché du travail fluctuant et à la hausse du travail occasionnel, à temps partiel et temporaire. Ces emplois n'offrent souvent ni avantages sociaux, ni stabilité de revenus, ni sécurité d'emploi.⁸⁹ En outre, les jeunes ont été confrontés à une baisse des salaires réels et à une augmentation de la précarité de l'emploi, alors que le marché du travail exige qu'ils aient un niveau d'éducation plus élevé. Les crises précédentes, comme la récession de 2008, ont également contribué à une concurrence accrue pour les emplois, qui exigent souvent des qualifications minimales élevées, comme des diplômes d'études supérieures pour les emplois au bas de l'échelle.⁹⁰ Ces difficultés n'ont été qu'exacerbées par la pandémie de COVID-19.



Tous les jeunes ne sont pas égaux face à la pandémie



La pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités entre les jeunes. Par exemple, une enquête de Statistique Canada datant de juin 2020 a souligné que plus de la moitié des jeunes participant.e.s souffrant d'une affection ou d'un handicap de longue durée ont déclaré avoir un emploi avant la pandémie, contre 39 % au moment de l'enquête.⁹¹ Les personnes en situation de handicap sont plus susceptibles de souffrir d'une affection sous-jacente qui peut les exposer à un risque accru de maladie grave due à la COVID-19 et de ne pas pouvoir travailler à l'extérieur de leur domicile.⁹² Le port du masque a été reconnu dans une récente publication du Conseil canadien pour la réussite des jeunes comme un exemple d'obstacle à l'emploi pendant la pandémie pour les jeunes en situation de handicap, un groupe qui, historiquement, connaît des taux d'emploi plus faibles que les personnes qui ne sont pas en situation de handicap.⁹³

Le taux de chômage des jeunes racisés a atteint 25 % au Canada en mai 2021, comparativement à 15 % pour les jeunes qui ne sont pas membres d'une minorité visible.⁹⁴ De plus, au début de la pandémie, les jeunes hommes noirs étaient presque deux fois plus susceptibles de n'être ni à l'emploi, ni aux études, ni en formation que les autres jeunes hommes.⁹⁵ Cette situation peut être comprise comme faisant partie des expériences continues de racisme et de discrimination envers les personnes noires en milieu de travail.⁹⁶

Le taux de chômage chez les jeunes autochtones vivant hors des réserves était de 26 % au cours de la période de trois mois prenant fin en août 2020, et en hausse de 11 % par rapport à la même période en 2019.⁹⁷ Ce constat est troublant, 25 % des autochtones du Canada étant des jeunes.⁹⁸

Enfin, la présence des jeunes femmes sur le marché du travail a diminué de 4,7 % en mai 2021, contre une baisse de 1,6 % pour les jeunes hommes.⁹⁹ Comme le rapportent les Services économiques RBC, les femmes de la génération Z ne représentent que 2,5 % de la population active au Canada, mais elles ont subi 17 % des pertes d'emploi totales.¹⁰⁰ Cet écart pourrait être dû au fait que les femmes, en particulier les jeunes femmes, travaillent dans les secteurs les plus perturbés par la pandémie de COVID-19 et à l'augmentation des soins non rémunérés dispensés par les femmes tels que les soins aux enfants, aux frères et sœurs et aux parents âgés.^{101,102}

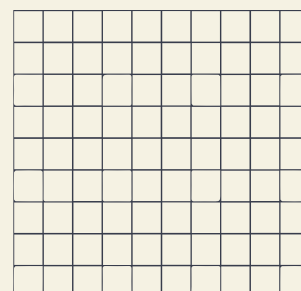
Les jeunes marginalisés ont subi des impacts plus importants par rapport à l'emploi et ont besoin de solutions ciblées pendant la reprise post-pandémie afin de répondre à leur situation et à leurs besoins uniques.



Pleins feux sur les perturbations des études et de la formation causées par la COVID-19

Bien que la présente section porte sur la participation des jeunes sur le marché du travail, il est important de noter les perturbations importantes des possibilités d'études et de formation des jeunes causées par la COVID-19. La pandémie a entraîné la fermeture des écoles au printemps 2020, et de nombreux élèves ont vécu une année scolaire bouleversée et décousue en 2021, avec plusieurs brusques allers-retours entre l'apprentissage en présentiel et en virtuel. Au Canada, cette situation a été particulièrement difficile pour les étudiants étrangers, qui ont vu leur santé mentale affectée.¹⁰³ Selon l'OIT, la moitié des jeunes aux études ont signalé un retard probable dans l'achèvement de leurs études en cours, tandis que 10 % s'attendent à ne pas pouvoir les terminer du tout.¹⁰⁴ Les jeunes immigrant.e.s récent.e.s, les jeunes autochtones, les jeunes en situation de handicap et les jeunes des communautés rurales et éloignées sont confrontés à des obstacles supplémentaires.¹⁰⁵ Ainsi, les responsables de programmes du YMCA ont indiqué que la transition vers la formation et la prestation de services d'emploi et de formation en virtuel pendant la COVID-19 a constitué un obstacle important pour les jeunes immigrant.e.s, les jeunes issu.e.s de la neurodiversité et ayant des aptitudes différentes, ainsi que les jeunes vivant dans des communautés rurales et éloignées. Ils sont en effet confrontés à des obstacles, comme l'impossibilité d'accéder à une connexion Internet à haut débit et à d'autres technologies, peuvent avoir de la difficulté à lire et à écrire ou naviguer plus difficilement sur les plates-formes numériques.

Les perturbations aux études et à la formation auront un impact sur la préparation à l'emploi et sur l'accès à un travail valorisant pour les jeunes. Cette situation doit être suivie de près, étudiée, et immédiatement rectifiée. Des mesures de soutien visant à éliminer les obstacles aux études et à la formation, tels que les obstacles financiers qui ont été exacerbés par le chômage pendant la pandémie, devraient par ailleurs être mises en œuvre. De telles mesures sont essentielles pour garantir que les jeunes aient la chance de développer leurs compétences et d'accéder à des possibilités d'emploi valorisantes dans le domaine de leur choix.





Aider les jeunes à surmonter les bouleversements économiques passés, présents et futurs

En raison des pertes d'emploi et des pertes de revenus qui en résultent, ainsi que des perturbations dans l'éducation et la formation, les jeunes sont plus susceptibles d'accéder tardivement à l'indépendance financière, de tomber dans la pauvreté, de subir des répercussions sur leur santé mentale et des effets durables sur leur emploi ou leurs perspectives d'emploi. Pour bien des jeunes, il s'agit du deuxième bouleversement économique majeur de leur vie. Plus de dix ans après la crise financière de 2008, les taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCDE restent supérieurs aux niveaux d'avant la crise.¹⁰⁶ Cela démontre l'impact durable des bouleversements économiques non seulement sur la cohorte actuelle de jeunes, mais aussi sur les générations futures.¹⁰⁷ Enfin, il a également été démontré que les périodes d'inactivité et de chômage au début de l'âge adulte ont des effets négatifs durables sur les perspectives d'emploi et les revenus futurs.¹⁰⁸

Les jeunes ont subi de façon disproportionnée les récentes perturbations du marché du travail canadien et devront également assumer une grande partie des conséquences économiques et sociales à long terme de la pandémie. Nous devons donc aider les jeunes à acquérir les compétences et les expériences dont ils ont besoin pour obtenir un emploi valorisant et faire carrière, dans le cadre de nos activités préliminaires pour la reprise économique au Canada.

Le Canada doit définir une approche politique complète qui aidera à prévenir les dommages à long terme sur l'emploi, le développement des compétences et les revenus des jeunes après la COVID-19. Cette approche doit comprendre des solutions immédiates qui aideront les jeunes sur le marché du travail à retourner travailler dès aujourd'hui, comme des programmes d'emploi et des services de développement des compétences ciblant les jeunes, ainsi que des politiques à long terme qui favorisent la résilience dans l'emploi des jeunes.

Les initiatives prises par le gouvernement du Canada en réponse à la COVID-19, telles que l'assouplissement du programme Emplois d'été Canada et l'augmentation du financement dans le cadre du programme Stratégie emploi et compétences jeunesse ont été salutaires.¹⁰⁹ Mentionnons un exemple prometteur : le programme Launch Atlantic du YMCA, un stage virtuel rémunéré de 19 semaines de placement et de formation sur les compétences liées à l'employabilité pour les jeunes femmes et les jeunes non binaires de moins de 30 ans qui donne également accès à des appareils numériques.¹¹⁰ L'accent est ici mis sur le soutien aux jeunes confrontés à différents obstacles, comme les jeunes en situation de décrochage scolaire, en situation de handicap, s'identifiant comme autochtones ou racisés, à la tête d'une famille monoparentale, vivant en région éloignée, faisant face à des barrières linguistiques ou étant des immigrant.e.s récent.e.s.



Sur le plan international, l'engagement pris par l'Union européenne de la « garantie pour la jeunesse » veille à ce que les jeunes bénéficient d'une offre de qualité pour un emploi, une formation continue ou un stage dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou la fin de leurs études.¹¹¹ Cet engagement s'est également avéré constituer une intervention complète et rapide pour protéger les jeunes de l'exclusion à long terme du marché du travail et favoriser la reprise de l'emploi.^{112,113}

Pour les jeunes confrontés à de multiples obstacles, y compris les jeunes femmes avec enfants, les jeunes autochtones, les jeunes en situation de handicap, les jeunes racisés et les jeunes vivant dans des communautés rurales et éloignées, l'accès à des services de soutien complets aurait un impact positif sur leur capacité à trouver un emploi de qualité ou à suivre des formations professionnelles. Le YMCA, le YWCA et d'autres organismes au service des jeunes offrent des programmes d'emploi pour les jeunes dans le cadre d'un ensemble plus vaste de services intégrés et d'une approche de guichet unique. En éliminant le besoin de se déplacer vers de multiples fournisseurs de services, on permet aux jeunes de développer leur confiance, leurs compétences et leurs relations, ce qui permet d'obtenir des résultats positifs.



Tous les jeunes au Canada devraient avoir accès aux expériences, aux compétences et au soutien dont ils ont besoin pour obtenir un emploi valorisant et réaliser leurs aspirations professionnelles. À cette fin, nous avons formulé les recommandations suivantes :

2.1

Faire évoluer le programme Emplois d'été Canada et mettre sur pied un programme Emplois Jeunesse Canada. Cela pourrait se faire en rendant permanents les assouplissements au programme mis en place en réponse à la COVID-19, notamment en offrant des services de placement dans des emplois dont la rémunération est adéquate pour les jeunes de 15 à 30 ans, et ce, toute l'année.

2.2

Augmenter le financement du programme Stratégie emploi et compétences jeunesse et assurer l'accès à des emplois de qualité et une préparation aux emplois de l'avenir. Dans ce cadre, soutenir des initiatives et des projets pilotes novateurs permettant aux jeunes d'acquérir de l'expérience en milieu de travail, de bénéficier d'un soutien et d'une formation préalables à l'emploi, et d'avoir accès à des services intégrés (c'est-à-dire à un soutien en santé mentale, à des services de transport et à des garderies). Ces initiatives devraient également inclure un financement ciblé et des programmes spécialisés pour soutenir les jeunes confrontés à des obstacles supplémentaires et uniques et qui sont marginalisés sur le marché du travail, comme les jeunes femmes et les jeunes de diverses identités de genre, les jeunes noir.e.s, autochtones et racisés, les jeunes en situation de handicap et les jeunes nouvellement arrivés au Canada.

2.3

Intégrer des initiatives de recrutement des jeunes aux stratégies nationales et régionales sur la main-d'œuvre. Par exemple, pour les secteurs qui connaissent une importante pénurie de main-d'œuvre, comme le secteur de l'apprentissage et de la garde de jeunes enfants, les initiatives visant à recruter et à retenir les jeunes dans ces emplois essentiels, comme le métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance, devraient être intégrées et financées dans le cadre de stratégies globales sur la main-d'œuvre.

2.4

Envisager l'établissement d'un programme de garantie d'emploi et de formation pour les jeunes au Canada. Ce programme garantirait que tous les jeunes Canadiens et Canadiennes de 30 ans et moins reçoivent une offre d'emploi ou d'éducation et de formation de qualité dans les 16 semaines suivant la fin de leur emploi ou de leur scolarité.

2.5

Abaisser le critère d'admissibilité national uniforme à l'assurance-emploi à 360 heures et augmenter le taux de prestation de 55 à 85 % des gains pour les personnes à faible revenu.

3

Garantir un logement pour toutes et tous

L'accès à un logement sûr et sécuritaire est l'un des principaux déterminants de la santé, au cœur des fondations dont tout Canadien ou Canadienne a besoin pour grandir et s'épanouir. Au début de la pandémie, lorsque les mesures de confinement ont été introduites, la consigne la plus fréquemment répétée était la suivante : pour être à l'abri de la COVID-19, nous devons « rester chez nous ». Cela supposait que tout le monde avait accès à un endroit sûr et abordable où vivre. Malheureusement, ce n'est pas le cas.





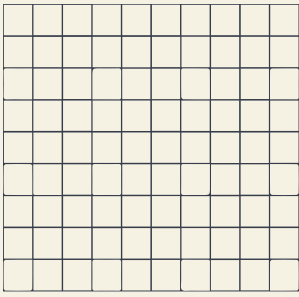
Garantir un logement pour toutes et tous

Au Canada, plus de 235 000 personnes font l'expérience de l'itinérance chaque année, dont plus de 35 000 chaque nuit.^{114,115} Ces chiffres sont probablement sous-estimés, car les mesures de suivi de l'itinérance ne tiennent pas pleinement compte des formes plus cachées d'itinérance, comme le « couch surfing », le fait de passer d'un logement temporaire à un autre, une situation que les communautés 2SLGBTQIAA+, mais aussi les communautés noires, autochtones et racisées, les personnes nouvellement arrivées, les personnes en situation de handicap, les femmes cis et trans, les personnes de diverses identités de genre et les jeunes peuvent être amenés à faire plus souvent, pour une foule de raisons.¹¹⁶

En ce qui concerne les jeunes, entre 35 000 et 40 000 d'entre eux font l'expérience de l'itinérance chaque année.¹¹⁷ Plus d'un tiers des jeunes sans-abri au Canada viennent de l'Ontario.¹¹⁸ L'itinérance chez les jeunes n'est pas seulement un problème urbain, ceux des régions rurales en font également l'expérience.¹¹⁹ L'itinérance entraîne également des vulnérabilités supplémentaires. Par exemple, des rapports récents ont souligné que 37 % des jeunes femmes sans-abri et plus de 35 % des jeunes 2SLGBTQIAA+ sans-abri ont été victimes d'une agression sexuelle.¹²⁰

Les organismes offrant des services de logement et d'hébergement, tels que le YMCA et le YWCA, ont également signalé que les besoins complexes des personnes faisant appel à eux étaient en augmentation avant la pandémie. Il s'agit notamment de clientèle ayant besoin de services en santé mentale et en toxicomanie, de soutien post-traumatique et de développement des compétences pour pouvoir obtenir et conserver un logement.

La conjoncture économique s'annonçant sombre pour les Canadiens et Canadiennes, avec de nombreux loyers et hypothèques non payés, conjugués à une augmentation de la violence fondée sur le sexe, un plus grand nombre de personnes ont probablement été poussées vers l'itinérance, ce qui a eu pour effet d'augmenter la demande de places dans les refuges, déjà très sollicités avant la pandémie.^{121,122} Dans ce contexte, nous avons constaté une recrudescence des campements à travers le pays, ainsi qu'une montée en flèche de l'itinérance cachée.^{123,124,125,126} Si l'itinérance s'est aggravée au Canada avec la pandémie de COVID-19, il en va de même pour la crise du logement abordable.




L'insécurité du logement en tête des préoccupations et peu d'espoir d'amélioration

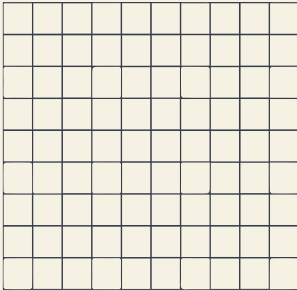
Avant la pandémie, la hausse des loyers, l'explosion du marché immobilier et la probabilité croissante de voir des jeunes travailler dans des conditions précaires, avec des salaires modestes, des avantages limités et un manque de sécurité d'emploi, ont fait de l'obtention d'un logement abordable une angoisse et une source d'inquiétude bien réelles.¹²⁷ Au début de la pandémie, les jeunes ont dû faire face à une baisse de revenus et beaucoup d'entre eux ont été les premiers à perdre leur salaire ou à être licenciés.¹²⁸ On estime qu'en raison du contexte économique insoutenable, 1,5 million de Canadiens et Canadiennes sont retournés vivre chez leurs parents pendant la pandémie.¹²⁹

Malgré la reconnaissance de l'importance cruciale du logement pour se protéger de la COVID-19, peu de soutien a été fourni pour que les gens puissent garder leur logement, avec quelques mesures éphémères dans certaines provinces, comme l'allègement des loyers, le report des hypothèques et les moratoires sur les expulsions.¹³⁰ Les locataires et les propriétaires ont de plus en plus de mal à payer leur loyer et leur hypothèque, ce qui fait craindre des expulsions liées à la COVID-19.^{131,132,133} Ricardo Tranjan, chercheur au Centre canadien de politiques alternatives, a constaté que les économies de près de la moitié des 3,5 millions de ménages locataires au Canada équivalent à moins d'un mois de loyer.¹³⁴ Des données récentes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement le confirment : 6 % des logements locatifs ont accumulé des arriérés entre octobre 2019 et octobre 2020.¹³⁵





L'accession à la propriété de plus en plus improbable pour les jeunes



Paul Kershaw, professeur à l'université de la Colombie-Britannique et fondateur de l'organisme, Generation Squeeze, explique que le logement semble être « l'épicentre des tensions générationnelles ».¹³⁶ Ce constat est probablement dû au fait que l'accession à la propriété est de plus en plus hors de portée des jeunes, la pandémie assombrissant encore davantage le tableau. Selon un récent sondage de la RBC, plus d'un tiers des moins de 40 ans qui ne sont pas propriétaires ont déclaré avoir renoncé à l'idée de posséder un jour une maison.¹³⁷

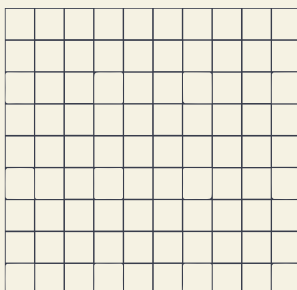
Avant même la pandémie, les jeunes subissaient de plein fouet la crise du logement abordable au Canada. En 2016, seulement 44 % des jeunes de 34 ans et moins étaient propriétaires de leur logement, contre 63 % des ménages canadiens.¹³⁸ À certains égards, il faut s'attendre à une telle situation, le revenu des ménages augmentant généralement à mesure que ses membres prennent de l'âge, acquièrent plus d'expérience professionnelle et accèdent à des postes plus élevés dans leur secteur d'activité. Toutefois, une étude récente a révélé que le taux de propriété des millénariaux est beaucoup plus faible que celui de la génération du baby-boom à leur âge, il y a plusieurs décennies. Plus précisément, l'analyse a révélé qu'en 2016, seulement environ 50 % des millénariaux étaient propriétaires à 30 ans, comparativement aux boomers en 1981, dont le taux de propriété était plus proche de 55 %.¹³⁹ Bien que l'écart soit modeste, il indique une tendance à la baisse de l'accession à la propriété pour les nouvelles générations.

Les prix des logements augmentent à un rythme alarmant en raison d'une offre limitée, d'une forte demande et de l'augmentation des investissements spéculatifs sur le marché immobilier. Parallèlement, les salaires ont stagné et n'augmentent pas aussi rapidement. Il est donc presque impossible d'économiser pour un acompte. Selon une analyse de Generation Squeeze, il faut en moyenne 13 ans à un jeune pour épargner 20 % de mise de fonds, contre cinq ans pour un jeune en 1976.¹⁴⁰

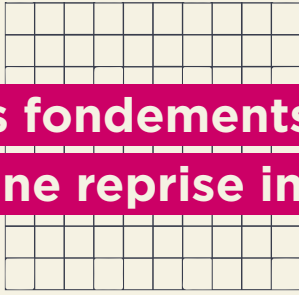
L'accès à un logement stable est fondamental pour la reprise au Canada



L'itinérance, en particulier celle des jeunes, et la crise du logement abordable sont des problèmes complexes influencés par une série de facteurs tels que l'oppression systémique, les troubles de santé mentale, le chômage, les traumatismes intergénérationnels, les expériences négatives vécues dans l'enfance, l'offre limitée de logements, les faibles protections dont disposent les locataires et la financiarisation du marché du logement, pour n'en nommer que quelques-uns. Dans le cadre de ce bref exposé, il est impossible de traiter adéquatement de toutes ces questions dans toute leur complexité; cependant, il est clair que pour que la jeunesse canadienne se remette de cette pandémie, il est primordial d'assurer un logement stable pour toutes et tous. De plus, pour les jeunes ayant des besoins complexes et vivant dans l'itinérance ou dans des logements précaires, d'autres soutiens globaux, tels que des services en santé mentale et en toxicomanie, doivent être rendus accessibles afin de soutenir adéquatement leur transition vers un logement stable.



Il n'y a pas de solution miracle. Une stratégie à plusieurs volets qui s'attaque à l'inabordabilité du logement et à l'itinérance avec des solutions à court et à long terme doit être mise en place. Le Canada a besoin d'un éventail d'approches simultanées, notamment s'attaquer aux loyers inabordables, augmenter l'offre de logements, en particulier les logements sans but lucratif et les coopératives, réduire la demande spéculative et la financiarisation du logement, faciliter l'accès au marché pour les acheteurs d'une première maison et assurer la reconnaissance et l'application du droit au logement en tant que droit humain.



Les fondements d'une reprise inclusive

Bien que l'augmentation du nombre de sans-abri et de logements inabordables soit très préoccupante, certaines approches prometteuses préconisées au Canada et à l'étranger permettent des avancées.

Il faut premièrement reconnaître que le logement est un droit humain fondamental. Le gouvernement du Canada l'affirme d'ailleurs dans sa Stratégie nationale sur le logement de 2017. La stratégie prévoit la mise en œuvre progressive du droit au logement. Le plan, s'étalant sur dix ans et soutenu par des investissements de plus de 40 milliards de dollars, vise à mettre fin à l'itinérance chronique et à accroître l'abordabilité, la disponibilité et la qualité des logements au Canada.¹⁴¹

Dans tout le pays, des programmes d'aide au logement spécialisés aident les jeunes à faire la transition d'un logement temporaire à un logement stable et sûr. Par exemple, la Sprott House du YMCA du Grand Toronto est le premier programme de logement de Toronto et le plus grand du Canada pour les jeunes 2SLGBTQIAA+ âgés de 16 à 24 ans, lancé en 2016 en réponse à des besoins communautaires urgents.¹⁴² Le YWCA St Thomas-Elgin fournit des logements supervisés aux jeunes qui sont jumelés avec des jeunes de la collectivité et avec un gestionnaire de cas. L'objectif est d'améliorer la stabilité de leur logement et de créer des possibilités d'éducation, d'emploi, de relations sociales positives, de réunification familiale et d'amélioration de la santé et du bien-être.¹⁴³ Une évaluation récente montrait que leur protocole spécialement conçu pour les jeunes sans-abri était efficace et que 82 % des jeunes ont pu retrouver un logement stable après le programme.¹⁴⁴

Étant donné le succès de ces initiatives ciblées, il est essentiel que les investissements dans le logement permettent également d'élargir l'offre existante de logements supervisés et de transition, en particulier les logements réservés aux jeunes noir.e.s, autochtones et racisés, aux jeunes en situation de handicap, aux jeunes femmes, aux jeunes 2SLGBTQIAA+ et aux jeunes de diverses identités de genre, mais aussi d'entretenir et de rénover ces logements.

La hausse des loyers dans une économie qui a été dévastée par le confinement signifie que l'allègement des loyers est urgent et nécessaire. C'est pourquoi des mesures telles que la renonciation au loyer et un moratoire national sur les évictions apporteraient un soutien immédiat.^{145,146} À long terme, nous devons apaiser le marché du logement en nous attaquant à sa marchandisation et en éliminant les investissements spéculatifs de l'équation. De telles mesures permettraient d'agir sur la demande, qui est à l'origine de la montée en flèche des prix des logements.

Parallèlement, il nous faut construire au pays un parc de logements d'une importance sans précédent depuis les années 1970. Nous devons donc soutenir la création de logements hors marché, comme les logements sans but lucratif et les coopératives de logement. Il nous faut reconnaître le besoin très réel de combler le retard en matière de logements sociaux et de rénover le parc existant. C'est aussi l'occasion de créer des avantages connexes en créant de nouveaux emplois et d'embaucher la main-d'œuvre touchée par l'arrêt de l'économie. Cela signifie également qu'il faut explorer de nouvelles approches intéressantes afin d'accroître l'accès à des logements abordables. Citons en exemple la cohabitation intergénérationnelle, et notamment l'initiative de l'Université McMaster, qui met en relation des personnes âgées et sa communauté étudiante dans une relation de cohabitation mutuellement bénéfique.¹⁴⁷

Avec la reprise post-pandémique, nous avons enfin l'occasion de faire du droit au logement pour toutes et tous une réalité, ce qui profitera non seulement aux jeunes générations, mais aussi à l'ensemble de la société.



Afin de garantir un logement pour toutes et tous et de nous assurer que les jeunes ne sont pas confrontés à l'impossibilité d'accéder à un logement sûr et abordable, nous formulons les recommandations suivantes :

3.1

S'engager à éliminer l'itinérance chronique au Canada et fournir les ressources appropriées pour soutenir les organismes communautaires et les autres entités qui offrent des programmes, des services et du soutien en matière de prévention, de réhabilitation et de logements de transition.

3.2

Veiller à ce que les 33 % de fonds réservés aux investissements sexospécifiques dans la Stratégie nationale sur le logement soient pleinement mis en œuvre et à ce que le mode d'allocation des fonds soit rendu public. Fournir en outre aux autorités locales en matière de logement des directives et un mandat pour investir dans une optique sexospécifique.

3.3

Moderniser rapidement les logements existants et en construire de nouveaux, sûrs et sécurisés, pour les jeunes, dans tout le continuum. Cette recommandation comprend des logements de transition, permanents, supervisés et abordables de haute qualité (tels que des logements sans but lucratif et en coopérative), incluant la construction d'au moins 100 000 unités de logements sociaux et 500 000 unités de logements hors marché, en coopérative et sans but lucratif dans les dix ans. Pour les jeunes ayant des besoins complexes, des services d'accompagnement devraient être accessibles et dotés de ressources adéquates dans le cadre du logement.

3.4

Mettre en œuvre une stratégie de logement pour les peuples autochtones vivant en ville, à la campagne et dans le Nord. Cette stratégie doit prévoir des investissements spécifiques et une structure de gouvernance dirigée par les autochtones. Elle doit également mettre explicitement l'accent sur les besoins en logement des jeunes autochtones.

3.5

Étendre l'aide temporaire à la location pour les ménages à faible revenu en prévoyant une exception pour les jeunes ayant des besoins impérieux en matière de logement et en mettant explicitement l'accent sur les jeunes femmes cisgenres et transgenres et les jeunes de diverses identités de genre.

3.6

Explorer les programmes à avantages connexes qui associent l'amélioration et l'expansion du parc de logements hors marché et privés au Canada à des mesures visant à accroître l'emploi chez les jeunes et à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant du logement par la mise en œuvre de rénovations écoénergétiques.

4

Agir pour la santé mentale et le bien-être

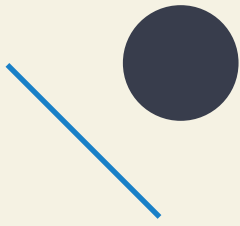
Comme le dit clairement la politique jeunesse pour le Canada, lorsque les jeunes sont en bonne santé physique, mentale et émotionnelle, ils sont mieux équipés pour relever les défis et saisir les occasions que la vie leur présente.¹⁴⁸ La santé globale est importante pour la jeunesse canadienne. La santé mentale est toutefois depuis longtemps l'une de leurs principales priorités. Une enquête nationale d'opinion publique menée en 2019 auprès des jeunes (âgés de 15 à 30 ans) par Abacus Data a révélé que la santé mentale figurait parmi les trois problèmes prioritaires des jeunes, sur une liste de 22 points.¹⁴⁹ Les jeunes ont mené la charge pour déstigmatiser la maladie mentale, favoriser une santé mentale positive, pour eux et dans la société, et défendre le droit à des services accessibles et de haute qualité près de chez eux.





Agir pour la santé mentale et le bien-être

Aujourd'hui, en pleine pandémie mondiale, les jeunes du Canada lancent ces appels à l'action étant donné les conséquences de la COVID-19 sur leur santé mentale. Les jeunes sont confrontés à des pertes d'emploi et de revenus, à des perturbations dans leurs études, à l'isolement, à la perte d'occasions de loisirs, à la maladie ou au décès d'êtres chers et à l'incertitude quant à leur avenir.¹⁵⁰ Les jeunes travaillant en première ligne sont en outre affectés par l'exposition potentielle à la COVID-19 et la menace d'attraper le virus. Ce constat est particulièrement vrai pour les jeunes qui vivent dans des logements multigénérationnels. Outre la COVID-19, le racisme et la discrimination systémiques à l'égard des communautés racisées, notamment les communautés noires, autochtones et asiatiques, au Canada et dans le monde, ont eu un impact négatif sur la santé mentale des jeunes. Le stress, l'anxiété, la solitude et la dépression chez les jeunes du pays ont un impact négatif sur leur bien-être émotionnel et leur santé en général.



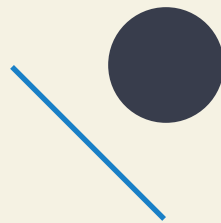
Les jeunes connaissent des taux élevés d'anxiété et leur bien-être est négativement affecté

Selon le plus récent bilan Innocenti de l'UNICEF, le Canada se classait au 28e rang sur 38 pays comparables pour le bien-être des jeunes de moins de 18 ans avant la pandémie.¹⁵¹ Entre 2018 et juin 2020, les jeunes Canadiens et Canadiennes âgés de 15 à 30 ans sont le dernier de tous les groupes d'âge en ce qui a trait à la satisfaction de vivre.¹⁵² Plus récemment, on a observé que deux jeunes sur cinq (40 %) de 18 à 29 ans ont indiqué que leur santé mentale est passable ou mauvaise.¹⁵³

La situation chez les jeunes femmes est encore plus préoccupante. Une jeune femme sur deux (51 %) déclare que sa santé mentale est passable ou mauvaise, contre 27 % des jeunes hommes.¹⁵⁴ De plus, comme le souligne un rapport de recherche produit par The Trevor Project, pour de nombreux jeunes 2SLGBTQIAA+, leur avenir pourrait être plus brillant que leur présent; cependant, la COVID-19 peut rendre l'avenir plus incertain et plus distant.¹⁵⁵

Les jeunes autochtones sont davantage exposés à un risque de mauvaise santé mentale : environ 11 % des jeunes des Premières Nations vivant hors réserve et environ 8 % des jeunes métis déclarent souffrir de troubles de l'humeur.¹⁵⁶ Statistique Canada signale également que les jeunes autochtones connaissent des taux de suicide plus élevés que les jeunes non autochtones. Les conséquences de la colonisation, les traumatismes intergénérationnels, la marginalisation permanente et le racisme systémique contribuent aux problèmes de santé mentale des jeunes autochtones.¹⁵⁷

Les mesures de confinement et le décret ordonnant de rester à domicile ont également exacerbé les cas de haine et de violence au sein de la population. En avril 2020, le gouvernement fédéral signalait une augmentation de 20 à 30 % des taux de violence familiale à l'échelle nationale.¹⁵⁸ La pandémie a été qualifiée de « pandémie de l'ombre » par les Nations Unies, les personnes vivant dans les régions rurales et éloignées, les femmes autochtones, les femmes noires, les femmes en situation de handicap, les femmes de couleur, les personnes non binaires et 2SLGBTQIAA+ étant les plus exposées à la violence fondée sur le sexe.¹⁵⁹ Selon un rapport de l'Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation, 160 femmes ont été assassinées au Canada en 2020.¹⁶⁰ Depuis janvier 2021, le Québec a connu une augmentation tragique et rapide de la violence fondée sur le sexe et les survivantes sont de plus en plus souvent de jeunes femmes. Une augmentation rapide du nombre de femmes tuées par leur partenaire a été observée, et les derniers chiffres font état d'au moins 10 féminicides au Québec cette année.¹⁶¹ La haine en ligne et la cyberviolence ont également émergé comme une forme d'extension de la violence à l'égard des femmes pendant la pandémie qui prend source dans l'inégalité.¹⁶²



Faire en sorte que les jeunes aient accès à des services en santé mentale, où et quand ils en ont besoin

Les jeunes souhaitent obtenir du soutien pour faire face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés. L'année dernière seulement, la ligne d'urgence 24 heures par jour de Jeunesse, J'écoute a connu une augmentation d'achalandage de 100 %, avec 4 millions d'appels et de textos passés par les jeunes Canadiens et Canadiennes, contre 1,9 million en 2019.¹⁶³ En outre, les jeunes ont également signalé que depuis le début de la pandémie, il est plus difficile d'accéder à un soutien en santé mentale, en particulier aux services en personne.¹⁶⁴ Ce constat est particulièrement vrai pour les jeunes disposant d'un accès limité à la technologie nécessaire pour accéder aux services virtuels lorsque les services en présentiel sont limités.

Les difficultés d'accès aux services en santé mentale ne sont pas nouvelles et ne sont pas uniquement dues à la pandémie. Santé mentale pour enfants Ontario a publié des données sur les temps d'attente qui montrent qu'en janvier 2020, 28 000 jeunes (de 18 ans et moins) de l'Ontario étaient en attente de services en santé mentale et en toxicomanie et que les temps d'attente variaient considérablement d'une région à l'autre.¹⁶⁵ Certains jeunes peuvent accéder à des services le jour même ou sans rendez-vous, tandis que d'autres attendent entre deux mois et deux ans et demi pour obtenir des services.¹⁶⁶ Les jeunes qui ont besoin de programmes de traitement intensif pour faire face à des problèmes de santé mentale graves ou complexes sont ceux qui attendent le plus longtemps. Pour que les jeunes puissent se rétablir et devenir plus résilients, il nous faut protéger leur bien-être et faire la promotion d'une bonne santé mentale. Pour y parvenir, il est essentiel d'améliorer l'accès aux programmes et aux services qui soutiennent les jeunes aux prises avec des difficultés en santé mentale, au moment et à l'endroit où ils en ont besoin. Cette approche est particulièrement importante pour les populations vulnérables, comme les jeunes autochtones et les jeunes sans-abri, plus susceptibles d'être sujets à des difficultés préexistantes en santé mentale et de ne bénéficier que d'un accès réduit aux services en raison de multiples obstacles.

Des données provenant des États-Unis montrent que les jeunes racisés sont environ 50 % moins susceptibles de demander du soutien en santé mentale en raison d'obstacles structurels tels que la pénurie de services à proximité du domicile ou de réticences liées à la culture.¹⁶⁷ Les Canadiens et Canadiennes noirs font face à des obstacles structurels et individuels similaires pour accéder à des services en santé mentale, notamment le manque de services en santé mentale dans les quartiers à prédominance noire, une confiance réduite dans le système de santé en raison d'expériences antérieures de racisme, des obstacles financiers et une présence limitée de services de santé culturellement appropriés.¹⁶⁸

Nous saluons les investissements visant à soutenir et à étendre des services vitaux tels que la ligne d'assistance téléphonique de Jeunesse, J'écoute, et à soutenir la santé mentale des personnes les plus touchées par la COVID-19. Il est essentiel que nous appuyions sur ces investissements et que nous mettions en place des ressources en santé mentale qui fonctionnent pour les jeunes, en particulier ceux issus de milieux divers. Il est également essentiel de maintenir les services existants dans les communautés confrontées à une demande accrue et à des ressources réduites pendant la pandémie de COVID-19. Cela comprend des investissements accrus dans les programmes et services communautaires de prévention et d'intervention précoce qui favorisent l'atteinte de résultats positifs en santé mentale.

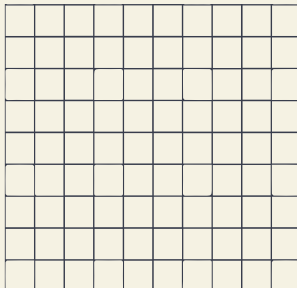
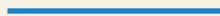
Par exemple, le programme Y Mind a été créé par le YMCA du Grand Vancouver en réponse à une forte demande locale pour un soutien en santé mentale pour les jeunes. Y Mind est un programme gratuit de promotion du bien-être mental d'une durée de sept semaines, dirigé par des professionnels de la santé mentale, qui aide les jeunes de 18 à 30 ans présentant des symptômes d'anxiété à apprendre et à mettre en pratique des stratégies d'adaptation fondées sur des données probantes.¹⁶⁹

Dans le cadre du programme, les participants et participantes obtiennent également un abonnement au YMCA et peuvent accéder à d'autres programmes et services qui favorisent le bien-être et la santé. En 2017, Y Mind prend de l'ampleur avec la création de Mind Medicine, une mouture du programme adaptée à la culture autochtone permettant de mieux soutenir les jeunes autochtones. Ce programme a été conçu en partenariat avec les communautés indigènes de la Colombie-Britannique.

Au chapitre des ressources, mentionnons la ligne d'assistance téléphonique en santé mentale mise sur pied par Naseeha, une ressource culturellement appropriée qui répond aux besoins des jeunes musulmans et musulmanes et des communautés racisées.¹⁷⁰ Mentionnons également le programme de lutte contre la toxicomanie pour les jeunes Afro-Canadiens et Antillais du Centre de toxicomanie et de santé mentale, qui offre des soins culturellement adaptés aux jeunes et à leurs familles aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie.¹⁷¹ Enfin, le programme Pîkiskwêtan (Let's Talk) du Centre d'amitié de Grande Prairie, lancé pendant la pandémie, est un programme virtuel gratuit de santé mentale conçu pour aider les membres de la communauté à rester en contact et à faire face aux problèmes potentiels de santé mentale et de toxicomanie.¹⁷²

L'OCDE reconnaît que les maisons de jeunes sont bien placées pour fournir aux jeunes un soutien intégré en santé mentale et pour résoudre de manière adéquate les problèmes d'accès et de fragmentation du système, étant donné leur portée et leur capacité à fournir un soutien complet.¹⁷³ Par exemple, en Australie, les centres headspace fournissent un soutien intégré à 100 000 jeunes âgés de 12 à 25 ans chaque année, en mettant l'accent sur les interventions en santé mentale.¹⁷⁴ Mentionnons également la Finlande, qui étend ses programmes pour fournir un soutien psychosocial à bas seuil d'admissibilité par le biais de maisons de jeunes à guichet unique.¹⁷⁵

Il est nécessaire de définir et de soutenir une formation qui aide les employeurs, les gestionnaires et les responsables de programmes à fournir le soutien initial à des jeunes susceptibles de développer des problèmes de santé mentale ou de se trouver en situation de crise en raison de leur santé mentale. Le programme Premiers soins en santé mentale dispensé par la Commission de la santé mentale du Canada est un exemple de programme efficace, présent dans 25 pays, qui a formé plus de 400 000 Canadiens et Canadiennes depuis 2007.¹⁷⁶



Enfin, les bénéfices de l'activité physique, d'heures de sommeil appropriées, d'un régime équilibré, des relations d'entraide et du sentiment d'appartenance pour la santé mentale sont nombreux et bien établis. Une récente étude de l'Université McMaster met en évidence l'importance de l'activité physique pour la santé mentale pendant la pandémie de COVID-19. L'étude a révélé que les personnes ayant été en mesure de poursuivre l'activité physique pendant la pandémie ont mieux pu soulager leur stress et réduire leur anxiété que celles qui ont le plus diminué leurs activités physiques pendant la pandémie, ces dernières ayant connu de plus grandes difficultés en matière de santé mentale.¹⁷⁷ Les investissements du budget fédéral de 2021 visant à soutenir le rétablissement actif du Canada et à éliminer les obstacles à l'activité physique et à la participation aux programmes sportifs joueront un rôle essentiel dans le soutien d'une bonne santé mentale chez les jeunes. Cette occasion, tout comme d'autres visant à intégrer des stratégies de santé mentale aux initiatives en matière de rétablissement, de durabilité et de résilience devraient également être définies et exploitées.



Afin de nous assurer que tous les jeunes ont accès au soutien dont ils ont besoin pour jouir d'une bonne santé mentale, nous formulons les recommandations suivantes :

4.1

Établir un plan de reprise en santé mentale des jeunes avec des objectifs clairement définis et investir dans ce plan. Dans le cadre de la reprise post-pandémique du Canada, concevoir la stratégie avec la participation des jeunes et se concentrer sur des interventions et des investissements ciblés qui favorisent une bonne santé mentale et le bien-être chez les jeunes.

4.2

Augmenter le financement en santé mentale et accroître la capacité des organismes communautaires à fournir aux jeunes des programmes et des services en santé mentale et de promotion du bien-être. Cette recommandation comprend l'ajout de financement pour permettre aux organismes communautaires au service des jeunes d'innover et d'élargir les programmes existants qui favorisent des résultats positifs chez les jeunes en matière de santé mentale. Allouer des fonds dédiés à l'amélioration de la disponibilité de services jeunesse en santé mentale, communautaires ou culturellement spécifiques, qui reconnaissent l'oppression historique et systémique à laquelle sont confrontées les communautés noires, autochtones, 2SLGBTQIAA+ et marginalisées.

4.3

Intégrer le financement des services en santé mentale à d'autres programmes et services. Éliminer les subventions cloisonnées et investir dans la santé mentale en tant que service global dans des domaines tels que les programmes d'aide au logement, à l'emploi et à l'établissement. Cette approche permettrait de mieux répondre aux besoins et aux défis complexes de tous les jeunes.

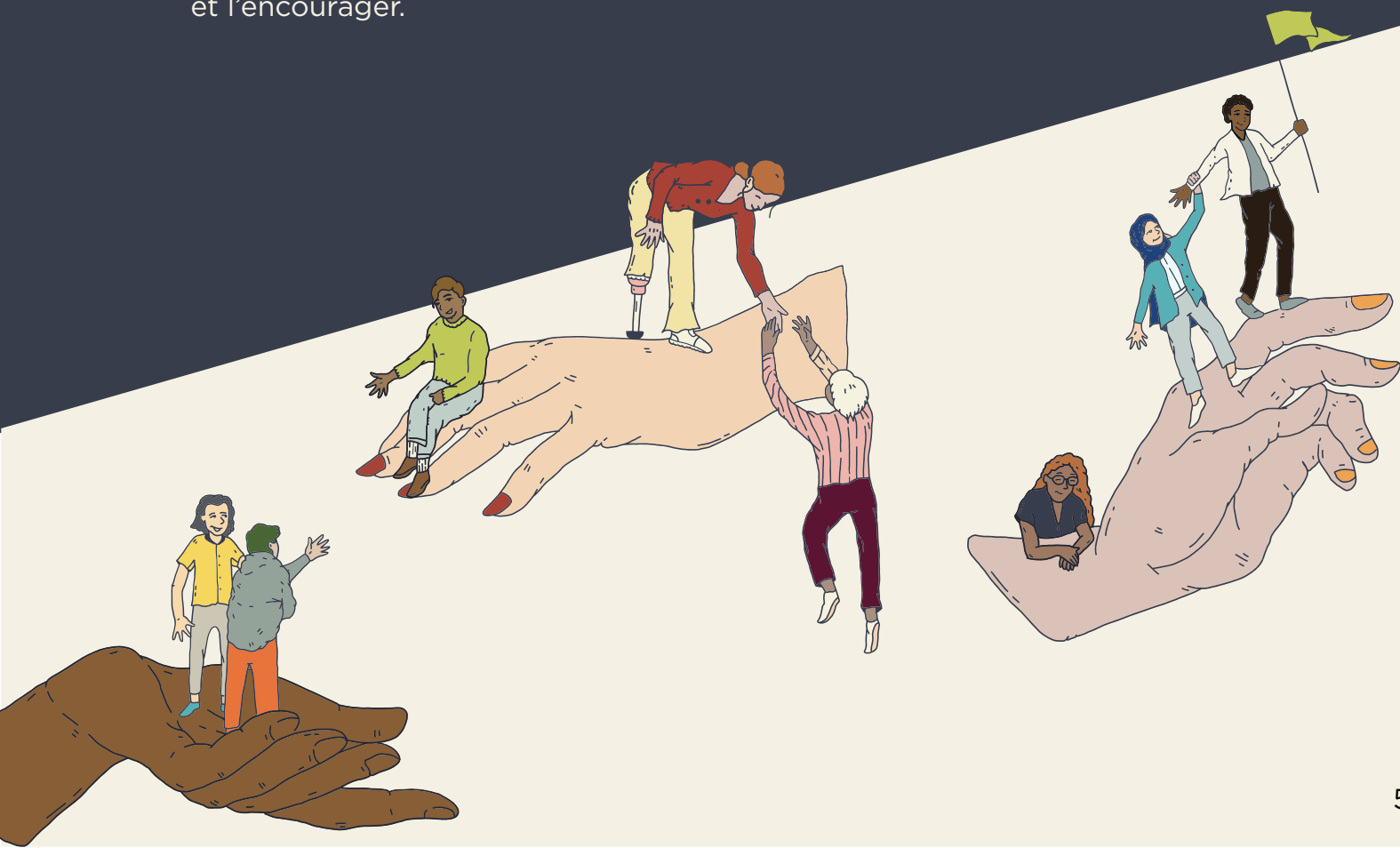
4.4

Fournir un accès au financement pour soutenir la prestation de formation de premiers soins en santé mentale pour les employeurs et les prestataires de services au Canada qui travaillent auprès des jeunes.

5

Investir dans le leadership des jeunes

Avant et pendant la pandémie de COVID-19, et malgré les difficultés économiques et sociales qu'ils connaissent, les jeunes ont fait preuve d'un leadership fort et ont été aux premières lignes des initiatives d'assistance, d'intervention et de lutte contre la pandémie. Les jeunes ont mis sur pied des réseaux d'entraide pour fournir du matériel essentiel aux communautés marginalisées, ont créé des contenus convaincants sur les médias sociaux pour sensibiliser et faire comprendre les symptômes de la COVID-19 et les mesures de distanciation sociale, se sont portés volontaires pour participer aux efforts de sensibilisation afin de soutenir un accès équitable aux vaccins, et se sont engagés dans la défense de politiques permettant de s'assurer que personne n'est laissé pour compte dans les efforts de relance post-pandémie. Les jeunes sont parfois considérés comme des bénéficiaires passifs de programmes et de services, mais la pandémie de COVID-19 a renforcé leur incroyable capacité à diriger, défendre des causes et agir comme agents actifs d'un changement systémique. Il nous faut donner la priorité au leadership des jeunes, le soutenir et l'encourager.





Investir dans le leadership des jeunes

Lorsqu'ils ont accès au soutien et à l'environnement dont ils ont besoin pour réussir, les jeunes peuvent d'autant mieux contribuer et maximiser leur impact. Pendant la pandémie, nous avons vu des initiatives prometteuses d'investissement dans le leadership des jeunes, comme l'initiative Big 6 de l'Organisation mondiale de la santé et de la Fondation des Nations unies.¹⁷⁸ L'une des activités de l'initiative Big 6 consiste à financer directement les efforts des jeunes afin de promouvoir une reprise post-pandémique inclusive, les jeunes dirigeant les décisions de financement. Des initiatives semblables méritent d'être explorées et mises en œuvre au Canada.

Au-delà des politiques publiques, les jeunes doivent également prendre part aux décisions ayant un effet direct sur leur existence et être consultés lors de la phase de conception des programmes, services et stratégies. Cet aspect est particulièrement important pour atteindre les jeunes les plus éloignés des possibilités et qui subissent la plus grande forme de marginalisation.

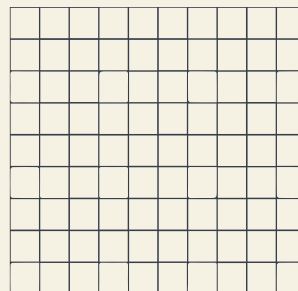
Une récente étude de Statistique Canada révélait que la génération Z affichait l'un des taux les plus élevés d'engagement formel dans des activités de bénévolat au début de la pandémie, avec 54 %.¹⁷⁹ Près d'un quart des heures de bénévolat effectuées au Canada l'ont été par des jeunes de 15 à 30 ans.¹⁸⁰ En outre, les jeunes de la génération Z et les millénariaux sont responsables des deux taux les plus élevés de bénévolat informel au moment de la pandémie.¹⁸¹ Des rapports similaires provenant d'autres pays du G7, comme le Royaume-Uni, qui ont permis de constater que les jeunes ont participé à des activités de bénévolat de masse pendant la pandémie (par exemple dans les réseaux d'aide mutuelle et le soutien aux cliniques de vaccination), et beaucoup plus que les autres générations.¹⁸² Nous avons même vu des jeunes accepter de prendre des risques en se portant volontaires pour les essais de recherche clinique sur la COVID-19 afin de soutenir le développement d'un vaccin.¹⁸³

Solutions émergentes et pratiques prometteuses

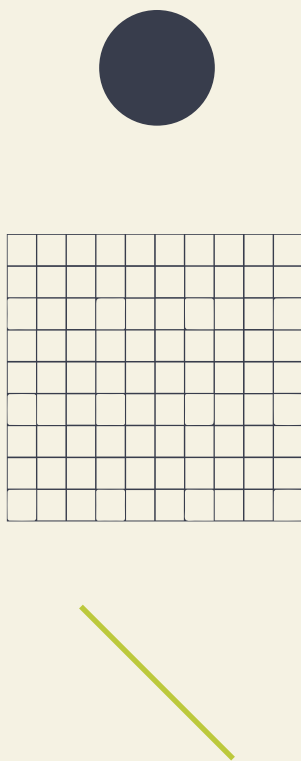


Les jeunes de moins de 30 ans représentent plus de la moitié de la population mondiale.¹⁸⁴ Cependant, on ne les voit pas souvent occuper des postes de leadership ou exercer une influence sur les questions qui touchent directement leur vie. C'est là une occasion manquée de donner du pouvoir aux jeunes et de puiser dans leurs expériences uniques lors des prises de décision, ce qui favoriserait l'amélioration des politiques publiques, de la prestation des programmes et des pratiques organisationnelles. Comme d'autres formes de diversité, la diversité générationnelle dans la prise de décision et le leadership peut permettre de découvrir de nouvelles façons de relever des défis de longue date et contribuer à un bon travail d'équipe.¹⁸⁵ L'Université de Waterloo a publié une analyse convaincante démontrant que les organismes capables d'engager les jeunes de manière pertinente peuvent devenir plus novateurs.¹⁸⁶

Des organismes ont d'ailleurs mis en œuvre des politiques et des comités consultatifs pour garantir la participation des jeunes aux plus hauts niveaux décisionnels. Par exemple, YWCA Canada a pour politique qu'au moins 25 % des membres de son conseil d'administration doivent être âgés de 30 ans ou moins, comme le stipulent ses exigences pour faire partie de la fédération mondiale des YWCA.¹⁸⁷ Les règlements administratifs de YMCA Canada comprennent des dispositions relatives à la représentation des jeunes au sein du Conseil national des YMCA. Chaque association membre du YMCA compte trois membres dans sa délégation votante au Conseil national, dont un.e jeune leader nommé.e qui a entre 18 et 30 ans.



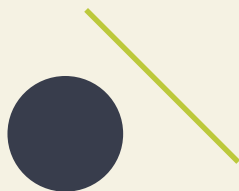
U-Report est une plate-forme sociale développée par l'UNICEF qui permet aux jeunes de s'exprimer sur des enjeux qui leur tiennent à cœur, de comprendre comment les différents groupes de jeunes sont affectés par les décisions, et d'inclure les jeunes dans les processus décisionnels pour entraîner un changement positif. Au Canada, U-Report s'adresse aux jeunes âgés de 13 à 24 ans, et continue d'évoluer pour atteindre des jeunes plus isolés des possibilités.¹⁸⁸ À titre d'exemples novateurs de soutien au leadership des jeunes, mentionnons l'initiative Girls on Boards de G(irls)20, visant à donner aux jeunes femmes les moyens de participer à la gouvernance et les activités de Jeunes diplomates du Canada qui permettent d'envoyer des délégations de jeunes à des forums internationaux comme le G7 et le G20 afin de participer à l'élaboration de politiques mondiales.^{189,190} Mentionnons également l'Assemblée des sept générations, organisme sans but lucratif appartenant à des autochtones et dirigé par des jeunes qui fournit notamment des services de secours d'urgence et des programmes de renforcement des capacités culturellement adaptés, tout en luttant pour la défense de politiques favorables.¹⁹¹



Enfin, citons la Urban Alliance for Race Relations, qui a joué un rôle central dans la formation de la prochaine génération de responsables politiques et de dirigeants municipaux en créant un programme de bourses pour les jeunes issus de la diversité comprenant une formation complète et un stage rémunéré dans le bureau d'un ou d'une membre d'un conseil municipal. À ce jour, l'organisme a mis en place des programmes de bourses pour les jeunes musulman.ne.s, les jeunes noir.e.s, les jeunes tamoul.e.s et les jeunes philippin.e.s.¹⁹²

Il nous faut également investir dans le leadership des jeunes au-delà des domaines traditionnels de leadership, notamment dans les domaines de la diplomatie et des politiques publiques. Par exemple, le Emerging Leaders Network de CivicAction facilite les opportunités de développement professionnel et les événements de réseautage pour les jeunes afin de développer leurs compétences et leur capacité à contribuer aux initiatives de construction de la ville et de développement social dans la région du Grand Toronto et de Hamilton. Mentionnons enfin le programme DiverseCity Fellowship de CivicAction, qui permet à des agent.e.s de changement à fort potentiel de renforcer leurs capacités de leadership, tout en permettant aux jeunes d'accéder à de nouvelles possibilités et de faire de nouvelles expériences.¹⁹³

Le rétablissement post-pandémique dans une optique d'équité générationnelle



Le Canada dispose d'une base solide sur laquelle s'appuyer pour garantir une optique d'équité générationnelle sur toutes les mesures de secours, d'intervention et de rétablissement en cas de pandémie. En 2020, le gouvernement du Canada a mis en place une politique nationale pour la jeunesse.¹⁹⁴ En vertu de cette politique, le gouvernement doit publier tous les quatre ans un rapport sur les progrès réalisés dans six domaines prioritaires de la politique : Leadership et impact, Santé et bien-être, Innovation, compétences et apprentissage, Emploi, Vérité et réconciliation, Environnement et action pour le climat. Compte tenu des changements spectaculaires qui se produisent dans l'économie et dans la société en général en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres défis pressants, nous recommandons de réduire la fréquence de parution des rapports à tous les deux ans. Nous recommandons également de mettre à profit des outils tels que l'indice canadien du bien-être chez les enfants et les jeunes d'UNICEF Canada.¹⁹⁵

Enfin, nous devons veiller à ce que toute mesure visant à faire participer les jeunes dans la prise de décision ne se traduise pas par une participation symbolique. Il faut que les jeunes puissent participer de façon réelle, significative et authentique aux discussions et aux décisions qui affectent leur vie. L'importance du leadership des jeunes dans les questions de politiques publiques a été expliquée ci-dessus, mais cette optique d'équité générationnelle devrait s'étendre à tous les domaines pouvant toucher la vie des jeunes. Elle devrait être incorporée dans les pratiques régissant les prises de décisions maintenant et dans l'avenir. Pour mieux reconstruire, nous ne pouvons pas oublier les besoins et les expériences variées des jeunes dans les efforts de rétablissement post-pandémie au Canada.



À cette fin, nous formulons les recommandations suivantes :

5.1

Élargir le rôle de leadership du Conseil jeunesse du premier ministre pour soutenir l'intervention des jeunes pour le rétablissement post-pandémique au Canada. Ces efforts consisteraient notamment à présenter des perspectives et des recommandations du public au premier ministre et au vice-premier ministre, à veiller à ce que les prises de décisions soient prises dans une optique générationnelle, et qu'elles visent à promouvoir la responsabilité gouvernementale ainsi qu'une sensibilisation élargie. Des efforts continus doivent également être déployés pour s'assurer que le Conseil est composé de jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans, avec une représentation intersectorielle et intersectionnelle de toutes les régions du pays, et qu'il inclut des jeunes ayant une diversité d'expériences vécues. Enfin, le processus de candidature devrait être évalué régulièrement afin de cerner et d'éliminer les obstacles pour les jeunes les plus difficiles à atteindre.

5.2

Créer un fonds pour investir dans des initiatives dirigées par des jeunes pour la reprise post-pandémique. Sous l'égide du ministère du Patrimoine canadien, le fonds serait accessible aux groupes locaux, aux organismes de bienfaisance et aux organismes sans but lucratif établis, dirigés par des jeunes et servant les jeunes, afin d'investir dans des projets dirigés par des jeunes et axés sur la reprise post-pandémique.

5.3

Veiller à ce que le Groupe de travail sur les femmes dans l'économie s'engage activement auprès des jeunes femmes cisgenres et transgenres et des jeunes de 18 à 30 ans appartenant à diverses identités de genre pour s'assurer que leurs points de vue sont pris en compte dans l'élaboration des recommandations.

5.4

Inclure au Cadre de qualité de vie du gouvernement du Canada une section sur le bien-être des enfants et des jeunes pour le budget fédéral comprenant des indicateurs de rendement clés afin d'assurer le suivi des progrès en tirant parti des indices existants au Canada et dans le monde. S'assurer que les indicateurs de rendement clés sont alignés sur les constatations des rapports sur l'état de la jeunesse du gouvernement du Canada.

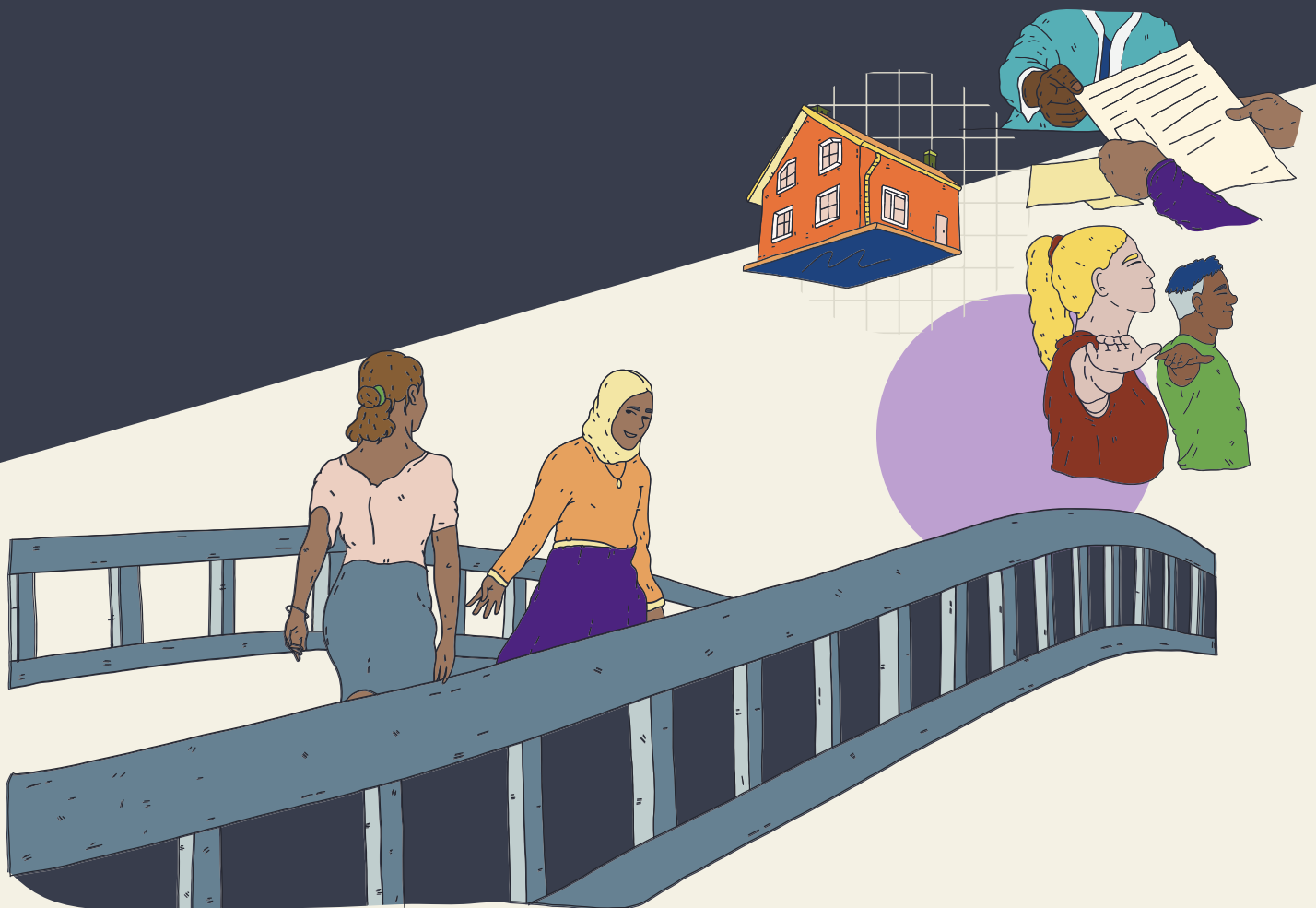
5.5

Dans le cadre de la politique jeunesse pour le Canada, intégrer aux futurs rapports sur l'état de la jeunesse des indicateurs de rendement clés mesurant des données essentielles telles que le taux de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET), le taux d'emploi chez les jeunes et la proportion de jeunes ayant un emploi stable à temps plein, permanent et offrant des avantages sociaux. Réduire en outre la fréquence de publication des rapports en la faisant passer de tous les quatre ans à tous les deux ans.

6

Soutenir le secteur des services à la jeunesse

Comme l'illustre le présent rapport, l'impact de la pandémie de COVID-19 et de problèmes systémiques tels que le racisme, le sexisme et l'économie à la demande a été important pour la jeunesse canadienne. Face au chômage, à l'anxiété croissante et aux obstacles aux besoins de base et au soutien permettant de créer des liens, de faire face à la situation et de se rétablir, les jeunes se tournent vers celles et ceux en qui ils ont confiance pour obtenir de l'aide, et les organismes communautaires au service de la jeunesse sont du nombre.

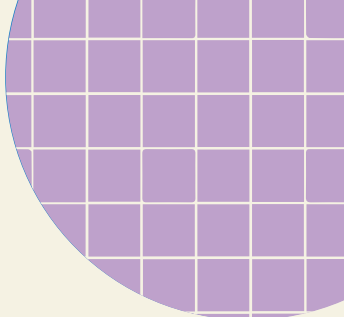




Soutenir le secteur des services à la jeunesse

Le secteur canadien des services à la jeunesse est un point d'entrée essentiel et un espace sûr pour les jeunes en quête de soutien. Le secteur s'est mobilisé et a apporté son soutien au cours de la dernière année, tout comme il l'a fait dans le passé pendant d'autres périodes difficiles. Pendant les confinements ou les périodes visées par le décret ordonnant de rester à domicile, les organismes au service de la jeunesse sont restés en contact avec les jeunes en ligne et par téléphone. Ils ont continué à fournir des services essentiels favorisant une bonne santé mentale et aidant les jeunes à trouver un emploi. Enfin, ils ont assuré de nouveaux services pour répondre aux nouveaux besoins définis pendant la pandémie, comme des programmes alimentaires et des services de garde d'urgence pour le personnel de première ligne. Le secteur de la jeunesse a continué à faire tout ce qui est en son pouvoir pour atteindre les jeunes du Canada et les aider à se rétablir et à devenir plus résilients. Toutefois, cela ne s'est pas fait sans difficulté.

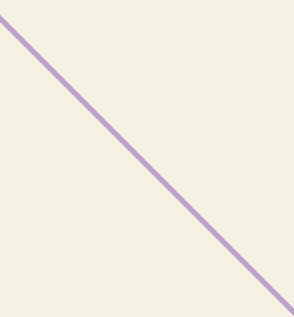
La COVID-19 a en effet rendu vulnérables les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif au service des jeunes. Au cours de la dernière année, ces organismes ont dû faire face à d'importantes réductions de revenus dues à l'annulation de collectes de fonds et de galas, à la fermeture et à des restrictions de programmes, ainsi qu'à la diminution des dons des particuliers et des entreprises. À titre d'exemple, les revenus du YMCA ont diminué de 40 % en 2020 en raison de la pandémie, et les Grands Frères Grandes Sœurs ont dû réduire leurs effectifs d'environ 30 % en raison des pertes de revenus subies. Ces pertes se sont traduites par des contraintes de capacité à un moment où davantage de jeunes se tournent vers ces organismes.

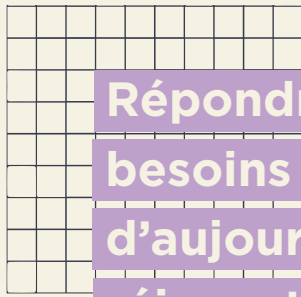


L'année dernière, YWCA Canada a signalé une augmentation de 30 à 40 % de la demande pour ses refuges partout au pays.¹⁹⁶ En outre, le programme alimentaire de BGC Montréal (anciennement connu sous le nom de Club garçons et filles de Montréal) a fait face à une demande en hausse de près de 500 %. En 2020, plus de 235 personnes par semaine ont bénéficié des services du programme, contre 40 avant la pandémie. Dans le cas de certains organismes communautaires ou culturels, la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver les problèmes existants causés par un sous-financement chronique.

Plusieurs des initiatives macroéconomiques lancées par le gouvernement du Canada en réponse à la COVID-19 ont fourni aux organismes un soutien vital pendant la pandémie. Toutefois, les conditions d'admissibilité et le processus de demande ont également constitué des obstacles pour de nombreux organismes jeunesse. Par exemple, la subvention salariale d'urgence du Canada a fourni un soutien important aux organismes de bienfaisance admissibles, mais le processus de demande a été jugé long et difficile à suivre pour les organismes dont la capacité est réduite ou limitée.

En plus des baisses de revenus ayant un impact sur la capacité des organismes, les fermetures et les restrictions liées à la COVID-19 ont également affecté la prestation de services. Les centres communautaires où les jeunes pouvaient se retrouver avant la pandémie ont dû fermer temporairement. Certains organismes ont pu gérer une transition rapide vers la prestation de services numériques, tandis que d'autres ont eu du mal à numériser leurs activités. En outre, certains organismes ont été confrontés à de nouveaux défis dus à l'impossibilité d'avoir des contacts directs avec les jeunes, notamment les programmes de proximité qui soutiennent les jeunes sans-abri.¹⁹⁷ Enfin, la précarité financière et l'incertitude face à l'avenir ont amené certains organismes à prendre des décisions difficiles, comme celle de fermer définitivement leurs portes. Malheureusement, les défis qui touchent le secteur de la jeunesse ne sont pas uniques au Canada. Le rapport de Big 6 met en évidence des réalités et des vulnérabilités semblables pour les organisations au service des jeunes dans le monde entier.¹⁹⁸





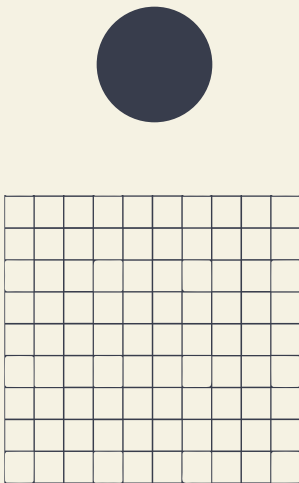
Répondre aux besoins des jeunes d'aujourd'hui et se réinventer pour demain



Malgré ces difficultés, les organismes jeunesse ont également saisi l'occasion de se réinventer et de s'adapter à l'avenir. Ils se sont également unis pour défendre leurs intérêts et s'attaquer à des problèmes complexes. Par exemple, YMCA Canada et YWCA Canada collaborent depuis le début de la pandémie avec BGC Canada, les Grands Frères et Grandes Sœurs du Canada, l'Association nationale des centres d'amitié, United Way-Centraide Canada et Imagine Canada pour défendre les besoins des organismes de bienfaisance et sans but lucratif de services communautaires et du secteur de la bienfaisance en général.¹⁹⁹ En plus de la collaboration au sein du secteur, les organismes au service des jeunes travaillent en étroite collaboration avec le secteur postsecondaire, les établissements de certification et d'enseignement, le secteur des affaires local et d'autres intervenants afin de mettre les jeunes en contact avec des possibilités d'apprentissage, des placements professionnels et d'autres services qui les aident à grandir et à s'épanouir. Les possibilités de partenariats et de collaboration entre organismes doivent se poursuivre pour faire avancer leurs objectifs communs.

Par ailleurs, le secteur de la jeunesse a montré que ses services sont essentiels pour les jeunes au Canada et pour la reprise post-pandémie au pays. Les engagements pris dans le budget fédéral de 2021, comme le Fonds de relance des services communautaires de 400 millions de dollars et le Fonds de dotation philanthropique dirigé par des Noirs de 200 millions de dollars, sont des initiatives importantes pour aider les organismes à se rétablir et à devenir plus résilients afin qu'elles puissent continuer à soutenir la jeunesse canadienne et d'autres populations vulnérables.^{200,201} Il faut trouver et mettre en œuvre des ressources pour aider les organismes à continuer à offrir des programmes et des services essentiels et à s'adapter à la « nouvelle normalité ».





En plus de leur assurer une prestation de services, le secteur de la jeunesse est un important employeur de jeunes au Canada. Les jeunes ont montré un intérêt pour les emplois dans des causes socialement responsables et notamment un fort intérêt pour le secteur sans but lucratif ainsi que pour les secteurs soutenant l'économie verte.²⁰² Les possibilités pour les jeunes d'obtenir un emploi valorisant et de faire carrière dans les secteurs qui les intéressent devraient bénéficier d'un soutien. Des occasions de mentorat, de développement professionnel et du leadership devraient également être disponibles pour aider les jeunes à se préparer à leur carrière rêvée et à progresser dans leur parcours professionnel. Donnons en exemple Jeunes Ambassadeurs du YMCA, un programme de développement du leadership pour le personnel à temps plein âgé de 21 à 32 ans portant sur la formation d'une génération de leaders du YMCA.²⁰³ En 2021, le programme Jeunes Ambassadeurs a été adapté pour être dispensé en ligne et porte sur le développement de compétences en leadership qui favorisent la résilience tout en outillant les jeunes ambassadeurs et ambassadrices pour qu'ils continuent d'être des forces positives de changement au sein du YMCA et pour leur communauté. Enfin, comme nous l'avons précédemment mentionné dans le présent rapport, les jeunes ont été les plus nombreux à participer à des activités de bénévolat formelles et informelles pendant la pandémie, comparativement aux autres groupes d'âge. Les initiatives visant à faire participer activement et à inclure la voix des jeunes dans les conseils d'administration, les comités consultatifs et dans d'autres postes bénévoles doivent également être prioritaires.



Compte tenu du rôle essentiel du secteur de la jeunesse dans la mise en relation et le soutien des jeunes, ainsi que dans la formation des leaders de demain, nous avons déterminé que les mesures recommandées ci-dessous devraient recevoir du soutien :

6.1

Veiller à ce que les organismes au service des jeunes puissent se rétablir et s'adapter à l'avenir. Mettre en place un soutien financier et un financement de base stable qui aideront les organismes à traverser les 18 prochains mois et à mettre en œuvre des initiatives de modernisation qui favorisent la résilience; élargir ce soutien financier. Un financement stable et prévisible permettra de remédier à la précarité financière du secteur qui a historiquement entraîné des conséquences négatives, telles que des limites à la durée des programmes ou un taux de roulement élevé au sein du secteur.

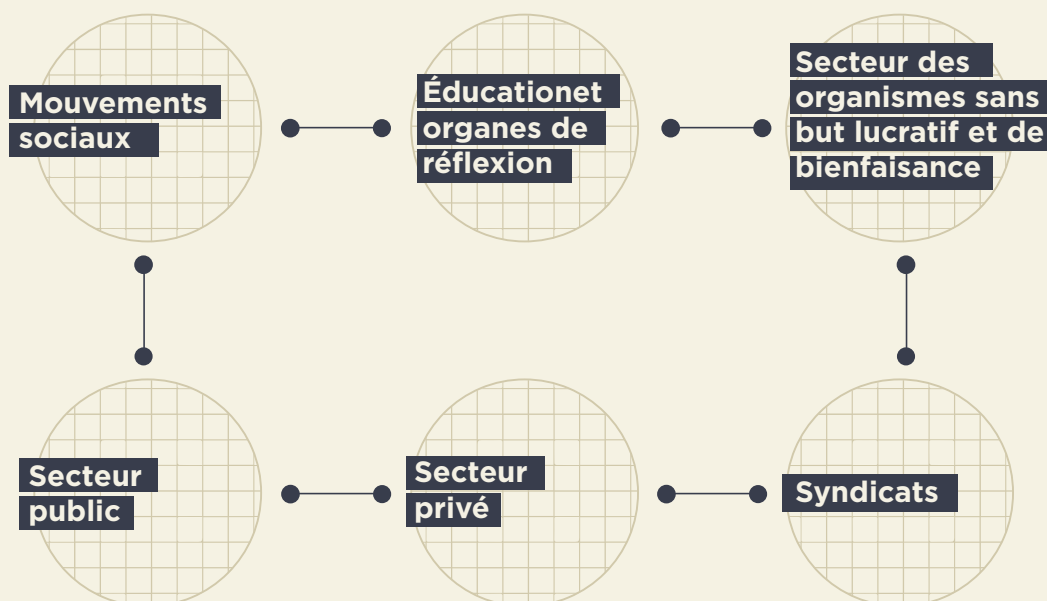
6.2


Augmenter les synergies entre le gouvernement, le secteur de la jeunesse et le secteur privé pour répondre aux besoins des jeunes de manière durable. Faire participer le secteur de la jeunesse, qui a une portée importante et qui comprend les défis et les besoins uniques des jeunes, à la prise de décision et à la conception des programmes. Nous pourrions ainsi aider les jeunes dans la reprise post-pandémique et nous assurer que des politiques et les programmes sont en place pour les organismes au service de la jeunesse.

Chaque maillon de la société peut jouer un rôle


Les recommandations présentées ci-dessus portent sur les mesures que le gouvernement fédéral, en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement, peut mettre en œuvre. Toutefois, tous les secteurs de la société peuvent faire une différence, atténuer les conséquences et améliorer la trajectoire de cette pandémie.

Dans la présente section, nous allons donner un aperçu des diverses façons dont les différents secteurs de la société peuvent jouer un rôle. Veuillez noter qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive d'actions ou de secteurs, mais d'une illustration du fait que nous devons tous faire notre part pour prévenir l'apparition d'une « génération confinement » et investir dans la jeunesse canadienne.





**Promouvoir
un programme
de recherche
et de politiques
publiques
sur l'équité
générationnelle**



Tous les éléments de la société doivent s'engager à faire progresser l'équité générationnelle, en particulier dans les milieux de la recherche et des politiques publiques au Canada. Souvent, les ressources pour les jeunes sont regroupées avec celles des autres générations. Cependant, la vie des jeunes âgés de 18 à 30 ans a été dramatiquement affectée par diverses crises, notamment économiques et sociales, survenues simultanément.

Les jeunes représentent également une proportion importante de la population canadienne au sens large, les millénariaux constituant la génération la plus nombreuse au Canada, représentant 27 % de la population du pays.²⁰⁴ Nous devons en faire plus pour nous assurer de bien comprendre les expériences et les besoins des jeunes générations, ainsi que l'impact des solutions appropriées en matière de jeunesse et d'équité. En outre, comme les jeunes ressentiront les contrecoups de cette crise pendant des décennies, nous devons tenir compte des effets à long terme, tant positifs que négatifs.

Le milieu universitaire, les instituts de recherche et la communauté scientifique au sens large peuvent également encourager la recherche sur l'équité générationnelle en en faisant une exigence de financement de recherche. Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) offrent un exemple récent de telles pratiques, exigeant « l'intégration des notions de sexe et de genre dans la conception et les pratiques de recherche, le cas échéant ».²⁰⁵ Une pratique semblable peut être adoptée pour l'équité générationnelle. Il nous faut également plus de données issues de la population sur les enjeux qui comptent vraiment. C'est pourquoi nous demandons qu'une optique d'équité générationnelle en matière de mesures budgétaires soit intégrée à l'indice de qualité de vie du Canada par l'adoption d'une section sur le bien-être des enfants et des jeunes.




**Collecte de
données non
groupées et
prestation de
services réactifs**

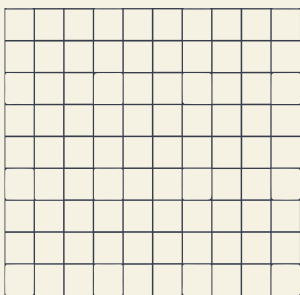


L'une des difficultés vécues au Canada dans de nombreux secteurs fondamentaux de la société est la rareté des données non groupées. Par rapport aux autres pays du G7, le Canada accuse un retard dans l'établissement d'une image précise de la diversité des résidents et résidentes du pays, celle-ci se traduisant par des résultats économiques et sociaux variés. Nous avons été confrontés à un examen de la justice raciale au cours de la pandémie, et avons dû faire face à la dure réalité que nous sommes entrés dans cette crise de santé publique sans disposer d'une base solide pour la collecte de données globales. Nous avons maintenant une réelle occasion de transformer nos pratiques de collecte de données et d'assurer une approche de données non groupées. Cette démarche peut être adoptée dans tous les secteurs, et notamment par les employeurs, les agent.e.s de prestation de services, les chercheur.euse.s et les praticien.ne.s.

Mais la collecte de données ne suffit pas à elle seule pour avoir un impact. Il nous faut également exploiter les données recueillies et les enseignements qui en découlent pour revoir nos politiques, nos pratiques et nos services afin qu'ils soient plus adaptés, notamment aux besoins des jeunes. Nous devons aussi veiller à ce que les données recueillies le soient de manière responsable, en mettant au centre les besoins des communautés concernées et en adoptant des pratiques qui mettent l'accent sur la dignité et la propriété collective des données. Les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession des Premières Nations, communément appelés PCAP, énoncés par le Centre national pour la gouvernance des Premières Nations, sont un exemple de cette approche.²⁰⁶



**Offrir aux jeunes
un soutien et des
possibilités sur
mesure**



La jeunesse canadienne n'étant pas un groupe monolithique, une approche unique ne saurait suffire. Une approche intersectionnelle sera nécessaire pour aborder les besoins et les possibilités dans toutes leurs nuances. Nous constatons également qu'une offre de services dénuée du soutien approprié ne permet pas d'obtenir de résultats satisfaisants.

Nous devons aussi offrir aux jeunes d'autres possibilités de contribuer et de prendre part à la société. L'un des moyens pour y parvenir consiste à créer des possibilités de volontariat de qualité et bien dotées en ressources pour que les jeunes puissent redonner à la collectivité. Il peut s'agir d'une considération supplémentaire pour les employeurs des secteurs sans but lucratif, public et privé qui développent de nouvelles pratiques d'embauche et de rétention pour recruter des jeunes. Pour le mouvement syndical, il pourrait s'agir d'un élément à prendre en compte dans les milieux de travail syndiqués et les négociations collectives.



Programmes ciblés de développement de la main-d'œuvre pour les jeunes

Les secteurs public, privé et sans but lucratif peuvent tous contribuer à atténuer les effets néfastes de cette crise sur la carrière des jeunes et à créer des occasions d'emploi, de développement professionnel et de formation qualifiante, notamment en préparant les jeunes aux milieux de travail de demain.

Plusieurs secteurs craignent une pénurie de compétences en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée possédant les compétences requises. Il convient de mettre en place des programmes de développement de la main-d'œuvre ciblés et collaboratifs qui tiennent compte des besoins des jeunes afin de les inciter à travailler dans des secteurs allant de l'économie des soins au secteur des technologies propres, en passant par les métiers spécialisés et au-delà.

Une autre façon d'éviter les « séquelles économiques » et les conséquences négatives de l'obtention d'un diplôme au cours d'une récession provoquée par une pandémie est d'embaucher intentionnellement des jeunes qui sont aux études ou récemment diplômés.²⁰⁷ Citons, à titre d'exemple de cette approche, une initiative récente de l'Université Ryerson et de First Policy Response, baptisée Fast Start, un défi d'embauche visant à encourager la communauté des politiques publiques dans le secteur privé, sans but lucratif, communautaire et syndical à créer plus d'occasions d'emploi dans les domaines des affaires publiques, de la recherche sur les politiques, de la défense des intérêts, des relations gouvernementales et des communications stratégiques.²⁰⁸

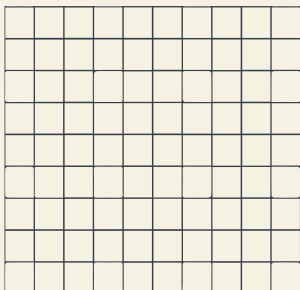


L'intégration d'une optique axée sur les jeunes dans les accords sur les avantages pour les communautés pour les nouveaux projets d'infrastructures publiques peut également être un moyen de promouvoir des avantages tels que l'accès à des emplois de haute qualité et à des programmes de formation pour les jeunes les plus éloignés des possibilités, ainsi que la création d'atouts locaux au service des jeunes générations, comme des installations récréatives et des garderies.²⁰⁹

Le panorama de l'économie et de la main-d'œuvre évolue également rapidement en raison de plusieurs tendances majeures, notamment les progrès technologiques et l'automatisation, ainsi que le vieillissement de la population.²¹⁰ Afin de doter les jeunes des compétences et des expériences nécessaires pour réussir dans les emplois de l'avenir, il nous faut porter une attention particulière sur la question. Les secteurs sans but lucratif, privé et public du Canada ont l'occasion de collaborer pour offrir aux jeunes un large éventail de compétences techniques et non techniques, y compris la littératie numérique, l'esprit d'entreprise et la pensée entrepreneuriale, comme l'acceptation du risque et l'intelligence sociale, ainsi que des expériences professionnelles pour aider les jeunes à prospérer dans les milieux de travail de demain.²¹¹

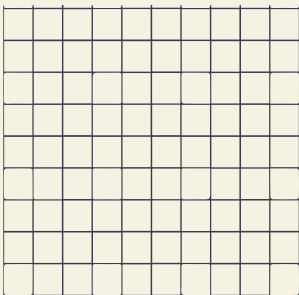
Le secteur caritatif et sans but lucratif peut être l'un des premiers où un jeune trouve un emploi ou sa première incursion dans l'exploitation de l'infrastructure sociale d'une société. Ces milieux de travail sont souvent des lieux favorisant un climat de bien-être et de confiance. Si le secteur privé et le mouvement syndical s'associent au secteur caritatif, ils peuvent être en mesure de créer un vivier de talents et de s'assurer que la main-d'œuvre de la prochaine génération possède les compétences et les spécialisations appropriées.

**Pour une politique
d'achat adoptant
une optique d'équité
générationnelle
intersectionnelle**



Les organisations ont un pouvoir d'achat important au sein de l'économie. L'adoption d'une optique d'équité générationnelle intersectionnelle dans les politiques d'achat peut jouer un rôle très important dans l'investissement dans les jeunes, leurs compétences et leurs entreprises. Nous devons nous appuyer sur les récents efforts de diversification des fournisseurs des organisations pour encourager les investissements dans les entreprises dirigées par des femmes, des Noire.s, des Autochtones et des personnes nouvellement arrivées au Canada. Des dispositions semblables devraient également être mises en place pour les entreprises dirigées par des jeunes. Les organisations devraient aussi encourager les autres organisations de leur sphère d'influence à faire de même et à contribuer à faire fructifier le travail des entreprises dirigées par des jeunes. L'Alliance des jeunes entrepreneurs du G20 a formulé des recommandations clés, dont certaines pouvant être mises en œuvre pendant la période de reprise post-pandémique, telles que la diversification des possibilités de financement accompagnées de soutiens adaptés aux jeunes entrepreneurs et entrepreneuses, des programmes d'approvisionnement et des incitatifs donnant la priorité aux jeunes entrepreneurs et entrepreneuses, une meilleure éducation entrepreneuriale, des programmes de formation et de renforcement des compétences, ainsi que des investissements dans les emplois verts.

Investir dans le leadership des jeunes



La jeunesse canadienne constitue l'une des générations les plus talentueuses et les plus instruites, mais elle subit de graves atteintes à sa dignité et à son potentiel. Chaque secteur peut investir dans ses jeunes au moyen de programmes spécialisés de formation au leadership, de bourses d'études et de l'élaboration de politiques de consultation et de gouvernance pour préserver le rôle de ces jeunes.

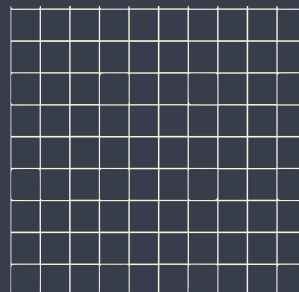
Plus haut dans le présent rapport, nous avons souligné l'importance d'avoir des jeunes à des postes de direction et nous avons présenté certaines pratiques pour y parvenir, comme l'adoption d'une ligne directrice établissant qu'un certain pourcentage des membres des conseils d'administration sera composé de jeunes. On peut aller plus loin en adoptant une pratique comparable dans les comités consultatifs et les organes de décision collectifs de toutes sortes. Des ressources peuvent également être offertes pour mettre sur pied des caucus de jeunes et intergénérationnels afin que les différents groupes au sein des organisations puissent se réunir pour discuter de l'équité générationnelle et des mesures à prendre.

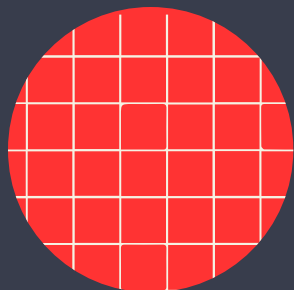


**Encourager
les collaborations
intergénérationnelles**



Bien que, dans la présente publication, l'accent ait été placé sur les besoins spécifiques et diversifiés des jeunes de 18 à 30 ans et sur les impacts qu'ils subissent, nous recommandons fortement de mettre une plus grande emphase sur les collaborations intergénérationnelles. Il nous faut mettre en place des pratiques qui encouragent davantage la collaboration intergénérationnelle, que ce soit par le biais d'exigences de financement, de critères d'admissibilité aux programmes ou de la création de bourses sectorielles spécifiques. Qu'il s'agisse du regroupement de services de soins pour les enfants et les personnes âgées qui travaillent en synergie, de l'élaboration de modèles de logement en cohabitation pour les étudiants et étudiantes et les personnes âgées ou de la création de possibilités d'apprentissage partagé entre chaque génération dans le cadre de formations professionnelles, notre société, dès lors qu'elle bénéficie d'un environnement favorable, dispose d'un potentiel incroyable pour être le fer de lance des engagements intergénérationnels. Il est primordial que ces collaborations voient le jour dans un esprit de réciprocité et que chaque génération bénéficie autant qu'elle contribue. Chaque secteur peut faire sa part en utilisant les outils auxquels il a accès, tels que le financement, les politiques et les pratiques afin d'influencer et de faciliter la collaboration et les considérations intergénérationnelles.





Conclusion

Pour conclure, rappelons que la pandémie de COVID-19 a mis en lumière des inégalités préexistantes dans la société qui n'ont fait que se creuser. À presque tous les égards, les jeunes ont été les plus touchés par la crise, en particulier les jeunes femmes, les jeunes appartenant à diverses identités de genre, les jeunes noir.e.s, autochtones et racisés, les jeunes nouvellement arrivés au Canada, les jeunes en situation de handicap, les jeunes 2SLGBTQIAA+, les jeunes à faible revenu et les jeunes marginalisés, qui subissent différentes formes d'oppression systémique.

Étant donné les groupes touchés et la façon dont ils l'ont été, il nous faut répondre aux besoins uniques de la jeunesse canadienne en mettant l'accent sur l'équité générationnelle. Pour le meilleur et pour le pire, les jeunes générations vivront avec les conséquences et les répercussions de cette période. C'est pourquoi notre plan et notre série de recommandations offrent des pistes de solution qui tiennent compte des réalités de cette période tout en se tournant vers l'avenir et la façon dont les choses se dérouleront dans les décennies à venir pour plusieurs générations, en particulier celles qui auront hérité de la situation actuelle.

Grâce à la prévoyance, à la collaboration et à l'innovation, nous pouvons collaborer pour prévenir l'apparition d'une « génération confinement », afin de faire en sorte que des possibilités s'offrent encore aux jeunes, qu'ils ne se retrouvent pas confrontés à de graves problèmes de santé mentale et aux prises avec des hausses des loyers et l'inabordabilité des logements. Les solutions résident dans la création d'une société inclusive qui fonctionne pour toutes et tous et qui investit concrètement dans la prochaine génération de leaders et dans les organismes qui les soutiennent. Ensemble, nous pouvons vraiment reconstruire en mieux, tout en gardant l'équité générationnelle au premier plan.



Sommaire des recommandations

1

Bâtir une société inclusive

1.1

Réaliser des progrès significatifs vers la réconciliation avec les peuples autochtones. Pour y arriver, il faut prendre des mesures immédiates afin de mettre en œuvre les 94 appels à l'action du rapport Vérité et réconciliation et les 231 appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Tous les secteurs de la société peuvent contribuer à cet objectif en déterminant à quels appels à l'action et à la justice les organismes de chaque secteur pourraient répondre, en élaborant des plans de mise en œuvre, en passant à l'action et en rendant compte des progrès réalisés.

1.2

Créer une loi antiracisme pour le Canada qui donne un fondement législatif à un Secrétariat de lutte contre le racisme qui bénéficiera de ressources et d'un financement permanents et durables. S'assurer que la loi antiraciste définisse et traite de toutes les formes de racisme, y compris le racisme à l'endroit des Arabes, des Asiatiques, des Noirs, des Autochtones, des Latino-Américains, ainsi que l'islamophobie et l'antisémitisme. En outre, élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national contre le racisme pour accompagner la stratégie nationale de lutte contre le racisme, garantissant des stratégies concrètes avec des objectifs réalisables, l'expansion des données non regroupées qui s'éloignent de l'utilisation des minorités visibles pour se concentrer sur les identités raciales avec des objectifs mesurables, des calendriers et des allocations budgétaires appropriées.

1.3

S'assurer que les organismes communautaires locaux, sans but lucratif et caritatifs qui servent et représentent les communautés marginalisées survivent à la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment de fournir un financement de base prévisible et stable aux organismes dirigés par et fournissant des services à la communauté 2SLGBTQIAA+, aux communautés autochtones urbaines et dans les réserves, aux personnes en situation de handicap, aux communautés noires et aux autres groupes racisés, ainsi qu'aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre. Des fonds devraient également être rendus disponibles pour soutenir les efforts continus visant à favoriser la diversité, l'équité et l'inclusion sociale aux niveaux organisationnel et structurel.

1.4

Développer des politiques publiques en matière de prestations de reprise et de soutien au revenu pour les personnes en situation de handicap, telles que la prestation canadienne d'invalidité, qui soient fondées sur l'expérience de personnes bénéficiant ou ayant bénéficié d'un soutien au revenu pour les personnes en situation de handicap.

1.5

Renforcer la loi fédérale sur l'équité en matière d'emploi en y incluant la protection sur la base de l'identité racisée, en notant les impacts spécifiques sur les communautés noires et autochtones. Assurer la protection sur la base de l'expression et de l'identité sexuelle, ainsi que de l'orientation sexuelle.

1.6

Ajouter des mesures d'équité en emploi par le biais d'ententes sur les avantages pour les communautés dans tous les programmes fédéraux d'investissement et de relance afin de garantir que les communautés noires, autochtones, racisées, 2SLGBTQIAA+, les personnes en situation de handicap et les autres groupes sous-représentés aient un accès équitable à tous les nouveaux emplois créés.

1.7

Garantir l'accès universel à un Internet à haut débit et de haute qualité partout au Canada. D'ici 2025, l'accent devrait être mis sur l'amélioration de l'accès dans les communautés rurales, nordiques et éloignées.

2

Promouvoir des emplois valorisants

2.1

Faire évoluer le programme Emplois d'été Canada et mettre sur pied un programme Emplois Jeunesse Canada. Cela pourrait se faire en rendant permanents les assouplissements au programme mis en place en réponse à la COVID-19, notamment en offrant des services de placement dans des emplois dont la rémunération est adéquate pour les jeunes de 15 à 30 ans, et ce, toute l'année.

2.2

Augmenter le financement du programme Stratégie emploi et compétences jeunesse et assurer l'accès à des emplois de qualité et une préparation aux emplois de l'avenir. Dans ce cadre, soutenir des initiatives et des projets pilotes novateurs permettant aux jeunes d'acquérir de l'expérience en milieu de travail, de bénéficier d'un soutien et d'une formation préalables à l'emploi, et d'avoir accès à des services intégrés (c'est-à-dire à un soutien en santé mentale, à des services de transport et à des garderies). Ces initiatives devraient également inclure un financement ciblé et des programmes spécialisés pour soutenir les jeunes confrontés à des obstacles supplémentaires et uniques et qui sont marginalisés sur le marché du travail, comme les jeunes femmes et les jeunes de diverses identités de genre, les jeunes noire.s, autochtones et racisés, les jeunes vivant en situation de handicap et les jeunes nouvellement arrivés au Canada.

2.3

Intégrer des initiatives de recrutement des jeunes aux stratégies nationales et régionales sur la main-d'œuvre. Par exemple, pour les secteurs qui connaissent une importante pénurie de main-d'œuvre, comme le secteur de l'apprentissage et de la garde de jeunes enfants, les initiatives visant à recruter et à retenir les jeunes dans ces emplois essentiels, comme le métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance, devraient être intégrées et financées dans le cadre de stratégies globales sur la main-d'œuvre.

2.4

Envisager l'établissement d'un programme de garantie d'emploi et de formation pour les jeunes au Canada. Ce programme garantirait que tous les jeunes Canadiens et Canadiennes de 30 ans et moins reçoivent une offre d'emploi ou d'éducation et de formation de qualité dans les 16 semaines suivant la fin de leur emploi ou de leur scolarité.

2.5

Abaisser le critère d'admissibilité national uniforme à l'assurance-emploi à 360 heures et augmenter le taux de prestation de 55 à 85 % des gains pour les personnes à faible revenu.

3

Garantir un logement pour toutes et tous

3.1

S'engager à éliminer l'itinérance chronique au Canada et fournir les ressources appropriées pour soutenir les organismes communautaires et les autres entités qui offrent des programmes, des services et du soutien en matière de prévention, de réhabilitation et de logements de transition.

3.2

Veiller à ce que les 33 % de fonds réservés aux investissements sexospécifiques dans la Stratégie nationale sur le logement soient pleinement mis en œuvre et à ce que le mode d'allocation des fonds soit rendu public. Fournir en outre aux autorités locales en matière de logement des directives et un mandat pour investir dans une optique sexospécifique.

3.3

Moderniser rapidement les logements existants et en construire de nouveaux, sûrs et sécurisés, pour les jeunes, dans tout le continuum. Cette recommandation comprend des logements de transition, permanents, supervisés et abordables de haute qualité (tels que des logements sans but lucratif et en coopérative), incluant la construction d'au moins 100 000 unités de logements sociaux et 500 000 unités de logements hors marché, en coopérative et sans but lucratif dans les dix ans. Pour les jeunes ayant des besoins complexes, des services d'accompagnement devraient être accessibles et dotés de ressources adéquates dans le cadre du logement.

3.4

Mettre en œuvre une stratégie de logement pour les autochtones vivant en ville, à la campagne et dans le Nord. Cette stratégie doit prévoir des investissements spécifiques et une structure de gouvernance dirigée par les peuples autochtones. Elle doit également mettre explicitement l'accent sur les besoins en logement des jeunes autochtones.

3.5

Étendre l'aide temporaire à la location pour les ménages à faible revenu en prévoyant une exception pour les jeunes ayant des besoins impérieux en matière de logement et en mettant explicitement l'accent sur les jeunes femmes cisgenres et transgenres et les jeunes de diverses identités de genre.

3.6

Explorer les programmes à avantages connexes qui associent l'amélioration et l'expansion du parc de logements hors marché et privés au Canada à des mesures visant à accroître l'emploi chez les jeunes et à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant du logement par la mise en œuvre de rénovations éconergétiques.

4

Agir pour la santé mentale et le bien-être

4.1

Établir un plan de reprise en santé mentale des jeunes avec des objectifs clairement définis et investir dans ce plan. Dans le cadre de la reprise post-pandémique du Canada, concevoir la stratégie avec la participation des jeunes et se concentrer sur des interventions et des investissements ciblés qui favorisent une bonne santé mentale et le bien-être chez les jeunes.

4.2

Augmenter le financement en santé mentale et accroître la capacité des organismes communautaires à fournir aux jeunes des programmes et des services en santé mentale et de promotion du bien-être. Cette recommandation comprend l'ajout de financement pour permettre aux organismes communautaires au service des jeunes d'innover et d'élargir les programmes existants qui favorisent des résultats positifs chez les jeunes en matière de santé mentale. Fournir des fonds dédiés à l'amélioration de la disponibilité de services de soutien en santé mentale communautaires ou culturellement spécifiques pour les jeunes, qui reconnaissent l'oppression historique et systémique à laquelle sont confrontées les communautés noires, autochtones, 2SLGBTQIAA+ et marginalisées.

4.3

Intégrer le financement des services en santé mentale à d'autres programmes et services. Éliminer les subventions cloisonnées et investir dans la santé mentale en tant que service global dans des domaines tels que les programmes d'aide au logement, à l'emploi et à l'établissement. Cette approche permettrait de mieux répondre aux besoins et aux défis complexes de tous les jeunes.

4.4

Fournir un accès au financement pour soutenir la prestation de formation de premiers soins en santé mentale pour les employeurs et les prestataires de services au Canada qui travaillent auprès des jeunes.

5

Investir dans le leadership des jeunes

5.1

Élargir le rôle de leadership du Conseil jeunesse du premier ministre pour soutenir l'intervention des jeunes pour le rétablissement post-pandémique au Canada. Ces efforts consisteraient notamment à présenter des perspectives et des recommandations du public au premier ministre et au vice-premier ministre, à veiller à ce que les prises de décisions soient prises dans une optique générationnelle, et qu'elles visent à promouvoir la responsabilité gouvernementale ainsi qu'une sensibilisation élargie. Des efforts continus doivent également être déployés pour s'assurer que le Conseil est composé de jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans, avec une représentation intersectorielle et intersectionnelle de toutes les régions du pays, et qu'il inclut des jeunes ayant une diversité d'expériences vécues. Enfin, le processus de candidature devrait être évalué régulièrement afin de cerner et d'éliminer les obstacles pour les jeunes les plus difficiles à atteindre.

5.2

Créer un fonds pour investir dans des initiatives dirigées par des jeunes pour la reprise post-pandémique. Sous l'égide du ministère du Patrimoine canadien, le fonds serait accessible aux groupes locaux, aux organismes de bienfaisance et aux organismes sans but lucratif établis, dirigés par des jeunes et servant les jeunes, afin d'investir dans des projets dirigés par des jeunes et axés sur la reprise post-pandémique.

5.3

Veiller à ce que le Groupe de travail sur les femmes dans l'économie s'engage activement auprès des jeunes femmes cisgenres et transgenres et des jeunes de 18 à 30 ans appartenant à diverses identités de genre pour s'assurer que leurs points de vue sont pris en compte dans l'élaboration des recommandations.

5.4

Inclure au Cadre de qualité de vie du gouvernement du Canada une section sur le bien-être des enfants et des jeunes pour le budget fédéral comprenant des indicateurs de rendement clés afin d'assurer le suivi des progrès en tirant parti des indices existants au Canada et dans le monde. S'assurer que les indicateurs de rendement clés sont alignés sur les constatations des rapports sur l'état de la jeunesse du gouvernement du Canada.

5.5

Dans le cadre de la politique jeunesse pour le Canada, intégrer aux futurs rapports sur l'état de la jeunesse des indicateurs de rendement clés mesurant des données essentielles telles que le taux de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET), le taux d'emploi chez les jeunes et la proportion de jeunes ayant un emploi stable à temps plein, permanent et offrant des avantages sociaux. Réduire en outre la fréquence de publication des rapports en la faisant passer de tous les quatre ans à tous les deux ans.

6

Soutenir le secteur des services à la jeunesse

6.1

Veiller à ce que les organismes au service des jeunes puissent se rétablir et s'adapter au futur. Mettre en place un soutien financier et un financement de base stable qui aideront les organismes à traverser les 18 prochains mois et à mettre en œuvre des initiatives de modernisation qui favorisent la résilience; élargir ce soutien financier. Un financement stable et prévisible permettra de remédier à la précarité financière du secteur qui a historiquement entraîné des conséquences négatives, telles que des limites à la durée des programmes ou un taux de roulement élevé au sein du secteur.

6.2

Augmenter les synergies entre le gouvernement, le secteur de la jeunesse et le secteur privé pour répondre aux besoins des jeunes de manière durable. Faire participer le secteur de la jeunesse, qui a une portée importante et qui comprend les défis et les besoins uniques des jeunes, à la prise de décision et à la conception des programmes. Nous pourrions ainsi aider les jeunes dans la reprise post-pandémique et nous assurer que des politiques et les programmes sont en place pour les organismes au service de la jeunesse.



Remerciements

Membres de la direction

Maya Roy

Cheffe de la direction, YWCA Canada

Peter Dinsdale

Président et chef de la direction, YMCA Canada

Responsables stratégiques et auteur.e.s

Anjum Sultana

Directrice des politiques publiques et des communications stratégiques, YWCA Canada

Jessica Stepic Lue

Vice-présidente de la représentation et des relations avec les gouvernements, YMCA Canada

Citation suggre

Sultana, A., & Stepic Lue, J. (2021, August 12).

Prévenir l'apparition d'une « génération confinement » - Plan de soutien de la jeunesse canadienne dans la reprise post-pandémique YMCA Canada et YWCA Canada.

www.PreventingALockdownGeneration.ca

Conception graphique

Bianca Chamberlain

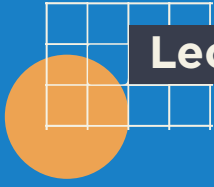
TRV Studio

Révisure

Ranziba Nehrin

Adjointe aux communications

Hamzia Bawa-Zeba



Lecteur.trice.s critiques

Nous remercions les lecteur.trice.s critiques suivant.e.s (classé.e.s par ordre alphabétique de prénom) qui ont généreusement fourni commentaires et idées tout au long de la préparation de ce rapport :

Amy Juschka

Directrice, Communications et représentation,
YWCA Metro Vancouver

Amy Mapara

Directrice nationale, Stratégie jeunesse,
Croix-Rouge canadienne

Amy Swanson

Directrice principale, Relations
gouvernementales, valorisation du capital et
programmes, YMCA du Grand Toronto

Aniska Ali

Directrice de la philanthropie, YWCA Canada

Anita Khanna

Directrice nationale, Politique publique et
Relations gouvernementales, United Way
Centraide Canada

April Bateman

Directrice principale, Relations
gouvernementales, Centre de développement
régional, YMCA de l'Ontario

Ashyana-Jasmine Kachra

Leader d'opinion #ImpactCOVID

Bailey Greenspon

Directrice, Programmes et engagement global,
G(irls)20

Cheryl Quan

Leader d'opinion #ImpactCOVID

Deanne Howlett

Directrice de programme, YWCA St. John's

Eunice K. Yeboah

Directrice générale, Le réseau de la politique
canadienne Noirs

Ida Thomas

Vice-présidente, Personnes et culture,
YMCA Canada

Isabelle Gélinas

Directrice des communications,
Y des femmes de Montréal

Jane Pyper

Directrice de la stratégie, YMCA du Grand Toronto

Jennifer Robson

Professeure agrégée en gestion politique,
Université Carleton

Jenny Cloutier

Coordonnatrice principale de projets, YWCA Canada

Jessica Nkongolo

Directrice, Initiatives jeunesse et internationales,
YMCA Canada

Joan Baker

Vice-présidente, Initiatives communautaires et de
logement, YMCA du Nord de l'Alberta

Josh Berman

Directeur de la recherche et des politiques publiques,
BGC Canada

Kathryn LeBlanc

Directrice générale par intérim, Le réseau Enchanté

Kathi Lomas McGee

Vice-présidente, Expérience participant, YMCA Canada

Kirsty Peterson

Directrice, Services d'aide à l'emploi et aux immigrants,
YMCA du Grand Vancouver

Maggie MacDonald

Directrice, Politique publique, YMCA Canada



Marie-Lauren Gregoire Drummond

Directrice nationale, Marketing et communications,
Grands Frères Grandes Sœurs du Canada

Marine Coeurdassier

Leader d'opinion #ImpactCOVID

Mary Beck

Présidente du conseil d'administration, YMCA Canada

Maya Roy

Présidente-directrice générale, YWCA Canada

Natasha Stephens

Coordonnatrice de projets, YWCA Canada

Nicole Wry

Coordonnatrice, Réseau d'actions communautaires YMCA,
YMCA du Grand Moncton

Peter Dinsdale

Président-directeur général, YMCA Canada

Rafia Ajmal

Leader d'opinion #ImpactCOVID

Raine Liliefeldt

Directrice des services et du développement
des membres, YWCA Canada

Renata Huyghebaert

Membre du conseil d'administration, YWCA Canada

Riley Daku

Directrice des opérations, YWCA Saskatoon

Rosalind Gunn

Directrice, Marketing et communications,
YWCA Cambridge

Samantha Hartley-Folz

Directrice principale par intérim, Opérations
communautaires, YMCA du Grand Vancouver

Sarah Hannaford

Étudiante à la maîtrise, Université Wilfrid Laurier

Sarah Mariani

Responsable de l'engagement des anciens,
Jeunes diplomates du Canada

Shalini Sharma

Directrice de la recherche et des politiques,
Conseil canadien pour la Réussite des Jeunes

Sharnelle Morgan

Directrice générale, Le réseau de la politique
canadienne Noirs

Sharon Ishimwe

Membre du conseil d'administration, YWCA Halifax

Sibel Cicek

Directrice principale, Relations gouvernementales, Centre
de développement régional, YMCA de l'Ontario

Suchi Gaur

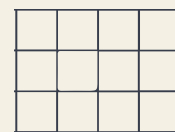
Directrice, Engagement global et impact, YWCA Monde

Terence Hamilton

Spécialiste en matière de politiques, UNICEF Canada

Violetta Nikolskaya

Analyste principale, YWCA Hamilton



Endnotes

- 1 Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019). Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Retrieved from: <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>
- 2 Gouvernement du Canada (2021). 2021 Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQIA+ People National Action Plan: Ending Violence Against Indigenous Women, Girls and 2SLGBTQIA+ People. Retrieved from: <https://mmiwg2splus-nationalactionplan.ca/>
- 3 Dickson, C., & Watson, B. (2021, May 21). Remains of 215 children found buried at former B.C. residential school, First Nation says. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/tk-eml%C3%B4ps-te-secw%C3%A9penc-215-children-former-kamloops-indian-residential-school-1.6043778>
- 4 Eneas, B. (2021, June 24). Sask. First Nation announces discovery of 751 unmarked graves near former residential school. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/cowessess-marieval-indian-residential-school-news-1.6078375>
- 5 Hamilton, S. (n.d). Where are the Children buried? National Centre for Truth and Reconciliation. Retrieved from: <https://nctr.ca/wp-content/uploads/2021/05/AAA-Hamilton-cemetery-Final.pdf>
- 6 CBC News. (2008). A timeline of residential schools, the Truth and Reconciliation Commission. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/a-timeline-of-residential-schools-the-truth-and-reconciliation-commission-1.724434>
- 7 Truth and Reconciliation Commission. (2015). Calls to Action. Retrieved from: http://trc.ca/assets/pdf/Calls_to_Action_English2.pdf
- 8 International Labour Organization. (2020, May 27). ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fourth edition. Retrieved from: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf
- 9 International Labour Organization. (2020, June 19). Policy Brief - The World of Work and COVID-19. Retrieved from: https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_748441/lang--en/index.htm
- 10 Dimock, M. (2019, January 17). Defining generations: Where Millennials end, and Generation Z begins. Pew Research Centre. Retrieved from: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/01/17/where-millennials-end-and-generation-z-begins/>
- 11 World Alliance of Young Men's Christian Associations (World YMCA), World Young Women's Christian Association (World YWCA), World Organization of the Scout Movement (WOSM), World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGS), The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), & The Duke of Edinburgh's International Award. (2021, March). Young People Championing Post- Pandemic Futures - Policy Recommendations from the Big 6 Youth Organisations. Retrieved from: <https://bigsix.org/wp-content/uploads/2020/12/Final-Young-People-Championing-Post-Pandemic-Futures.pdf>
- 12 Government of Canada. (2019). Canada's Youth Policy. Retrieved from: <https://www.canada.ca/en/youth/programs/policy.html>
- 13 Brunet, S. (2020, September 24). Impact of the COVID-19 pandemic on the NEET (not in employment, education, or training) indicator, March and April 2020. Retrieved from: https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/81-599-x/81-599-x2020001-eng.pdf?st=V_tdW0jX
- 14 Turcotte, M. (2020, February 20). Results from the 2016 Census: Education and labour market integration of Black youth in Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2020001/article/00002-eng.htm>
- 15 Agopsowicz, A. (2020, March 20). COVID-19's Threat to Canada's Vulnerable Workers. RBC Économie Retrieved from: <https://thoughtleadership.rbc.com/covid-19-could-affect-millions-of-canadas-most-vulnerable-workers/>
- 16 Usalcas, J. (2005, November). Youth and the labour market. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-001-x/11105/8840-eng.pdf?st=Z1vTKfM>
- 17 Statistics Canada. (2021, June 4). Labour Force Survey, May 2021. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210604/dq210604a-eng.htm>
- 18 Helliwell, J. F., Schellenberg, G., & Fonberg, J. (2020, December 21). The COVID-19 pandemic and life satisfaction. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00093-eng.htm>
- 19 Statistics Canada. (2020, October 20). Impacts on Mental Health. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/2020004/s3-eng.htm>
- 20 Statistics Canada. (2020, September 17). Experiences of discrimination during the COVID-19 pandemic. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/200917/dq200917a-eng.pdf?st=f4cgcf5N>
- 21 Allen, U., Collins, T., Sefa Dei, G. J., Henry, F., Ibrahim, A., James, C., Jean-Pierre, J., Kobayashi, A., Lewis, K., Mawani, R., McKenzie, K., Owusu-Bempah, A., Walcott, R., & Wane, N. N. (2021). Impacts of COVID-19 in Racialized Communities (F. Henry & Carl James, Eds.). Royal Society of Canada. Retrieved from: https://rsc-src.ca/sites/default/files/RC%20PB_EN%20FINAL.pdf
- 22 Dickson, C., & Watson, B. (2021, May 21). Remains of 215 children found buried at former B.C., residential school, First Nation says. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/tk-eml%C3%B4ps-te-secw%C3%A9penc-215-children-former-kamloops-indian-residential-school-1.6043778>
- 23 Eneas, B. (2021, June 24). Sask. First Nation announces discovery of 751 unmarked graves near former residential school. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/cowessess-marieval-indian-residential-school-news-1.6078375>
- 24 Yourex-West, H. (2021, March 26). Why are Alberta's Black, Muslim women being attacked? Global News. Retrieved from: <https://globalnews.ca/news/7721850/hate-crime-alberta-attacks-black-muslim-women/>

- 25 National Council of Canadian Muslims. (2021). Send a Letter to the Leaders of Alberta on Islamophobia Attacks. Retrieved from: <https://www.nccm.ca/alberta/>
- 26 Radio-Canada. (2021, June 9). What we know about the Muslim family in the fatal London, Ont., truck attack. Retrieved from: <https://ici.radio-canada.ca/rci/en/news/1800097/what-we-know-about-the-muslim-family-in-the-fatal-london-ont-truck-attack>
- 27 Gajaria, A., Guzder, J., & Rasasingham, R. (2021, May 1). What's race got to do with it? A proposed framework to address racism's impacts on child and adolescent mental health in Canada. *Journal of the Canadian Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, 30(2), 131-137. Retrieved from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8056965/>
- 28 Kids Help Phone. (2021, February 4). Kids Help Phone data shows Black youth reaching out for mental health support around racism are among the most distressed service users. Retrieved from: <https://www.newswire.ca/news-releases/kids-help-phone-data-shows-black-youth-reaching-out-for-mental-health-support-around-racism-are-among-the-most-distressed-service-users-882778575.html>
- 29 Foster, K. (2012, October 4). Youth Employment and Un(der) Employment in Canada More Than a Temporary Problem? Canadian Centre for Policy Alternatives. Retrieved from: <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/youth-employment-and-under-employment-canada>
- 30 Canada's Parliamentary Standing Committee on Finance. (2014). Youth Employment in Canada: Challenges and Potential Solutions. *Chambre des communes*. Retrieved from: <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/412/FINA/Reports/RP6658485/finarp06/finarp06-e.pdf>
- 31 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&_ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 32 International Labour Organization. (2020, June 19). Policy Brief - The World of Work and COVID-19. Retrieved from: https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_748441/lang--en/index.htm
- 33 Kassid, S. (2020). What about us? Youth un(employment) in times of COVID-19. Retrieved from: <https://www.worldfuturecouncil.org/covid19-what-about-us/>
- 34 De Fraja, G., Lemos, S., & Rockey, J. (2019, January 10). The Wounds That Do Not Heal: The Lifetime Scar of Youth Unemployment. Retrieved from: <https://www.jamesrockey.com/wp-content/uploads/2019/02/woundsjan19.pdf>
- 35 Grezegorczyk, M., & Wolff, G. (2020, November 28). The scarring effect of COVID-19: youth unemployment in Europe. Retrieved from: <https://www.bruegel.org/2020/11/the-scarring-effect-of-covid-19-youth-unemployment-in-europe/>
- 36 Learning and Work Institute & Prince's Trust. (2021, March 30). Facing the Future: Emploi Prospects for Young People Post-Corona. Retrieved from: <https://www.princes-trust.org.uk/about-the-trust/news-views/2021-learning-and-work-research-launch-with-hsbc>
- 37 Weaver, H. (2017, December 15). How a 52-Year Old Word Invented by a Vogue Editor Became 2017's Word of the Year. *Vanity Fair*. Retrieved from: <https://www.vanityfair.com/style/2017/12/youthquake-is-oxford-dictionary-word-of-the-year>
- 38 Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politic. *The University of Chicago Legal Forum*, 1(8), 139-167. Retrieved from: <https://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1052&context=uclf>
- 39 Crenshaw, K. (1991, July). Mapping the Margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of colour. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241-1299. <https://doi.org/10.2307/1229039>
- 40 Truth and Reconciliation Commission. (2015). Calls to Action. Retrieved from: http://trc.ca/assets/pdf/Calls_to_Action_English2.pdf
- 41 Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019). Reclaiming Power and Place - The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. Retrieved from: <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>
- 42 City of Toronto. (2020, July 20). Toronto Public Health releases new socio-demographic COVID-19 data. Retrieved from: <https://www.toronto.ca/news/toronto-public-health-releases-new-socio-demographic-covid-19-data/>
- 43 McKenzie, K. (2021, April 7). Socio-demographic data collection and equity in covid-19 in Toronto : *EClinical Medicine*, 34(100812). Retrieved from: [https://www.thelancet.com/journals/eclinm/article/PIIS2589-5370\(21\)00092-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/eclinm/article/PIIS2589-5370(21)00092-4/fulltext)
- 44 City of Toronto. (2021, February 3). City of Toronto unveils the Black Community COVID-19 Response Plan. Retrieved from: <https://www.toronto.ca/news/city-of-toronto-unveils-the-black-community-covid-19-response-plan/>
- 45 Alliance for Healthier Communities. (2020, June 1). Statement from Black Health Leaders - Anti-Black Racism is a Public Health Crisis. Retrieved from: <https://www.allianceon.org/news/Statement-Black-health-leaders-Anti-Black-Racism-Public-Health-Crisis>
- 46 Innovation, Science and Economic Development Canada. (2021). The 50 - 30 Challenge: Your Diversity Advantage. Retrieved from: <https://www.ic.gc.ca/eic/site/icgc.nsf/eng/O7706.html>
- 47 Egale Canada. (2020, April 6). Impact of COVID-19 - Canada's LGBTQI2S Community in Focus. National Survey Results: The Impact of COVID-19 on the LGBTQI2S Community. Retrieved from: <https://egale.ca/egale-in-action/covid19-impact-report/>
- 48 Egale Canada. (2020, April 6). Impact of COVID-19 - Canada's LGBTQI2S Community in Focus. National Survey Results: The Impact of COVID-19 on the LGBTQI2S Community. Retrieved from: <https://egale.ca/egale-in-action/covid19-impact-report/>
- 49 Ross, L., & Khanna, A. (2017). What are the needs of lesbian, gay, bisexual, trans, and queer (LGBTQ+) people that should be addressed by Canada's Poverty Reduction Strategy. Retrieved from: <http://lgbtqhealth.ca/projects/docs/prsjointsubmission.pdf>

- 50 La Wisdom2Action. (2021, June 9). Advancing 2SLGBTQ+ Health Equity: 4 Bold Ideas for the LGBTQ2 Action Plan. 4 Recommendations for Bold Leadership in the LGBTQ2 Action Plan. Retrieved from: <https://www.wisdom2action.org/actionplan/>
- 51 Statistics Canada. (2020, August 27). Impacts of COVID-19 on persons with disabilities. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/200827/dq200827c-eng.pdf?st=7f1511lg>
- 52 Alimi, S., & Abbas, J. (2020, June 22). The Impact of COVID-19 on Women living with Disabilities in Canada - Parliamentary Brief. Retrieved from: https://dawnacanada.net/media/uploads/page_data/page-63/parliamentary_brief_covid_19_june_22nd_2020.pdf
- 53 Alimi, S., Abbas, J., & Hladik, B. (2020, November 12). The Impact of COVID-19 on Women living with Disabilities in Canada. Retrieved from: <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FEWO/Brief/BR10967473/br-external/DisAbleDWomensNetworkOfCanada-e.pdf>
- 54 Alimi, S., Abbas, J., & Hladik, B. (2020, November 12). The Impact of COVID-19 on Women living with Disabilities in Canada. Retrieved from: <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FEWO/Brief/BR10967473/br-external/DisAbleDWomensNetworkOfCanada-e.pdf>
- 55 Government of Nova Scotia. (2020). Coronavirus (COVID-19) Case Data. Retrieved from: <https://novascotia.ca/coronavirus/>
- 56 Statistics Canada. (2020, August 27). Impacts of COVID-19 on persons with disabilities. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/200827/dq200827c-eng.pdf?st=7f1511lg>
- 57 Statistics Canada. (2020, August 27). Impacts of COVID-19 on persons with disabilities. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/200827/dq200827c-eng.pdf?st=7f1511lg>
- 58 Statistics Canada. (2020, August 27). Impacts of COVID-19 on persons with disabilities. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/200827/dq200827c-eng.pdf?st=7f1511lg>
- 59 Alimi, S., & Abbas, J. (2020, June 22). The Impact of COVID-19 on Women living with Disabilities in Canada - Parliamentary Brief. Retrieved from: https://dawnacanada.net/media/uploads/page_data/page-63/parliamentary_brief_covid_19_june_22nd_2020.pdf
- 60 Women's Shelters Canada. (2020, November). The Impact of COVID-19 on VAW Shelters and Transition Houses. Retrieved from: <http://endvaw.ca/wp-content/uploads/2020/11/Shelter-Voices-2020-2.pdf>
- 61 Cotter, A. (2018, March 15). Violent victimization of women with disabilities, 2018. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2018001/article/54910-eng.htm>
- 62 Alimi, S., Abbas, J., & Hladik, B. (2020, November 12). The Impact of COVID-19 on Women living with Disabilities in Canada. Retrieved from: <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FEWO/Brief/BR10967473/br-external/DisAbleDWomensNetworkOfCanada-e.pdf>
- 63 House of Commons. Bill C-35. An Act to reduce poverty and to support the financial security of persons with disabilities by establishing the Canada disability benefit and making a consequential amendment to the Income Tax Act. Retrieved from: <https://parl.ca/DocumentViewer/en/43-2/bill/C-35/first-reading>
- 64 RBC Economics, (2020, July 16). Pandemic Threatens Decades of Women's Labour Force Gains. https://leadershipavise.rbc.com/la-pandemie-menace-des-decennies-de-progression-des-femmes-au-sein-de-la-population-active/?_ga=2.128767301.855102715.1621795386-1564782290.1621795386
- 65 Patel, R. (2020, April 27). Minister says COVID-19 is empowering domestic violence abusers as rates rise in parts of Canada. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/politics/domestic-violence-rates-rising-due-to-covid19-1.5545851>
- 66 Leclerc, K. (2020, December 14). Caring for their children: Impacts of COVID-19 on parents. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00091-eng.htm>
- 67 Women's Shelters Canada. (2020, November). The Impact of COVID-19 on VAW Shelters and Transition Houses. Retrieved from: <http://endvaw.ca/wp-content/uploads/2020/11/Shelter-Voices-2020-2.pdf>
- 68 Desjardins, D. J., & Freestone, C. (2021, March 4). COVID Further Clouded the Outlook for Canadian Women at Risk of Disruption. RBC Economics, Retrieved from: <https://thoughtleadership.rbc.com/covid-further-clouded-the-outlook-for-canadian-women-at-risk-of-disruption/>
- 69 Sultana, A., & Ravanera, C. (2020). A Feminist Economic Recovery Plan for Canada: Making the Economy Work for Everyone. YWCA Canada and the Institute for Gender and the Economy. Retrieved from: <https://www.feministrecovery.ca/>
- 70 Government of Canada. (2021, April 19). Budget 2021 A Recovery Plan for Jobs, Growth, and Resilience. Retrieved from: <https://www.budget.gc.ca/2021/home-accueil-en.html>
- 71 YWCA Canada. (2021, January 7). National Action Plan to End violence fondée sur le sexe - Community Engagement Initiative. Retrieved from: <https://ywcacanada.ca/news/national-action-plan-to-end-gender-based-violence-community-engagement-initiative/>
- 72 Women's Shelters Canada. (2021). Roadmap for the National Action Plan to End Violence Against Women and Gender-Based Violence. Retrieved from: <https://nationalactionplan.ca/>
- 73 Statistics Canada. (2021, May 31). Access to the Internet in Canada, 2020. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210531/dq210531d-eng.htm>
- 74 Government of Canada. (2021, May 19). Broadband Fund - Closing the digital divide in Canada. Retrieved from: <https://crtc.gc.ca/eng/internet/internet.htm>
- 75 United Nations Human Rights Office of the High Commissioner. (2021, March 23). Report: Online hate increasing against minorities, says expert. Retrieved from: <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/sr-minorities-report.aspx>

- 76 Jonas, S. (2021, March 22). Racialized Canadians 3 times more likely to experience online hate, survey says. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/racialized-canadians-3-times-more-likely-to-experience-online-hate-1.5958457>
- 77 Sultana, A., & Ravanera, C. (2020). A Feminist Economic Recovery Plan for Canada: Making the Economy Work for Everyone. YWCA Canada and the Institute for Gender and the Economy. Retrieved from: <https://www.feministrecovery.ca/>
- 78 Zhang, T., Hoddenbagh, J., McDonald, S., & Scrim, K. (2012). An estimation of the economic impact of spousal violence in Canada, 2009. Department of Justice - Government of Canada. Retrieved from: https://www.justice.gc.ca/eng/rp-pr/cj-jp/fv-vf/rr12_7/rr12_7.pdf
- 79 Canadian Race Relations Foundation. (2021, January 25). Poll demonstrates support for strong social media regulations to prevent online hate and racism. Retrieved from: <https://www.crff-fcrr.ca/en/news-a-events/media-releases/item/27349-poll-demonstrates-support-for-strong-social-media-regulations-to-prevent-online-hate-and-racism>
- 80 Statistics Canada. (2020, April 9). Labour Force Survey, March 2020. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200409/dq200409a-eng.htm>
- 81 Statistics Canada. (2020, April 9). Labour Force Survey, March 2020. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200409/dq200409a-eng.htm>
- 82 Expert Panel on Youth Employment. (2017). 13 Ways to Modernize Youth Employment in Canada: Strategies for a New World of Work. Retrieved from: https://youthrex.com/wp-content/uploads/2019/02/13_Ways_to_Modernize_Youth...-2.pdf
- 83 Statistics Canada. (2020, May 8). Labour Force Survey, April 2020. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200508/dq200508a-eng.htm>
- 84 Brunet, S. (2020, September 24). Impact of the COVID-19 pandemic on the NEET (not in employment, education, or training) indicator, March and April 2020. Retrieved from: https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/81-599-x/81-599-x2020001-eng.pdf?st=V_tdW0jX
- 85 Brunet, S. (2020, September 24). Impact of the COVID-19 pandemic on the NEET (not in employment, education, or training) indicator, March and April 2020. Retrieved from: https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/81-599-x/81-599-x2020001-eng.pdf?st=V_tdW0jX
- 86 Statistics Canada. (2021, June 4). Labour Force Survey, May 2021. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210604/dq210604a-eng.htm>
- 87 Statistics Canada. (2021, June 4). Labour Force Survey, May 2021. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210604/dq210604a-eng.htm>
- 88 Foster, K. (2012, October 4). Youth Employment and Un(der) Employment in Canada More Than a Temporary Problem? Canadian Centre for Policy Alternatives. Retrieved from: <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/youth-employment-and-under-employment-canada>
- 89 Foster, K. (2012, October 4). Youth Employment and Un(der) Employment in Canada More Than a Temporary Problem? Canadian Centre for Policy Alternatives. Retrieved from: <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/youth-employment-and-under-employment-canada>
- 90 UNICEF. (2014). Children of the Recession: The Impact of the Economic Crisis on Child Wellbeing in Rich Countries. UNICEF Innocenti Report Canada 12 - Children in the Developed World. Written by Gonzalo Fanjul. Edited by Rick Boychuk. Retrieved from: <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc12-eng-web.pdf>
- 91 Statistics Canada. (2020, August 27). Impacts of COVID-19 on persons with disabilities. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/daily-quotidien/200827/dq200827c-eng.pdf?st=7f151llg>
- 92 National Governors Associations. (2021, March 23). Governors' role in promoting disability employment in COVID-19 recovery strategies. Retrieved from: <https://www.nga.org/center/publications/governors-role-in-promoting-disability-employment-in-covid-19-recovery-strategies/>
- 93 Canadian Council for Youth Prosperity. (2021, April). #ImpactCOVID Road to Recovery. Retrieved from: https://ccyp-ccpj.wildapricot.org/resources/Knowledge%20Centre/FINAL3_APR27_CCYP_8.5x11_ENGLISH_Report_RECOVERYPLAN_APRIL2021.pdf
- 94 Statistics Canada. (2021, June 4). Labour Force Survey, May 2021. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210604/dq210604a-eng.htm>
- 95 Turcotte, M. (2020, February 20). Results from the 2016 Census: Education and labour market integration of Black youth in Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2020001/article/00002-eng.htm>
- 96 Turcotte, M. (2020, February 20). Results from the 2016 Census: Education and labour market integration of Black youth in Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2020001/article/00002-eng.htm>
- 97 Bleakney, A., Masoud, H., Robertson, H. (2020, November 4). Labour market impacts of COVID-19 on Indigenous people: March to August 2020. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00085-eng.htm>
- 98 Statistics Canada. (2018, July 5). National Indigenous People's Day By The Numbers. Retrieved from: https://www.statcan.gc.ca/eng/dai/smr08/2018/smr08_225_2018#a2
- 99 Statistics Canada. (2021, June 4). Labour Force Survey, May 2021. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210604/dq210604a-eng.htm>
- 100 Desjardins, D. J., & Freestone, C. (2021, March 4). COVID Further Clouded the Outlook for Canadian Women at Risk of Disruption. RBC Economics Retrieved from: <https://thoughtleadership.rbc.com/covid-further-clouded-the-outlook-for-canadian-women-at-risk-of-disruption/>
- 101 Desjardins, D. J., & Freestone, C. (2021, March 4). COVID Further Clouded the Outlook for Canadian Women at Risk of Disruption. RBC Economics, Retrieved from: <https://thoughtleadership.rbc.com/covid-further-clouded-the-outlook-for-canadian-women-at-risk-of-disruption/>

- 102 Khela, S., Singh, J., & Turna, R. (2021). Daughters of the Pandemic - Assessing the Long-Term Impacts of COVID-19 on South Asian Girls and Women in Peel. A Partnership Project Between Punjabi Community Health Services and Laadliyan. Retrieved from: <https://static1.squarespace.com/static/5ddababdbf92a07731366013/t/60b1093fc29a84602ed742fb/1622214976482/Daughters+of+the+Pandemic+Report.pdf>
- 103 Coulton, M. (2020, November 9). How the pandemic has disrupted the lives of international students in Canada. Maclean's. Retrieved from: <https://www.macleans.ca/education/how-the-pandemic-has-disrupted-the-lives-of-international-students-in-canada/>
- 104 International Labour Organization. (2020, May 27). ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fourth edition. Retrieved from: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf
- 105 International Labour Organization. (2020, May 27). ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fourth edition. Retrieved from: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf
- 106 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 107 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 108 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 109 Department of Finance Canada. (2021, April). Budget 2021 - Young Canadians. Retrieved from: <https://www.canada.ca/en/department-finance/news/2021/04/young-canadians.html>
- 110 YWCA Halifax. (2020). Launch Atlantic Program. Retrieved from: <https://www.ywcahalifax.com/programs/employment-skills/launch/>
- 111 Escudero, V., & Mourelo, E. L. (2017, August). The European Youth Guarantee: A systematic review of its implementation across countries. Retrieved from: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_572465.pdf
- 112 Escudero, V., & Mourelo, E. L. (2017, August). The European Youth Guarantee: A systematic review of its implementation across countries. Retrieved from: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_572465.pdf
- 113 International Labour Organization. (2020, May 27). ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fourth edition. Retrieved from: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf
- 114 Emploi et développement social Canada (2019). Highlights: Preliminary Results from the Second Nationally Coordinated Point-in-Time Count of Homelessness in Canadian Communities. Retrieved from: http://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/301/weekly_acquisitions_list-ef/2019/19-37/publications.gc.ca/collections/collection_2019/edsc-esdc/Em12-25-2018-eng.pdf
- 115 Gaetz, S., Dej, E., Richter, T., & Redman, M. (2016, October 20). The State of Homelessness in Canada. Retrieved from: https://homelesshub.ca/sites/default/files/SOHC16_final_20Oct2016.pdf
- 116 Rodrigue, S. (2016, November 15). Hidden homelessness in Canada. Insights on Canadian Society. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2016001/article/14678-eng.htm>
- 117 Gaetz, S., O'Grady, B., Kidd, S., & Schwan, K. (2016). Without a Home: The National Youth Homelessness Survey. Retrieved from: <https://homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/WithoutAHome-final.pdf>
- 118 Youth Without Shelters. (2020). Youth Homelessness - Statistics. Retrieved from: <https://yws.on.ca/who-we-are/youth-homelessness/>
- 119 Collins, S. B. (n.d.). Childhood Stress and Mobility Among Rural Homeless Youth. Retrieved from: <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/4BAKERCOLLINSweb.pdf>
- 120 Schwan, K., Versteegh, A., Perri, M., Caplan, R., Baig, K., Dej, E., Jenkinson, J., Brais, H., Eiboff, F., & Chaleshtari, T. P. (2020). The State of Women's Housing Need & Homelessness in Canada: A Literature Review. (A. Hache, A. Nelson, E. Kratochvil, & J. Malenfant, Eds.). Canadian Observatory on Homelessness Press. Retrieved from: <https://womenshomelessness.ca/wp-content/uploads/State-of-Womens-Homelessness-Literature-Review.pdf>
- 121 Toronto Foundation. (2020, June 1). COVID-19 and housing: Will new opportunity emerge from the crisis? Retrieved from: <https://torontofoundation.ca/wp-content/uploads/2020/05/Final-BTC-housing-brief-for-release-June-1.pdf>
- 122 Women's Shelters Canada. (2020, November). The Impact of COVID-19 on VAW Shelters and Transition Houses. Retrieved from: <http://endvaw.ca/wp-content/uploads/2020/11/Shelter-Voices-2020-2.pdf>
- 123 Wright, T. (2020, June 25). COVID-19 increases risk for Canada's 'invisible' homeless women: study. Canadian Press. Retrieved from: <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/covid-19-increases-risk-for-canada-s-invisible-homeless-women-study-1.5000474>
- 124 Schwan, K., Versteegh, A., Perri, M., Caplan, R., Baig, K., Dej, E., Jenkinson, J., Brais, H., Eiboff, F., & Chaleshtari, T. P. (2020). The State of Women's Housing Need & Homelessness in Canada: A Literature Review. (A. Hache, A. Nelson, E. Kratochvil, & J. Malenfant, Eds.). Canadian Observatory on Homelessness Press. Retrieved from: <https://womenshomelessness.ca/wp-content/uploads/State-of-Womens-Homelessness-Literature-Review.pdf>
- 125 Tsang, A. (2021, April 27). Recognizing the human right to housing for people living in encampments. Maytree Foundation. Retrieved from: <https://maytree.com/stories/recognizing-the-human-right-to-housing-for-people-living-in-encampments/>

- 126 Falvo, N. (2020, November 28). The Long-Term Impact of the COVID-19 Recession on Homelessness in Canada: What to Expect, What to Track, What to Do. Homeless Hub. Retrieved from: <https://www.homelesshub.ca/resource/long-term-impact-covid-19-recession-homelessness-canada-what-expect-what-track-what-do>
- 127 Martin, J. C., & Lewchuk, W. (2018, September). The Generation Effect Millennials, employment precarity and the 21st century workplace [Poverty and Employment Precarity in Southern Ontario]. McMaster University.
- 128 Ching, P., Chan, W., Morissette, R., & Qiu, H. (2020, June 10). COVID-19 and job displacement: Thinking about the longer term. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00030-eng.htm>
- 129 McKnight, N. (2020, July 21). Generation boomerang Nearly 1 in 10 Canadians have seen their living situation change due to COVID-19. Retrieved from: <https://www.finder.com/ca/boomerang-generation>
- 130 Canadian Housing and Mortgage Corporation. (2020, March 25). COVID-19: eviction bans and suspensions to support renters. The latest updates on eviction moratoriums related to COVID-19. Retrieved from: <https://www.cmhc-schl.gc.ca/en/consumers/renting-a-home/covid-19-eviction-bans-and-suspensions-to-support-renters>
- 131 CBC News. (2020, December 4). Community advocates fear hundreds will lose their homes in mass evictions. Organizers say ban on evictions needs to be reinstated amid 2nd wave of COVID-19. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/community-advocates-parkdale-evictions-tenants-1.5827923>
- 132 Crosby, A. (2021, February 15). Ontario's Eviction Crisis Landlord Applications for Evictions Surpass 20,000 During COVID-19 Pandemic. The Leveller. Retrieved from: <https://leveller.ca/2021/02/ontarios-eviction-crisis/>
- 133 Ali, N. G., Shahidi, F., August, M., & Chan, Y. (2020, December). Stop COVID Evictions! Rent Relief Now! Retrieved from: <http://evictionreport.ca/wp-content/uploads/2020/12/COVIDevictionsreport.pdf>
- 134 Tranjan, R. (2020, March 23). The Rent Is Due Soon - Financial Insecurity and COVID-19. Canadian Centre for Policy Alternatives. Retrieved from: <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/rent-due-soon>
- 135 Canadian Housing and Mortgage Corporation. (2021). Rental Market Survey Data Tables. Retrieved from: <https://www.cmhc-schl.gc.ca/en/professionals/housing-markets-data-and-research/housing-data/data-tables/rental-market/rental-market-report-data-tables>
- 136 Sharp, M. (2020, October 13). Pandemic squeezing younger generation. National Observer. Retrieved from: <https://www.nationalobserver.com/2020/10/13/analysis/young-generation-squeezed-rising-costs-less-wealth-and-income-older>
- 137 RBC Economics. (2021, April 12). Are Canadians Dreaming of Owning a Home? It's Complicated. Retrieved from: <https://www.newswire.ca/news-releases/are-canadians-dreaming-of-owning-a-home-it-s-complicated-rbc-poll-867206771.html>
- 138 Uppal, S. (2019, August 8). Homeownership, mortgage debt and types of mortgage among Canadian Families. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2019001/article/00012-eng.htm>
- 139 Statistics Canada. (2015, October 25). Housing in Canada: Key results from the 2016 Census. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025c-eng.htm>
- 140 Kershaw, P., & Eaves, S. (2019). Straddling the Gap: A Troubling Portrait of Home Prices, Earnings and Affordability for Younger Canadians. Generation Squeeze. Retrieved from: https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/gensqueeze/pages/5293/attachments/original/1611267353/Straddling-the-Gap-2019_final.pdf?1611267353
- 141 Government of Canada. (2017). National Housing Strategy - A Place to Call Home. Retrieved from: <https://www.placetocallhome.ca/progress-on-the-national-housing-strategy>
- 142 Miller, K., & Bissoondial, M. (2017). Where Am I Going to Go? Intersectional Approaches to Ending LGBTQ2S Youth Homelessness in Canada & the U.S. Canadian Observatory on Homelessness. Retrieved from <https://www.homelesshub.ca/resource/53-ymca-sprott-house-creating-better-space-lgbtq2s-youth-toronto>
- 143 YWCA St. Thomas Elgin. (2019). Supportive Housing for Youth. Retrieved from: <https://www.ywcaste.ca/supportive-housing-for-youth/>
- 144 Flaherty-Willmot, T. (2018, October). Taking Action on Youth Homelessness - Preventing and Ending Youth Homelessness in St. Thomas Elgin - Impact Evaluation of a Youth Homelessness Protocol and Intensive Housing Based Case Management. Retrieved from: <https://www.ywcaste.ca/wp-content/uploads/2019/11/YouthHomelessness-FinalReportOct2018.pdf>
- 145 Tranjan, R. (2021, March 30). With more than 250,000 households in arrears, it's time for rent forgiveness. Policy Options. Retrieved from: <https://policyoptions.irpp.org/magazines/march-2021/with-more-than-250000-households-in-arrears-its-time-for-rent-forgiveness/>
- 146 McMaster University. (2019). Symbiosis: Students and Seniors Co-Housing Program (2.0). Retrieved from: <https://gs.mcmaster.ca/current-students/resources/spices/current-initiatives-2019-20/symbiosis/>
- 147 Government of Canada. (2019). Canada's Youth Policy. Retrieved from: <https://www.canada.ca/en/youth/programs/policy.html>
- 148 Abacus Data. (2019, April 25). Another Youthquake? Exploring the concerns, priorities, and political engagement of Canadian youth aged 15 to 30. Retrieved from: <https://abacusdata.ca/another-youthquake/>
- 149 Mental Health Commission of Canada. (2020). LOCKDOWN LIFE: Mental Health Impacts of COVID-19 on Youth in Canada. Retrieved from: https://www.mentalhealthcommission.ca/sites/default/files/2021-02/lockdown_life_eng.pdf
- 150 UNICEF Canada, (2020). Worlds Apart: Canadian Companion to UNICEF Report Card 16: UNICEF Canada, Toronto. Retrieved from: https://www.unicef.ca/sites/default/files/2020-09/UNICEF%20RC16%20Canadian%20Companion%20EN_Web.pdf

- 151 Helliwell, J. F., Schellenberg, G., & Fonberg, J. (2020, December 21). The COVID-19 pandemic and life satisfaction. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00093-eng.htm>
- 152 Environics Institute for Survey Research, Future Skills Centre, & Diversity Institute. (2021, June 3). Mind and body Impact of the pandemic on physical and mental health. Retrieved from: <https://fsc-ccf.ca/research/mind-and-body-impact-of-the-pandemic-on-physical-and-mental-health/>
- 153 Environics Institute for Survey Research, Future Skills Centre, & Diversity Institute. (2021, June 3). Mind and body Impact of the pandemic on physical and mental health. Retrieved from: <https://fsc-ccf.ca/research/mind-and-body-impact-of-the-pandemic-on-physical-and-mental-health/>
- 154 Green, A.E., Price-Feeney, M. & Dorison, S.H. (2020). Implications of COVID-19 for LGBTQ Youth Mental Health and Suicide Prevention. New York, New York: The Trevor Project. Retrieved from: <https://theactionalliance.org/sites/default/files/implications-of-covid-19-for-lgbtq-youth-mental-health-and-suicide-prevention.pdf>
- 155 Statistics Canada. (2018, March 18). First Nations People, Métis and Inuit in Canada: Diverse and Growing Populations. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-659-x/89-659-x2018001-eng.htm>
- 156 Kumar, M., & Tjepkema, M. (2019, June 28). Suicide among First Nations people, Métis and Inuit (2011-2016): Findings from the 2011 Canadian Census Health and Environment Cohort (CanCHEC). Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/99-011-x/99-011-x2019001-eng.htm>
- 157 Patel, R. (2020, April 27). Minister says COVID-19 is empowering domestic violence abusers as rates rise in parts of Canada. CBC News. Retrieved from: <https://www.cbc.ca/news/politics/domestic-violence-rates-rising-due-to-covid19-1.5545851>
- 158 UN Women. (2020, May). The COVID-19 Shadow Pandemic: Domestic Violence in the World of Work. Retrieved from: <https://www.unwomen.org//media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/brief-covid-19-domestic-violence-in-the-world-of-work-en.pdf?la=en&vs=5715>
- 159 Canadian Femicide Observatory for Justice & Accountability. (2021). #CallItFemicide. Retrieved from: <https://www.femicideincanada.ca/node/668>
- 160 Lofaro, J. (2021, May 14). Advocates say Quebec on the right track to address rise in domestic Violence CTV Montreal. Retrieved from: <https://montreal.ctvnews.ca/advocates-say-quebec-on-the-right-track-to-address-rise-in-domestic-violence-1.5428518>
- 161 Canadian Women's Foundation. (n.d.). The Facts about Online Hate and Cyberviolence Against Women and Girls in Canada. Retrieved from: <https://canadianwomen.org/the-facts/online-hate-and-cyberviolence/>
- 162 Yousif, N. (2020, December 13). 4 million cries for help: Calls to Kids Help Phone soar amid pandemic. Toronto Star. Retrieved from: <https://www.thestar.com/news/gta/2020/12/13/4-million-cries-for-help-calls-to-kids-help-phone-soar-amid-pandemic.html>
- 163 Thulien, N. S., Noble, A., Akdikmen, A., Ali, D., Coplan, I., Daley, M., French, D., Hwang, S., Kidd, S., & Roglich, J. (2020). Pandemic Proof: Synthesizing Real-World Knowledge of Promising Mental Health and Substance Use Practices Utilized During the COVID19 Pandemic with Young People Who Are Experiencing or Have Experienced Homelessness. Toronto : Canadian Observatory on Homelessness Press. Retrieved from: <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/MentalHealthSubstanceUseDuringCovid.pdf>
- 164 Children Mental Health Ontario. (2020, January 27). 28,000 Ontario Children and Youth are Waiting for Community Mental Health Services. Retrieved from: <https://cmho.org/28000-ontario-children-and-youth-are-waiting-for-community-mental-health-services/>
- 165 Children Mental Health Ontario. (2020, January 27). 28,000 Ontario Children and Youth are Waiting for Community Mental Health Services. Retrieved from: <https://cmho.org/28000-ontario-children-and-youth-are-waiting-for-community-mental-health-services/>
- 166 Physicians for a National Health Program. (2016, August 12). Black, Hispanic children, youth rarely get help for mental health problems: Minorities' psychiatric, behavioral problems often result in school punishment or incarceration, but rarely mental health care, according to nationwide study. ScienceDaily. Retrieved from: <https://www.sciencedaily.com/releases/2016/08/160812132708.htm>
- 167 Canadian Black Policy Network. (2021, March 1). Winter 2021 Policy Brief, Mental Health in Black Communities. Retrieved from: https://ef95c28a-0a60-4803-8329-3b15f1b1c796.filesusr.com/ugd/bd344d_f5d50de9164341f3a2880e39970cfc17.pdf
- 168 YMCA of Greater Vancouver. (2020). Y Mind Teen. Retrieved from: <https://www.gv.ymca.ca/mental-wellness>
- 169 YNaseeha Mental Health. (n.d.). Naseeha Helpline. Retrieved from: <https://naseeha.org/>
- 170 Canadian Black Policy Network. (2021, March 1). Winter 2021 Policy Brief, Mental Health in Black Communities. Retrieved from: https://ef95c28a-0a60-4803-8329-3b15f1b1c796.filesusr.com/ugd/bd344d_f5d50de9164341f3a2880e39970cfc17.pdf
- 171 National Association of Friendship Centres. (2021, March). COVI-19 Interim Report, Taking Care of Each Other Wherever We Are: A Friendship Centre Approach to COVID-19 Response in Urban Indigenous Communities. Retrieved from: <https://www.nafc.ca/downloads/interim-report.pdf>
- 172 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 173 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 174 OECD. (2020). Youth and COVID-19 - Response, Recovery and Resilience. Retrieved from: https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID19-Response-Recovery-and-Resilience&ga=2.225494041.2065282209.1623109022-1333191794.1622738902
- 175 Mental Health Commission of Canada. (n.d.). Mental Health First Aid, MHFA in Canada and Internationally. Retrieved from: <https://www.mhfa.ca/>

- 176 Marashi MY, Nicholson E, Ogrodnik M, Fenesi B, Heisz JJ. (2021). A mental health paradox: Mental health was both a motivator and barrier to physical activity during the COVID-19 pandemic. *PLOS ONE* 16(4): e0239244. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0239244>
- 177 World Health Organization. (2020, December 14). World's largest youth organizations, representing 250 million members, and WHO launch global mobilization to respond to disruptive impacts of COVID-19 on young people. Retrieved from: <https://www.who.int/news/item/14-12-2020-world-s-largest-youth-organizations-and-who-launch-global-mobilization-to-respond-to-disruptive-impacts-of-covid-19-on-young-people>
- 178 Hahmaan, T., Plessis, V. d., & Fournier-Savard, P. (2020, June 20). Volunteering in Canada: Challenges and opportunities during the COVID-19 pandemic. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00037-eng.htm>
- 179 Statistics Canada. (2019). A Portrait of Canadian Youth: March 2019 Updates. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-eng.htm>
- 180 Hahmaan, T., Plessis, V. d., & Fournier-Savard, P. (2020, June 20). Volunteering in Canada: Challenges and opportunities during the COVID-19 pandemic. Statistics Canada. Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00037-eng.htm>
- 181 Roche, M. (2020, August 5). Are young people replacing older people as the key volunteering group? NFP Synergy. Retrieved from: <https://nfpsynergy.net/blog/are-young-people-replacing-older-people-key-volunteering-group>
- 182 Corbley, M. (2020, May 19). Thousands of Young Adults Are Volunteering to Catch COVID-19 to Save Others in the Future. Good News Network. Retrieved from: <https://www.goodnewsnetwork.org/adults-volunteering-to-contract-covid-to-accelerate-vaccine-development/>
- 183 Euromonitor International. (2012, February 13). Special Report: The World's Youngest Populations. Retrieved from: <https://blog.euromonitor.com/special-report-the-worlds-youngest-populations/>.
- 184 Becker, K.L., Richards, M.B., & Stollings, J. (2020, November 24). Better Together? Examining Benefits and Tensions of Generational Diversity and Team Performance. *Journal of Intergenerational Relationships*, DOI: 10.1080/15350770.2020.1837708. Retrieved from: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/15350770.2020.1837708>
- 185 Dougherty, I., & Clarke, A. (2017). Wired for Innovation: Valuing the unique innovation abilities of emerging adults. *Emerging Adulthood*, 6(5): 358-365. DOI 10.1177/2167696817739393. Retrieved from: <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/2167696817739393>
- 186 YWCA Canada. (2021). Call for Nominations - Board of Directors of YWCA Canada - AMM 2021 Election. Retrieved from: <https://files.constantcontact.com/81918588601/c9414907-9365-4046-a262-6ae14d503e96.pdf>
- 187 UNICEF Canada, (n.d.). U-Report. Retrieved from: <https://www.unicef.ca/en/u-report>
- 188 G(irls)20. (n.d.). Girls on Boards. Retrieved from: <https://girls20.org/programs/girls-on-boards>
- 189 Young Diplomats of Canada. (n.d.). Young Diplomats of Canada. Retrieved from: <https://youngdiplomats.ca/>
- 190 Assembly of Seven Generations. (n.d.). Current Events and Initiatives. Retrieved from: <https://www.a7g.ca/current-events--iniatives.html>
- 191 Urban Alliance for Race Relations. (n.d.). Youth Fellowship. Retrieved from: <https://www.youthfellowship.ca/>
- 192 CivicAction. (2021). About DiverseCity Fellows. Retrieved from: <https://leadership.civicaaction.ca/diversecityfellows/>
- 193 Government of Canada. (2019). Canada's Youth Policy. Retrieved from: <https://www.canada.ca/en/youth/programs/policy.html>
- 194 UNICEF Canada, (2020). Worlds Apart: Canadian Companion to UNICEF Report Card 16: UNICEF Canada, Toronto. Retrieved from: https://www.unicef.ca/sites/default/files/2020-09/UNICEF%20RC16%20Canadian%20Companion%20EN_Web.pdf
- 195 YWCA Canada. (2020). Why We Need A Feminist Recovery Plan. Retrieved from: <https://ywcaCanada.ca/news/why-we-need-a-feminist-recovery-plan/>
- 196 Buchnea, A., McKitterick, M.-J., & French, D. (2020). Summary Report: Youth Homelessness and COVID-19: How the youth serving sector is coping with the crisis. Canadian Observatory on Homelessness Press and A Way Home Canada. Retrieved from: https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/COVID-19_SUMMARY_REPORT%20%281%29_0.pdf
- 197 Big 6. (2021). A Global Youth-Led Movement for Change. Big 6 Youth Mobilization. Retrieved from: <https://bigsix.org/>
- 198 YWCA Canada. (2021, January 26). Coalition of Canada's 6 largest charities calling for Community Services COVID-19 Relief Fund. Retrieved from: <https://ywcaCanada.ca/news/coalition-of-canadas-6-largest-charities-including-ywca-canada-calling-for-community-services-covid-19-relief-fund/>
- 199 Syed, F. (2021, April 23). Budget 2021: How the sector fared. *The Philanthropist*. Retrieved from: <https://thephilanthropist.ca/2021/04/budget-2021-how-the-sector-fared/>
- 200 Francis, A., (2021, April 19). Liberals pledge \$300 million to support Black-led community organizations in 2021 Federal Budget. *Toronto Star*. Retrieved from: <https://www.thestar.com/politics/federal/2021/04/19/liberals-pledge-300-million-to-support-black-led-community-organizations-in-2021-federal-budget.html>
- 201 Canadian Council for Youth Prosperity. (2021, April). #ImpactCOVID Road to Recovery. Retrieved from: https://ccyp-ccpj.wildapricot.org/resources/Knowledge%20Centre/FINAL3_APR27_CCYP_8.5x11_ENGLISH_Report_RECOVERYPLAN_APRIL2021.pdf
- 202 YMCA Canada. (2019, January 1). YMCA Young Ambassadors Creating Change. Retrieved from: <https://ymca.ca/News-Events/News/YMCA-Young-Ambassadors-Creating-Change>

- 203 Heisz, A., & Richards, E. (2019, April 18). Economic Well-being Across Generations of Young Canadians: Are Millennials Better or Worse Off? Retrieved from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2019006-eng.htm>
- 204 Canadian Institutes for Health Research. (2021). Sex and Gender in Health Research. Government of Canada. Retrieved from: <https://cihr-irsc.gc.ca/e/50833.html>
- 205 First Nations Governance Centre. (n.d.). The First Nations Principles of OCAP. Retrieved from: <https://fnigc.ca/ocap-training/>
- 206 Irons, J. (2009, September 30). Economic scarring - The long-term impacts of the recession. Economic Policy Institute. Retrieved from: <https://www.epi.org/publication/bp243/>
- 207 Ryerson University. (2021). Public Policy Hiring Challenge - Fast-Start. Retrieved from: <https://www.ryersonleadlab.com/fast-start>
- 208 Mowat Centre. (2018, December 19). How to get community benefits agreements right: Engage and empower. Retrieved from: <https://munkschool.utoronto.ca/mowatcentre/how-to-get-community-benefits-agreements-right-engage-and-empower/>
- 209 Doyle, S., & Lamb, C. (2017, March 28). Future-proof: Preparing young Canadians for the future of work. Brookfield Institute for Innovation & Entrepreneurship. Retrieved from: <https://brookfieldinstitute.ca/future-proof-preparing-young-canadians-for-the-future-of-work/>
- 210 Doyle, S., & Lamb, C. (2017, March 28). Future-proof: Preparing young Canadians for the future of work. Brookfield Institute for Innovation & Entrepreneurship. Retrieved from: <https://brookfieldinstitute.ca/future-proof-preparing-young-canadians-for-the-future-of-work/>
- 211 G20 Young Entrepreneurs' Alliance. (2020, October 20). 2020 Saudi Arabia Summit Communique. Retrieved from: <https://www.g20yea.com/communiques>

Prévenir l'apparition d'une « génération confinement »

Plan de soutien de la jeunesse canadienne dans
la reprise post-pandémique

